

# Running Water

Janvier - Juin 2004 / January - June 2004; N°11

West African bulletin on Integrated Water Resources Management / Bulletin ouest africain de la gestion intégrée des ressources en eau

**DOSSIER**  
**SPECIAL REPORT**  
**GIRE et GENRE**  
**IWRM and GENDER**

**ACTUALITÉ**  
**IWRM NEWS**  
**L'Initiative Canadienne au mali et au Sénégal**  
**Canadian Initiative in Mali and Senegal**

**SIDEAU au Mali**  
**Water fair in Mali**

**Les Leaders de l'ABN à Paris**  
**NBA Leaders in Paris**

**INVITÉE**  
**THE GUEST**

Joséphine Ouédraogo,  
DG CAGED/CEA -  
DG of ACGD / ECA



**"L'eau est gratuite tant que ce sont  
les femmes et les enfants qui vont la chercher"**  
**"Water is free of charge as long as women  
and young girls go and fetch it"**

**Dossier sur la PANAFCOM / Report on PANAFCOM**



## Editorial / Editor's Word **3**

**Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau**  
*Gender and Integrated Water Resources Management*

## Actualités / IWRM News **4**

**Réunion du CP : renforcer les Partenariats**  
*SC meeting : strengthen partnerships* .....4

**UCRE/CEDEAO : installation du nouveau coordinateur**  
*WRCU/ECOWAS : installation of the new coordinator* .....5

**La bonne gouvernance sauvera le Niger**  
*Good governance to save the Niger River* .....6

**SIDEAU: la bonne 1<sup>ère</sup> expérience malienne**  
*SIDEAU : Mali's first good experience* .....7

**Forum Mondial 2004 du WASH**  
*Global Wash forum 2004* .....8

**3<sup>ème</sup> Session Ordinaire du Conseil des Ministres du CREPA  
Des ambitions encouragées pour mieux faire face aux défis**  
*3rd Ordinary Session of the CREPA Council of Ministers  
Ambitions encouraged in order to better face the challenges* .....9

**Remember «Madame Genre»**  
*Remember "Mrs Gender"*

**Hommages de la famille du Partenariat de l'eau**  
*Tribute of the Water partnership family* .....10

**Un nouveau Secrétaire Exécutif pour le WAWP**  
*A new Executive Secretary for WAWP* .....11

## Dossier PANAFCOM Report **31**

**Conférence Panafricaine sur le partenariat et la mise en œuvre dans le Domaine de la Maîtrise de l'Eau**  
*Pan-African Implementation and Partnership conference on Water*

**Communiqué des ministres sur la conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau publié le 12 décembre 2003**

*Ministerial Communique on the Pan African Implementation and Partnership Conference on Water - 12 December 2003 in Addis Ababa*  
**Déclaration des organisations de la société civile (OSC) à la Conférence des Ministres africains chargés de l'Eau (AMCOM) / Forum régional de mise en œuvre**

*Civil Society Organisations (CSOs) Statement to the African Ministerial Conference On Water (AMCOW) / Regional Implementation Forum*

## Dossier / Special Report **12**

**Pour un document cadre axé sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest**  
*For a framework document focusing on gender integration in water resources management in West Africa* .....12

**Déclaration des femmes africaines à Niamey**  
*Niamey declaration of african women* .....15

**L'Alliance Genre et Eau (GWA)  
Etablir les bases pour un plan d'action africain**  
*The Gender and Water Alliance  
Setting the ground for an african plan of action* .....17

## L'Invité / The Guest **20**

**Femme et Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique de l'ouest  
JOSEPHINE OUEDRAOGO, DG. CAGED/CEA**  
*WOMEN and Integrated water resources management in west africa  
JOSEPHINE OUEDRAOGO, DG of ACGD/ECA*

**La GIRE en Afrique de l'Ouest /  
IWRM in West Africa** **24**

**Bref rappel historique du Processus GIRE dans la sous-région**  
*Brief historical background of the IWRM process in the sub-region* .....24

**Le Sénégal engage son processus**  
*Senegal starts up its process* .....27

**Renforcement des Capacités pour une planification stratégique en Gestion Intégrée des Ressources en Eau**  
*Capacity Building for Strategic planning in Integrated Water Resources Management* .....28

**Initiative Canadienne pour l'eau en Afrique**  
*Canadian Initiative for Water in Africa* .....29  
*Ministerial appeal : time to act to meet the 2005 IWRM target* .....30



**Directeur de la publication**  
*Managing Editor*  
Ouango Athanase COMPAORÉ

**Rédacteur en chef**  
*Chief Editor*  
Sidi COULIBALY

**Secrétaire de rédaction**  
*Assistant Editor*  
S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS

GWP/WAWP secrétariat  
S/c CREPA : 03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso  
Tél : (226) 50 36 62 10/12- Fax : (226) 50 36 62 12/08 - E-mail : watac@fasonet.bf

*Crédit photos : WAWP, Studio Yipin Créations*

*Edition / Publication : Studio Yipin Créations  
01 BP 4339 Ouaga 01 - Tél : (226 ) 31 23 20 - BF*

### Membres du Comité de rédaction / Editorial board

Dagou DIOP N'DIAYE, WETLANDS Int.  
Emmanuel Donkor, WANet  
Dr Aboubacar Awaiss, WWF-Niger  
Francis DABIRE - Green Cross-BF

Sidi COULIBALY, GWP/WAWP  
Marie Quenum Kagambega CREPA  
Jérôme THIOMBIANO, Programme GIRE BF

## Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau

**La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) repose sur des principes clairs définis et adoptés par la communauté internationale depuis les sommets de RIO et DUBLIN en 1992. Ils se résument ainsi :**

- L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement
- L'exploitation et la gestion de l'eau doit se fonder sur une approche participative impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux
- Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la protection de l'eau
- L'eau a une valeur économique dans tous ses usages concurrentiels et doit être reconnue comme un bien économique

Ces principes constituent un support universel pour les acteurs à différents niveaux, dans la recherche d'une gestion durable des ressources en eau. Le rôle de la femme clairement réaffirmé ici comme ailleurs n'est plus à démontrer. Parvenir à créer cet équilibre nécessaire dans la représentation non seulement des femmes mais aussi des jeunes et de toutes les couches sociales défavorisées en général dans les instances de prise de décision concernant les ressources en eau constitue le challenge que l'on doit relever pour être dans la logique de la Gestion Intégrée Ressources en Eau (GIRE). Ceci est vrai dans les pays en développement et particulièrement dans des régions comme l'Afrique de l'Ouest où « la corvée d'eau » pèse pour beaucoup dans la balance de la non scolarisation ou de la déscola-

risation des jeunes filles, surtout en milieu rural. En reconnaissance de leur rôle prépondérant dans le processus de développement, de grands efforts sont fournis à différents niveaux pour optimiser le capital féminin et celui des jeunes afin de faire valoir leurs points de vue dans les « instances » de prise de décision sur la gestion de la ressource en eau. Il est vrai que les exigences peuvent différer entre les diverses composantes sociales ; mais offrir à tous les mêmes opportunités donnerait plus de chance de succès aux initiatives de développement. Le genre tel que compris vise à rétablir l'équilibre dans les rapports hommes-femmes (y compris les jeunes) pour une meilleure utilisation des ressources humaines disponibles en vue de parvenir à un développement harmonieux profitable à tout le monde indépendamment du niveau auquel on se situe. Si nous considérons les prises de position des Nations Unies à travers son Comité des droits économiques, sociaux et culturels qui fait de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement une partie intégrante des droits humains, toute politique tendant à « mettre à profit » au niveau de la prise de décision cette moitié (les femmes représentent un peu plus de 50% de la population dans la plus part de nos pays de la sous région où les populations sont en pleine croissance) des utilisateurs de la ressource en eau est une grande chance pour la mise en œuvre efficiente de l'approche **intégrée dans la gestion des ressources en eau**. Il est plus qu'indispensable pour parvenir à la GIRE (qui est un processus dont la finalité est de doter à l'échelle d'un bassin ou de pays d'outils, de capacités et de moyens pour la bonne gouvernance des ressources en eau) de prendre en compte et ne pas

perdre ces ressources humaines en raison du rôle essentiel que les femmes et la jeunesse africaines jouent dans la société et en particulier dans la gestion des ressources en eau. Tous les efforts actuellement en cours inspirent à cet effet beaucoup d'optimisme.

La communauté mondiale se mobilise pour aider les pays à élaborer des plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau et à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement à travers l'accès à l'eau potable et l'assainissement. Sachant que la lutte contre la pauvreté qui affecte une bonne proportion de femmes est la bataille à gagner pour aspirer à un mieux être et que pour les populations ceci constitue une ardente aspiration, la mise en œuvre effective de la GIRE est une « question d'éthique face à l'un des droits humains fondamentaux », l'accès au bien-être à travers le développement. Même si les mentalités sont lentes à évoluer le chemin doit être balisé pour une meilleure compréhension de cette réalité afin de ne pas compromettre à moyen terme tous les efforts en cours.

Le Partenariat Ouest Africain de l'Eau a pour ambition de mener un plaidoyer en faveur de la mise en œuvre du genre. Et pour être mis en œuvre de façon pertinente il est important que ces deux concepts (GIRE et Genre) soient bien connus et compris. C'est pourquoi le GWP/WAWP appui les initiatives de discussion sur le genre de même que les programmes de renforcement des capacités dans ces domaines.

**Athanase O. Compaoré**  
Président du GWP/WAWP



## Gender and Integrated Water Resources Management

*Integrated Water Resources management is built on clearly defined principles that have been adopted by the world community since the RIO and Dublin summits in 1992. They sum up as follows:*

- m Fresh water is a finite and vulnerable resource, essential to sustain life, development and environment.*
- m Water development and management should be based on a participatory approach, involving users, planners and policy-makers at all levels.*
- m Women play an essential part in the provision, management and safeguarding of water.*
- m Water has an economic value in all its competing uses and should be recognised as an economic good.*

*These principles are a universal support for stakeholders at different levels, in the search of a sustainable management of water resources. The role of women clearly stated here like elsewhere is no more to be demonstrated. To create this necessary balance in the representation not only of women but the youth and all destitute populations in general at decision-making levels on water resources is a challenge to overcome in order to be in the logic of Integrated Water Resources Management (IWRM). This is true in developing countries and particularly in regions like West Africa where "the water chore" weights a lot in the balance of the non-schooling or school-*

*leaving of young girls, mostly in rural areas. In recognisance of their overwhelming role in the development process, great efforts are done at different levels to optimise the women and youth resources in order to value their view points at decision-making instances on water resources management. It's true that requirements may differ according to diverse social components; but giving everybody the same opportunities should give more chances of success to development initiatives.*

*Gender as it is understood aims at establishing a balance in men-women relationships (including the youth) for a better use of available human resources in order to achieve an harmonious development benefiting to everybody wherever they may be. When considering the position of the United Nations through its committee on economic, social and cultural rights which declared the access to safe drinking water and sanitation an integral part of human rights, any policy aiming at "taking profit" of half (women represent more than 50% of the growing population in most of our countries in the sub region ) of the users of the water resource is a great opportunity for an efficient implementation of the **Integrated Water Resources Management** approach. To achieve IWRM (which is a process whose target is to provide at basin and country level with tools, competences and means for a good governance of water resources), it is essential to take into account and*

*never loose these human resources because of the central role of the African women and youth in society and particularly in water resources management. All efforts now underway are bringing a lot of optimism.*

*The World community is mobilizing to help countries develop national integrated water resources management plans and achieve MDGs through access to safe drinking water and sanitation. Since eradicating poverty that affects a great proportion of women is the struggle to win in order to aspire to a greater welfare and this being a burning aspiration for populations, the effective implementation of IWRM is an "ethical issue facing one of the fundamental human rights", access to well-being through development. Though mentalities are slow in the evolution, the way must be marked out for a better understanding of this reality not to compromise in the mid term efforts that are underway.*

*The West African Water Partnership will make the advocacy for gender mainstreaming. For gender to be mainstreamed efficiently, it is important that the two concepts (IWRM and Gender) are known and understood. That is why GWP/WAWP is supporting gender discussion initiatives as well as capacity building programmes in these fields.*

**Athanase O. Compaoré**  
GWP/WAWP Chairman

## Réunion du CP : renforcer les Partenariats

Le Comité de Pilotage du Partenariat Ouest Africain de l'Eau s'est réuni en session ordinaire à Ouagadougou les 22 et 23 mars 2004. Cette réunion vient après celles d'Accra en juin 2002 et de Cotonou en mai 2003. La rencontre dont l'ouverture a coïncidé avec la Journée Mondiale de l'eau, a permis aux membres du Comité de Pilotage d'approuver le rapport d'activités 2003, le plan de travail et le budget 2004 ainsi que le programme d'action 2004-2008. La rencontre s'est également penchée sur la mise en place et le renouvellement de cer-

tains des organes du Partenariat notamment le Secrétariat Exécutif, la Présidence et le Comité Technique. L'une des décisions majeures de cette réunion est le recrutement du Secrétaire Exécutif en la personne de Mr. Dam Nanfán Mogbanté qui a servi jusque là comme assistant technique chargé de programmes au secrétariat régional. Mr Athanase Compaoré qui a annoncé son départ de la présidence du WAWP assurera l'intérim jusqu'à la sélection du nouveau Président dont l'appel à candidature est lancé. Quant au Comité Technique,

les membres du CP ont remercié les membres sortants de cet organe et donné des instructions au Secrétariat pour le lancement d'un nouvel appel à candidature une fois que la situation financière le permettrait.

Le Comité de Pilotage a discuté, en outre, de la mobilisation des ressources financières pour l'exécution effective des activités du WAWP.

L'objectif du GWP est d'être une famille de Partenariats financièrement autonomes.

Le Partenariat Ouest Africain de l'eau se trouve actuellement à une période délicate de son évolution vers une autonomie financière. Les membres du Comité de Pilotage du WAWP ont mis en place trois groupes d'action :

- un groupe de quatre personnes pour la mobilisation des ressources financières sous la coordination du secrétaire exécutif.

- un groupe de trois personnes pour établir et renforcer les liens avec les

structures politiques aux niveaux continental et sous régional : NEPAD, AMCOW et CEDEAO pour l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Ce groupe est coordonné par le Président du PNE Nigeria.

- un autre groupe pour la prise en compte de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans les activités du Partenariat dont la coordination relève du CREPA.

Cette vision des choses cadre bien avec la nouvelle stratégie développée par le GWP au niveau mondial pour la période 2004- 2008 dont l'objectif majeur est de passer de la phase de conception à la phase de mise en œuvre. Le GWP/WAWP jouit aujourd'hui d'après les rapports d'évaluation du GWP d'une bonne image qui constitue un atout qui peut être et doit être exploité auprès des partenaires financiers.

Le Comité de Pilotage a rendu hommage en observant une minute de silence en la mémoire de Fatoumata Diallo, membre du Comité décédée le 03 janvier 2004.

La prochaine réunion du CP est prévue pour le mois de juillet 2004.

*Sidi Coulibaly*



Photo de famille du CP avec le TEC

SC family photo with the TEC

## SC meeting: strengthen partnerships

The Steering Committee of the West African Water Partnership met in ordinary session in Ouagadougou on the 22<sup>nd</sup> and 23<sup>rd</sup> of March 2004. This meeting comes after those of Accra in June 2002 and Cotonou in May 2003. The meeting whose opening coincided with the World Water Day allowed the members of the Steering Committee to approve the 2003 activity report, the 2004 work plan and budget as well as the 2004-2008 programme of action. The meeting also looked into the setting up and renewal of some of the Partnership's organs namely the Executive Secretariat, the Chairmanship and the Technical Committee. One of the main decisions of this meeting is the recruitment of the Executive Secretary in the person of Mr. Dam Nanfán Mogbanté who served to date as technical assistant in charge of programmes at the regional secretariat. Mr. Athanase

Compaoré who announced his departure from the chairmanship of WAWP will be acting up to the selection of the new Chairperson whose call for candidacy is launched. As for the Technical Committee, the SC members thanked the outgoing members of this body and instructed the Secretariat for the launching of a new call for candidacy when the financial situation allows. Moreover, the Steering Committee discussed fundraising issues for the effective implementation of WAWP's activities.

GWP's objective is to be a family of financially independent Partnerships. The West African Water Partnership is currently at a delicate period of its evolution towards a financial autonomy. The members of WAWP's Steering Committee have set up three groups of action :

- a four people group for fund rais-



Membres sortants du TEC présents à la réunion

Outgoing TEC members present at the meeting

ing under the coordination of the Executive Secretary.

- a three people group to establish and strengthen the links with the political structures at the continental and sub regional levels: NEPAD, AMCOW and ECOWAS to achieve the Millennium Development Goals (MDGs). This group is coordinated by Nigeria CWP Chairperson.
- another group for the taking into account of drinking water supply and sanitation in the activities of the Partnership, the coordination of which falls under CREPA.

This vision of things is consistent with the new strategy developed by GWP at the Global level for the 2004-2008

period, the major objective of which is to go from the concept phase to the implementation one. According to GWP assessment reports, GWP/WAWP enjoys today a good image which is an asset which can and must be exploited to the financial partners.

The Steering Committee paid tribute to the memory of Fatoumata Diallo, member of the Committee who died on January 3<sup>rd</sup>, 2004 by observing a minute of silence. The next meeting of the SC is planned for July 2004.

*Sidi Coulibaly*

**UCRE/CEDEAO :****Installation du nouveau coordinateur**

L'Unité de Coordination des Ressources en Eau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UCRE/CEDEAO) a été établie sur décision des gouvernements dans le but de coordonner le plan d'action régional élaboré par la Conférence des Ministres. Cette institution qui a son siège à Ouagadougou (Burkina Faso) est née à la suite du Secrétariat intérimaire de suivi de la Conférence Ouest Africaine sur la Gestion intégrée des Ressources en Eau (SISCOA/GIRE).

Dr. Rui Luis Silva du Cap Vert est le nouveau coordinateur de l'Unité. Il est arrivé dans la capitale du Burkina en mars dernier pour prendre fonction à la tête de cette importante institution pour la promotion de la GIRE en Afrique de l'Ouest. Le WAWP qui travaille pour le même objectif apporte tout son soutien à cette institution et espère renforcer ses liens de collaboration pour la réalisation de notre objectif commun. Le WAWP souhaite plein succès à M. Rui Luis Silva.



Rui Luis Silva,  
UCRE/CEDEAO- WRCU/ECOWAS

**WRCU/ECOWAS****Installation of the new coordinator**

The Water Resources Coordinating Unit of the Economic Community of West African States (WRCU/ECOWAS) was established by Governments with the aim of coordinating the regional action plan developed by the Ministers' Conference. This institution whose offices are in Ouagadougou (Burkina) comes after the Interim Secretariat to follow up the West African Conference on IWRM.

Dr. Rui Luis Silva of Cape Verde is the new coordinator of the Unit. He arrived in the Burkina capital last March to head this important institution for the promotion of IWRM in West Africa. GWP/WAWP working to the same objective will bring all its support to the institution and wishes to strengthen relationships with and benefit from its support for the achievement of our common goal. GWP/WAWP wishes well Mr. Rui Luis Silva. ./.

**A L'ATTENTION DE TOUTES LES ORGANISATIONS,  
ASSOCIATIONS OU STRUCTURES OPERANT  
DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DESIREUSES  
DE SE FAIRE CONNAITRE!**



**RUNNING WATER** MET A VOTRE DISPOSITION  
DE L'ESPACE A CET EFFET. CONTACTEZ  
LA REDACTION DE LA REVUE AU :  
+226 50 36 62 12, Fax : +226 50 36 62 08 ,  
E-MAIL : watac@fasonet.bf

**RUNNING WATER**, UN OUTIL DE COMMUNICATION  
POUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

LISEZ ET FAITES LIRE **RUNNING WATER**,  
VOTRE REVUE DE LA GESTION INTEGREE  
DES RESSOURCES EN EAU

**En bref - In brief****Mali**

Un projet d'appui à la décentralisation de la gestion de l'hydraulique dans la région de Gao (PAD-Gao) a été lancé le 12 mars dernier. Au delà de Gao, il s'agit d'une action dont l'apport sera important dans l'amélioration des conditions de vie des populations du Nord mali en général. Ce projet vise à garantir l'accès à l'eau potable dans les cercles d'Ansongo et Ménaka (*vers la frontière avec le Niger*) à travers la réalisation de 100 points d'eau modernes, l'appui à la maîtrise d'ouvrage à apporter aux communes pour une gestion durable et décentralisée des infrastructures hydrauliques.

Pour le succès de ce projet il y a nécessité de trouver dans les meilleurs délais une solution au manque d'implication des populations bénéficiaires dans les différentes phases de la mise en œuvre des projets ainsi que leur faible participation dans l'entretien des points d'eau, selon le quotidien gouvernemental, *L'Essor*.

*A support project to the decentralisation of hydraulics management in the region of Gao (PAD-Gao) was launched last March 12<sup>th</sup>. Beyond Gao, it is an action whose input will be important in the improvement of the living conditions of the populations of Northern Mali in general. This project aims at guaranteeing access to drinking water in the districts of Ansongo and Ménaka (towards the border with Niger) through the realization of 100 modern water points, the support to the project supervision to bring to the communes for a sustainable and decentralized management of the hydraulic infrastructures. For the success of this project, it is necessary to find, as soon as possible, a solution to the lack of involvement of the beneficiary populations in the various phases of projects implementation as well as to their poor participation in the maintenance of water points, according to the governmental daily paper, *L'Essor*.*

**Au nom de tous nos droits**

Depuis 2002, le droit à l'eau potable et à l'assainissement fait partie intégrante des Droits de l'homme. En effet, le 26 novembre de cette année [là], le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations-unies adoptait une observation générale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement. Mieux, il est considéré comme une condition préalable à la réalisation des autres Droits de l'homme. Aussi est-il aujourd'hui opposable à tous les pays parties au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Ce droit, au-delà de la fourniture d'eau potable, implique l'évacuation et le traitement des eaux usées. Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est à articuler au droit à la vie, à la santé, au logement, ainsi qu'à l'éducation et aux droits culturels. Sans compter les droits collectifs que sont le droit à la paix, le droit à l'autodétermination, le droit au développement, le droit à un environnement sain.

(Walfadjri L'aurore - Sénégal)

**On behalf of all our rights**

Since 2002, the right to drinking water and to sanitation is full part of human rights. Indeed, on December 26, 2002, the Committee of economic, social and cultural rights of the United Nations adopted a general observation on the right to drinking water and sanitation. Even better, it is considered as a prerequisite to the achievement of the other human rights. It is therefore an argument today against all the countries parties to the Treaty relating to economic, social and cultural rights.

Beyond the supply of drinking water, this right involves the draining and treatment of used waters. The right to drinking water and sanitation is to be connected to the right to life, health, housing as well as to education and cultural rights. Not to mention the collective rights that are right to peace, right to self-determination, right to development, right to a sound environment.

(Walfadjri l'aurore - Sénégal)

## La bonne gouvernance sauvera le Niger

Les neuf dirigeants africains de l'Autorité du bassin du fleuve Niger (ABN) réuni à Paris (France) les 26 et 27 avril 2004, ont signé la «Déclaration de Paris» dans laquelle ils s'engagent à «un développement durable et partagé» des ressources du fleuve Niger, un fleuve qui traverse ces neuf pays qui sont : Bénin, Burkina, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Côte d'Ivoire, Cameroun et Tchad. «Les principes de gestion et de bonne gouvernance pour un développement durable et partagé du bassin du Niger» ont été admis à l'unanimité. Le document de neuf alinéas énonce les principes pour une meilleure exploitation des ressources du fleuve Niger.

### Gérer l'urgence

Promouvoir une meilleure gestion des ressources du fleuve Niger et travailler aux équilibres nécessaires ont depuis très longtemps suscité une certaine préoccupation. A l'époque coloniale, en 1950 avait été créée à Bamako, au Mali, la Mission d'étude et d'aménagement du Niger

(MEAN). Cet organisme avait pour mission l'élaboration d'un plan directeur d'aménagement du Niger de sa source en Guinée à la frontière entre le Niger (futur Etat) et le Nigeria. Mais le MEAN disparaît avec les indépendances en 1960, pour laisser la place en octobre 1963 à «l'Acte de Niamey». On y parlait déjà de l'utilisation des ressources du fleuve. En novembre 1964, les Etats riverains du fleuve ont créé la «Commission du fleuve Niger» (CFN), dont le but était «d'encourager, de promouvoir et de coordonner les études et les programmes relatifs aux travaux de mise en valeur des ressources du bassin».

Mais les résultats assez décevant

de cette CFN ont conduit les chefs d'Etat à créer une nouvelle structure en 1980, à Faranah en Guinée, l'Autorité de bassin du Niger, dont le siège est établi à Niamey, la capitale du Niger. Les mêmes objectifs que les anciennes structures sont repris en des termes différents, avec une nouvelle dimension, l'écologie et le développement durable. Les années de sécheresse dans les pays du Sahel et la conjoncture économique difficile des années 80 et 90, ont conduit les chefs d'Etat réunis à Abuja (Nigeria) en février 2002, à recommander à l'ABN une «vision partagée» pour renforcer la coopération entre les Etats et tirer le meilleur parti des ressources du bassin.

Source : site web de RFI



## Good governance to save the Niger River

The nine African leaders of the Niger Basin Authority (NBA) meeting in Paris on April 26 and 27, 2004 signed the "Paris Declaration" in which they commit themselves to "a sustainable and shared development of the Niger river that crosses the following nine countries: Benin, Burkina, Côte d'Ivoire, Cameroon, Guinea, Mali, Niger, Nigeria and Chad. "The management principles and good governance for a sustainable and shared development of the Niger basin" were unanimously accepted. The document of nine paragraphs contains the principles for a better exploitation of Niger river resources.

### Managing the urgency

Promote a better management of the Niger river and work for necessary balances have long been of some concern. During the colonial time, in 1950 the Niger study and planning Mission (MEAN) was created in Bamako, Mali. This institution aimed at developing a Niger planning blueprint from its sources in Guinea to the frontiers of Niger (future state) and Nigeria. But the MEAN disappeared with independences in 1960, to leave the place in October 1963 to "the Niamey Act". The issue of the river resources use was addressed at

the time. In November 1964, the riparian states of the river created the "Niger river Commission" (CFN) whose objective was "to encourage, promote and coordinate studies and programmes related to the development of the basin resources".

But the deceiving results of this CFN led heads of State to create a new structure in 1980 in Faranah, Guinea, the Niger Basin Authority, with its headquarters in Niamey, Niger. The objectives of the old structures were brought in different words with a new dimension, ecology and sustainable development. Years of drought and hard economic circumstances of 80s and 90s led heads of state meeting in Abuja (Nigeria) in 2002, to recommend NBA a "shared vision" to reinforce cooperation between Countries and best profit from the resources of the basin.

Source: RFI website

## En bref / In brief

### 6<sup>e</sup> édition du FRSIT

La 6<sup>e</sup> édition du Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT) s'est déroulée du 29 mai au 5 juin 2004 à Ouagadougou (Burkina). Cette biennale scientifique avait pour thème cette année « recherche scientifique et technologique : problématique de l'eau pour un développement durable ». L'événement était marqué d'une part par une exposition qui a permis de découvrir les résultats de recherche et les innovations technologiques en matière de maîtrise et de gestion durable des ressources en eau, et d'autre part par des conférences, des tables-rondes et des ateliers. Le forum était placé sous le parrainage du Premier Ministre qui était représenté par le Ministre d'Etat Salif Diallo.

### 6<sup>th</sup> edition of FRSIT

The 6<sup>th</sup> edition of the national forum of scientific research and technological innovations (FRSIT) was held from May 29 to June 05 in Ouagadougou (Burkina). The theme of this bi-annual scientific event was "scientific and technological research: water for a sustainable development". The event was marked on one hand by an exhibition during which results of research and technological innovations in mastering and sustainable management of water resources could be discovered, and on the other hand by conferences, round tables and workshops. The forum was under the patronize of the Prime Minister who was represented by the senior Minister, Salif Diallo.

## SIDEAU : la bonne 1<sup>ère</sup> expérience malienne

Par Sidi Coulibaly

Du 21 au 26 février 2004 s'est tenu le 1<sup>er</sup> Salon International de l'Eau au Mali (SIDEAU). Conçu comme un espace d'informations, d'échanges et de rencontres, le SIDEAU a été initié par le Ministère malien des Mines, de l'énergie et de l'eau pour réunir tous les acteurs du secteur de l'eau (professionnels, élus, société civile, usagers). L'événement s'est déroulé au bord du fleuve Niger dans les cadres du Palais de la Culture.

### Cérémonies haut en couleurs

Arrivé par les eaux sur une pinasse, le chef de l'Etat Malien Amadou Toumani Touré a tenu à donner à la cérémonie toute la signification que revêt un tel événement.

Le Chef de l'Etat Malien tout comme son Ministre des mines de l'énergie et de l'eau, Hamed Diane Semega, a insisté sur la place importante que les ressources en eau jouent dans le



ATT écoutant les explications au stand du PNE  
ATT listening to the explanations at the CWP stand

développement d'un pays sahélien comme le Mali. Des sketches interprétés ont fait ressortir la nécessité pour nos pays de parvenir à une gestion intégrée de la ressource en eau afin d'éviter entre autres les multiples conflits liés à l'usage de l'eau dans les localités habitées.

Une troupe d'enfants dans une fabuleuse interprétation a révélé a

travers des signes de la culture Dogon le rôle de l'eau dans les éléments constitutifs de base de la vie sur terre avant de remettre dans un geste très symbolique au Chef de l'Etat une goutte d'eau en l'invitant à s'en servir tout en la préservant pour qu'elle serve les générations futures.

Lors de la visite des stands d'exposition le Président ATT a été très attentif aux explications don-

nées par les différents exposants. Au stand du PNE-Mali (soutenu par le GWP/WAWP) il a insisté sur son désir de voir le PNE et le GWP/WAWP s'engager dans les questions essentielles concernant l'eau au Mali

### Conférences et débats

Le SIDEAU c'était au delà de l'exposition des conférences qui ont enregistré la participation de près de 150 personnes. Il y a eu une quarantaine de présentations par des experts du Mali, des ONG, des secteurs privé, de la recherche, du Niger, Burkina, Bénin et Maroc ainsi que des organisations sous régionales tel le WAWP dont le Président a fait une communication sur les leçons des expériences de la GIRE en Afrique de l'Ouest.

Les communications ont porté sur les huit thèmes qui sont le service public de l'eau potable ; l'eau, l'assainissement et la santé ; le transfert de compétences ; la nouvelle approche de gestion des ressources en eau ; la mobilisation des ressources en eau ; la gestion des bassins fluviaux et des eaux partagées ; la gestion des zones humides ; le cadre de concertation du secteur de l'eau.

A l'issue des débats des recommandations ont été faites qui sont entre autres :

## SIDEAU: Mali's first good experience

by Sidi Coulibaly

From February 21 to 26, 2004, was held in Mali the First International Water Exhibition (SIDEAU). Designed as a space of information, exchange and meeting, SIDEAU was initiated by the Mali Ministry of mining, energy and water to bring together all the stakeholders of water (professionals, elected representatives, civil society, users). The event took place next to the Niger river within the Palais de la Culture.

### Very colourful ceremonies

Arrived by waterway on a ship's boat, the Malian Head of State, Amadou Toumani Touré, was determined to give

to the ceremony all the importance such an event assumes. The Malian Head of State as his Minister of Mining, energy and water, Hamed Diane Semega, insisted on the important role that water resources play in the development of a Sahelian country such as Mali.

Sketches performed highlighted the need for our countries to achieve an integrated management of the water resource so to avoid, among others, the multiple conflicts related to water use in the inhabited villages.

A band of children in a legendary performance revealed through Dogon culture signs the role of water in the basic constituent elements of life on earth before handing over, in a very symbolic way, to the Head of State a drop of water and inviting him to use it while

protecting it so that it serves the future generations

During the visit of the exhibition stands, President ATT was very attentive to the explanations given by the various exhibitors. At Mali-CWP stand (supported by GWP/WAWP) he insisted on his wish to see the CWP and GWP/WAWP committing themselves in the main issues of water in Mali

### Conferences and debates

Beyond the exhibition, was conferences which have recorded the participation of about 150 people were organised during the SIDEAU. Around forty presentations were made by experts from Mali, NGOs, private sector, research sector of Niger, Burkina, Benin and Morocco as well as sub regional organisations such as WAWP whose Chairperson presented a paper on

(ATT arrive en pinasse  
ATT coming by ship's boat

IWRM lessons and experiences in West Africa.

The communications dealt with the eight topics that are:

the public service of drinking water; water, sanitation and health; the transfer of capacities; the new water resources management approach; water resources mobilisation; the management of river basins and shared waters; the management of humid zones; the consultation framework of water sector.



- diligenter la mise en œuvre du transfert de compétence dans le secteur de l'eau, en l'étendant à tous les domaines de l'hydraulique
- intégrer dans le transfert de compétences la prise en compte de la gestion intégrée des ressources en eau
- prendre en compte dans les activités GIRE des différents pays, les actions des organisations régionales et sous régionales du secteur de l'eau (ABN, OMVS, LIPTAKO GOURMA, etc.)
- faire la promotion de la GIRE à tous les niveaux : bassins, Etats, Inter-Etats
- mettre à profit les contributions des résultats de la recherche pour optimiser l'utilisation de l'eau en particulier celles pour les usages agricoles qui représentent 85% des eaux de surface utilisées.

En dehors des conférences en salle, des débats ont été organisés en langue nationale bambara par

des organisations de la société civiles : les pêcheurs, les agriculteurs, le mouvement Nko (pour la valorisation des savoirs locaux), les teinturiers, les chasseurs, etc. Ces débats ont abouti à un certain nombre de recommandations qui ont été remises lors d'une cérémonie spéciale au Ministre en charge de l'eau. Parmi ces recommandations on peut citer le respect de certains rites liés à l'eau qui permettaient de protéger l'eau et de préserver sa pureté (qualité), le respect des métiers et des «propriétaires» de l'eau (bozos, somonos, etc.). Le SIDEAU est un événement qui sera institutionnalisé au Mali. Il reste aux autorités et techniciens maliens en concertation avec leurs homologues de la sous région de convenir sur la périodicité. La promesse a été prise vu le grand succès de cette première expérience de l'Afrique et même du monde pour acquérir tout son caractère d'événement international. /.



**Le Pdt du WAWP, A. Compaoré présentant les expériences GIRE en AO**  
A. Compaoré, Chairperson of WAWP, presenting IWRM experiences in WA

At the end of the debates, the following recommendations among others were made :

- to hasten the implementation the transfer of competence in the water sector, by extending it to all the areas of hydraulics;
- to take into account integrated water resources management in the transfer of competence;
- to take into account in various countries' IWRM activities the actions of regional and subregional organisations of the water sector (NBA, OMVS, LIPTAKO GOURMA, etc...);
- to promote IWRM at all levels: basins, states, inter-states;
- to take advantage of the contributions of research results to optimise water use, in particular those for agricultural uses that represent 85% of used surface waters.

Outside the conference hall, debates were organised in bambara (national language) by civil society organisa-

tions: fishers, farmers, Nko movement (for increasing the prestige of local knowledges), dyers, hunters, etc. These debates came out with a number of recommendations that were handed over to the Minister in charge of water during a special ceremony. Among these recommendations, one can cite the respect for water-related rites that allowed to protect water and to preserve its cleanness (quality), the respect for jobs and water "owners" (bozos, somonos, etc.). SIDEAU is an event that will be institutionalised in Mali. It remains to the Malian authorities and technicians in consultation with their counterparts of the sub region to agree on the frequency. Promise was made, in view of the great success of this first experience, to expand it to other regions of Africa and even to the world to acquire all its character of international event. /.



## FORUM MONDIAL 2004 DU WASH

**22 - 26 Novembre 2004  
Dakar, Sénégal**



Le Conseil de Collaboration pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC), en coopération avec le Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement de la République du Sénégal, a le plaisir d'annoncer le "Forum Mondial 2004 du WASH" qui aura lieu du 22 au 26 novembre 2004 à Dakar, Sénégal. La Conférence est convoquée par le WSSCC et dont le Gouvernement du Sénégal est l'hôte.

### Le titre du "Forum Mondial 2004 du WASH" sera:

**"Eau, Assainissement et Hygiène pour tous -  
Bâtir des coalitions pour les Objectifs de Développement  
du Millénaire"**

Prendrons part à la Conférence les représentants des gouvernements, des organisations internationales et des organisations communautaires de même que le secteur public, les agences extérieures d'appui et de bailleurs de fonds, le secteur privé, les ONG, les organisations de base, les universités et les médias. On s'attend à ce que de nombreux gouvernements soient représentés au niveau le plus élevé possible comprenant dans leurs délégations des cadres responsables du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et d'autres secteurs de développement comme la santé, la planification et les finances.

## GLOBAL WASH FORUM 2004 22-26 November 2004 Dakar, Senegal

The Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC), in cooperation with the Ministry for the Environment and Sanitation of the Republic of Senegal, has the pleasure to announce the "Global WASH Forum 2004", which will take place from 22 to 26 November 2004 in Dakar, Senegal. The Conference is convened by WSSCC and hosted by the Government of Senegal.

### The title of the "Global WASH Forum 2004" will be:

**"Water, Sanitation and Hygiene for all -Building coalitions  
for the Millennium Development Goals"**

Conference participants will include representatives from national governments, international organisations and community based organisations as well as the public sector, external support and donor agencies, the private sector, NGOs, grass-roots organisations, academia and the media. It is expected that many governments will be represented on the highest possible level and include in their delegations officials with responsibility in the water, sanitation and hygiene and wider development field in the areas of health, planning and finance.



## 3<sup>ème</sup> Session Ordinaire du Conseil des Ministres du CREPA

### Des ambitions encouragées pour mieux faire face aux défis

*La 3<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres du CREPA s'est tenue le 16 mars 2004 au NOVOTEL de DAKAR au Sénégal, sous la présidence de son Excellence Monsieur Habib SY, Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique du Sénégal, Président en exercice sortant du Conseil des Ministres du CREPA. Sur les quinze (15) pays qui compte le réseau CREPA seul le Cameroun était absent à cette session qui a été précédée de la réunion des bailleurs de fonds le 12 mars, du Conseil d'Administration Régional (CAR) le 13 mars et de la réunion des experts les 14 et 15 mars 2004.*

Ces trois rencontres préliminaires ont permis de soumettre au Conseil de Ministres un rapport qui a été approuvé, de même que l'état d'exécution des décisions et recommandations du Conseil des Ministres du 30 janvier 2001. Le Conseil a encouragé les Etats membres à faire davantage appel au CREPA dans la conception, la

mise en œuvre et le suivi – évaluation des programmes nationaux, en tant que structure spécialisée et de référence d'appui – conseil dans le secteur de l'alimentation en eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Le Conseil des Ministres a porté son attention particulière sur divers aspects dont entre autres le document

programme de la phase IV du CREPA en sa version actualisée – 2003-2007 ; la vision à long terme du CREPA qui est à mettre en œuvre dès 2006 de même qu'un plan efficace de recherche de financement et de création d'une grande synergie d'action avec tous les secteurs de développement notamment la santé, l'agriculture et l'éducation ; le CREPA et les OMD.

Le Conseil a incité le CREPA à bien se positionner dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et ceci, en tant que structure spécialisée de la Conférence Ouest Africaine des Ministres chargés de l'Eau (AMCOW) etc.

Le Conseil a également examiné les aspects institutionnels de la vie de l'institution et a donné un avis favorable pour l'extension du réseau CREPA. Ainsi, la demande d'adhésion au réseau CREPA formulé par le Burundi et le Rwanda depuis plusieurs années a été acceptée.

Mr Philippe M'VOUO Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique du Congo a été

désigné par ses pairs comme Président du Conseil des Ministres du CREPA pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

Au vu des résultats atteints par le CREPA pendant la période 2001-2003, M. Cheick Tidiane TANDIA a été reconduit au poste de directeur général du CREPA pour un nouveau mandat de trois (03) ans renouvelable.

Pour mieux remplir sa mission, le conseil a invité le CREPA à renforcer les activités de recherche-action dans les pays, à capitaliser les expériences à l'intention des différents groupes cibles et à diffuser l'approche CREPA dans les programmes régionaux, nationaux et locaux et enfin à développer des outils et stratégies pour un meilleur accompagnement du processus de décentralisation dans les pays.

Le prochain Conseil des Ministres se tiendra à Brazzaville au Congo en 2007.

*Pour toute information complémentaire, adressez-vous à :  
CREPA siège - 03 BP 7112 Ouagadougou 03 – Burkina Faso  
Tél : +226 36 62 10/11  
Fax : +226 36 62 08  
e-mail : crepa@fasonet.bf*



*The 3<sup>rd</sup> Ordinary Session of the CREPA Council of Ministers was held on March 16<sup>th</sup> 2004 at NOVOTEL in DAKAR, Senegal, under the chairmanship of his Excellence Mr Habib SY, Minister of Agriculture and Hydraulics of Senegal, outgoing acting chairman of the CREPA Council of Ministers. Out of the fifteen (15) countries of the CREPA network, only Cameroon was absent from this session which was preceded by the donors meeting on March 12<sup>th</sup>, the Regional Board of Directors (CAR) on 13<sup>th</sup> and the experts meeting on the 14<sup>th</sup> and 15<sup>th</sup> of March 2004.*

*These preliminary meetings allowed to submit to the Council of Ministers a report that was endorsed as well as the state of implementation of the decisions and recommendations of the January 30<sup>th</sup> 2001 Council of Ministers. It encouraged the member states to appeal more to CREPA in the design,*

*implementation and follow-up - assessment of the national programs, as a specialized and a reference structure for support – advice in the sector of drinking water supply, hygiene and sanitation. The Council of Ministers paid particular attention to various aspects including the programme document of CREPA phase IV in its updated version – 2003-2007 ; the long-term vision of CREPA which is to be implemented as early as 2006 as well as an efficient fund raising plan and the creation of a significant synergy of action with all the sectors of development notably health, agriculture and education; the CREPA and the MDGs. The council urged CREPA to get well positioned in the Economic Community of West African States (ECOWAS), the New Partnership for Africa Devel-*

*opment (NEPAD) and this, as a specialized structure of the African Ministers' Council on Water (AMCOW), etc. The Council also examined the institutional aspects and favourably considered the extension of the CREPA network. Thus, Burundi and Rwanda who applied several years ago for membership to the network were accepted. Mr Philippe M'VOUO Minister of Mines, Energy and Hydraulics of Congo was appointed by his peers as Chairman of the CREPA Council of Ministers for a renewable three (3) years mandate.*

*In view of the outcomes achieved by CREPA over the 2001-2003 period, Mr. Cheick Tidiane TANDIA was appointed again as Director general of CREPA for another renewable mandate of three (03) years*

*To better perform its mission, the council invited the CREPA to strengthen the research-action activities in the countries, to capitalize experiences for the benefit of the various target groups, to disseminate the CREPA approach in the regional, national and local programs and finally to develop tools and strategies for a greater support to the decentralization process in the countries.*

*The next Council will be held in Brazzaville, Congo, in 2007.*

*For further information please contact :  
CREPA headquarters -  
03 BP 7112 Ouagadougou 03  
Burkina Faso  
Tell : +226 36 62 10/11  
Fax : +226 36 62 08  
e-mail : crepa@fasonet.bf*

## REMEMBER «Madame Genre»

Née le 21 août 1970 à Abidjan/ République de Côte d'Ivoire (R CI), **Fatoumata DIALLO** a été l'un des membres fondateurs de l'Association des Volontaires pour une Croix Verte au Burkina Faso (AVCVB), devenue Green Cross Burkina Faso (GCBF) depuis 1995.

**Fatou**, comme on l'appelait communément a occupé plusieurs postes de responsabilités, entre autres:

- Coordinatrice nationale de l'Association des Volontaires pour une Croix Verte au Burkina Faso (AVCVB),
- Coordinatrice nationale des sections provinciales de Green Cross Burkina Faso (GCBF)
- Chargée de la coordination des bureaux Régionaux du Comité Directeur de Green Cross Burkina Faso, de septembre 1998 à novembre 2001.
- Chargée du Noyau Genre de Green Cross Burkina Faso et Ambassadrice du Genre pour le compte de Green Cross International dont le siège est à Genève (en Suisse) ;
- Membre du Comité de Pilotage de L'Alliance Genre et Eau (Gender Water Alliance) pour l'Afrique de l'Ouest de juin 2002 à juin 2003 ;
- Membre du Comité Directeur du Partenariat National de l'Eau du Burkina Faso ;

Au cours de ses activités, **Fatou** a mené plusieurs enquêtes sur les conditions de vie des femmes dans la Province du Yatenga au nord du Burkina Faso dont deux articles:

**Femmes et Problèmes de Pénurie d'eau à Sambtinga, un village du Yatenga, 1999,**

**Occupation du temps chez la femme rurale Burkinabé, Etude de cas à Sambtinga, un village du Yatenga, 1999**

Ont été consignés dans un document intitulé **"RECUEIL D'ARTICLES POUR UNE CONTRIBUTION A LA CHARTE DE LA TERRE, mai 2001"** étude réalisée conjointement entre Green Cross Burkina Faso et Green Cross Suisse avec le concours de l'Université de Berne (Suisse) et l'Université de Ouagadougou.

Ses travaux ont été aussi valorisés au deuxième forum mondial de l'eau à la Hayes / Pays Bas en mars 2000 et au cours de plusieurs rencontres nationales, régionales et internationales à travers le monde.

Nous gardons de Mme **DIALLO**, l'image d'une femme joviale et battante qui nous a quittés à la fleur de l'âge (03 janvier 2004) au moment où nous avions le plus besoin de son dynamisme et de son dévouement pour mener le combat pour l'amélioration des conditions de vie de nos populations en générale et des femmes rurales en particulier.

Elle laisse derrière elle une fille et une famille profondément éplorées.

Puisse Allah l'accueillir en Sa Sainte Demeure et donner à la famille éplorée et à tous ceux et celles qui l'ont connue et aimée, le courage d'accepter Sa volonté divine.

University of Bern (Switzerland) and the University of Ouagadougou.

Her works were valued at the Second World Water Forum in The Hague/the Netherlands in March 2000 and during several national, regional and international meetings throughout the world. .

We remember of Ms **DIALLO**, the image of a jovial and fighting woman who left us in the prime of life (3<sup>rd</sup> January 2004) when we most needed her dynamism and devotion to lead the struggle for the improvement of the living conditions of the population in general and women in particular.

She left behind her a daughter and a deeply bereaved family.

May Allah welcome her in His Holy House and give her grief-stricken family and all those who have known and loved her, the courage to accept His Divine will.

## REMEMBER "Mrs Gender"

- Coordination officer of the Regional Offices for Green Cross Burkina Faso Management Committee, from September 1998 to November 2001.

- In charge of the Green Cross Burkina Faso Gender Unit and Gender Ambassador for Green Cross International which headquarters are in Geneva (in Switzerland) ;

- Member of the Gender and Water Alliance Steering Committee for West Africa from June 2002 to June 2003;

- Member of the Burkina Faso Country Water Partnership Management Committee;

As part of her activities, **Fatou** conducted several surveys on

women living conditions in the Yatenga Province in the north of Burkina Faso and wrote two articles :

**Women and water shortage issues in Sambtinga, a village in the Yatenga province, 1999,**

**Burkinabè rural women time occupation, a case study at Sambtinga, a village in the Yatenga province, 1999**

These two articles were recorded in a document entitled **"COMPENDIUM OF ARTICLES FOR A CONTRIBUTION TO THE EARTH CHARTER, MAY 2001"** a survey jointly conducted by Green Cross Burkina Faso and Green Cross Switzerland with the support of the

Fatou Diallo lors de l'une de ses dernières apparitions publiques à Cotonou à la réunion du Comité de Pilotage mai 03

Fatou Diallo during one of her last public appearances in Cotonou at the meeting of Steering Committee on May 03

Born on August 21<sup>st</sup> 1970 in Abidjan / Côte d'Ivoire, **Fatoumata DIALLO** was one of the founding members of the Association of Volunteers for a Green Cross in Burkina Faso (AVCVB) which became Green Cross Burkina Faso (GCBF) since 1995.

**Fatou**, as she is known, occupied several responsibility posts including:

- National Coordinator of the Association of Volunteers for a Green Cross Burkina Faso (AVCVB),
- National Coordinator of provincial sections of Green Cross Burkina Faso (GCBF)

En bref / In brief

## Hommages de la famille du Partenariat de l'eau Tribute of the water partnership family



Celle que nous appelions tous affectueusement "Madame GENRE" nous a quitté. La mémoire de Fatoumata Diallo restera attachée à la récente histoire des Partenariats de l'Eau en Afrique de l'Ouest. On se rappellera encore longtemps de ses plaidoyers pour l'aspect genre pendant les réunions de validation du document de la Vision Ouest-Africaine de l'Eau, ou encore

de ses interventions pertinentes sur l'aspect genre, lors de l'Assemblée Constitutive du GWP/WAWP à Bamako. On se rappellera de la spontanéité qui la caractérise, illustrée notamment, par sa proposition très spontanée et très appréciée de servir d'interprète aux collègues qui souhaitaient acheter des souvenirs au marché de Bamako... Je reste convaincu que chacun saura puiser dans l'exemple de conviction, mais aussi de dévouement dont elle a fait preuve, les raisons d'espérer et de poursuivre le plaidoyer pour la justice et l'équité dans la gestion de ressources en eau dans nos pays. L'essentiel de ce que j'ai retenu de son message à l'une des dernières réunions à laquelle elle participait, c'était que ses interventions ne concernaient pas uniquement l'équité et la justice envers les femmes, mais envers toutes les couches les plus vulnérables de nos pays.

**Abel Afouda, Président du Partenariat national du Bénin.**

The woman we all affectionately called "Mrs Gender" left us. The memory of Fatoumata Diallo will remain attached to the recent history of Water Partnerships in West Africa. For a long time, we will remember her advocacy for gender aspects during the meetings for the validation of the document on the West African Water Vision or her relevant contributions on gender aspects during the GWP/WAWP constituent assembly in Bamako. We will remember the spontaneity that characterises her and this can be illustrated by her very appreciated spontaneous proposal to serve as an interpreter for her colleagues who wanted to buy souvenirs in the market of Bamako... I am convinced that each of us will draw hope from her example of conviction and devotion in order to continue the advocacy for justice and equity in water resources management in our countries. What I retained from her message during the last meeting she attended was that her contributions did not cover only justice and equity towards women, but also towards all the vulnerable segments of our countries.

**Abel Afouda, Chairman, Benin Country Water Partnership**

*Nous gardons tous d'Elle, l'image d'une Dame engagée au sens noble du terme, ouverte, courtoise et pour ceux qui s'en sont aperçus : une Croyante.*

**Amadou Maiga, Membre du Comité de Pilotage du WAWP**

We remember of her the image of a committed lady in the noble sense of the word. She was open, courteous and for those who noted it: a believer.

**Amadou Maiga, member of the WAWP Steering Committee**

Notre famille "Ouest Africaine de l'eau" vient de perdre une de ses vaillantes filles  
Our "West African Water" family has lost one of its courageous daughters.  
**Hallahoury DIALLO, Membre du comité technique du WAWP**  
*member of the WAWP Technical Committee*

Fatou était une personne d'une grande ouverture, simple, toujours serviable et grandement engagée pour la cause des femmes dans la GIRE. Aujourd'hui, nous mesurons sa perte et je regrette qu'on est pas eu tout le temps pour réaliser ce rêves de faire de notre sous région le flambeau du GWA.

Fatou was a person with great opening, simple, always obliging and greatly committed in favour of women cause in the IWRM. Today, we realise her loss and I regret that we did not have time to achieve this dream of making our region the GWA torch.

**Mme Dagou DIOP NDIAYE, Membre du comité de pilotage du WAWP**  
*member of the WAWP Steering Committee*

## Un nouveau Secrétaire Exécutif pour le WAWP

Le Comité de Pilotage réunit lors de sa réunion a approuvé le choix de Dam Nanfan Mogbanté au poste de Secrétaire Exécutif du Partenariat ouest Africain de l'Eau. Avant sa nomination à ce poste M. Mogbanté était l'assistant technique du WAWP chargé du programme.

Agé de 42 ans il est Ingénieur de Génie Rural spécialisé en Génie Sanitaire. Mogbanté fut le premier à assurer le Secrétariat du WATAAC (Comité Technique Consultatif Ouest Africain du GWP) en 1999, le WATAAC qui a œuvré à la mise en place du WAWP (Partenariat Ouest Africain de l'Eau) en 2002.



**Dam Nanfan Mogbanté, Secrétaire Exécutif du Partenariat Ouest Africain de l'Eau**

*Executive Secretary of the West African Water Partnership*

## A new Executive Secretary for WAWP

The Steering Committee during its meeting approved the appointment of Dam Nanfan Mogbanté as the Executive Secretary of the West African Water Partnership. Before he was appointed to this post Mogbante served as the technical officer in charge of WAWP's programme.

42 years old, he is a trained Agricultural Engineer who specialised in Sanitation Engineering. Mogbante was the first to start in 1999 with the secretariat of the West African Technical Advisory Committee (WATAAC) which helped in establishing the West African Water Partnership (WAWP) in 2002.

## Pour un document cadre axé sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest

Par Mme Dagou DIOP NDIAYE

### Implications du genre

Associer les femmes et les couches défavorisées aux politiques de développement est indispensable pour assurer une mise en valeur, une utilisation et une gestion plus

efficaces des ressources en eau. Cependant, la plupart des planificateurs n'ont pas les connaissances, les compétences et les moyens nécessaires pour intégrer dans leurs programmes une analyse opérant une différenciation par sexe.

Des travaux de recherche consacrés aux rôles respectifs des

hommes et des femmes montrent que l'obstacle principal à l'association participative des femmes tient au partage des rôles avec les hommes, les activités de pouvoir et de responsabilité hors du foyer étant réservées aux hommes. D'autre part, les efforts consentis pour obtenir une représentation égale des femmes dans les organes tels que les comités de l'eau n'ont guère eu d'incidence sur leur accès à la prise de décision dans la mesure où ces organes représentent en général les « usagers de l'eau » mais non pas les « décideurs ».

De plus, certaines incohérences résultent des approches sectorielles adoptées par les pouvoirs publics et les organismes d'aide extérieure par opposition aux besoins globaux des communautés, des ménages et des individus. Ces incohérences sont encore accentuées par les problèmes de communication existant entre ceux qui abordent la gestion

des ressources en eau dans une perspective plutôt technique ou économique et ceux qui s'efforcent d'intégrer les communautés et de leur assurer un accès équitable à la prise de décisions sur les ressources.

Pour ces raisons une « approche globale » est nécessaire pour venir à bout des incohérences de la gestion des ressources en eau et faire face aux changements du contexte dans lequel elle intervient.

### Qu'est ce que l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau ?

La gestion intégrée des ressources en eau se réfère au développement coordonné et à la gestion des ressources en eau et terre pour l'optimisation économique et la protection sociale sans compromettre la durabilité des systèmes environnementaux. Cela implique la reconnaissance que les femmes et les hommes de toutes les couches sociales ont des exigences différentes et d'inégales opportunités pour l'utilisation de la même ressource.

Cette démarche aspire à permettre aux gouvernements d'incorporer le genre et des pratiques d'équité dans la législation, la politique et

*Concertation avant d'aller chercher l'eau*

*Concertation before going to fetch water*

## For a framework document focusing on gender integration in water resources management in West Africa

By Mrs Dagou DIOP NDIAYE

### Gender involvements

It is essential to involve women and deprived people in development policies to ensure a valuation and a more effective management and use of water resources. However, most planners do not have the required knowledge, skills and means to integrate in their programmes an analysis with gender differentiation.

Research works devoted to the respective roles of men and women show that the main constraint to the participatory association of women stems from the role sharing with men, the activities of power and responsibility outside the

household being reserved to men. On the other hand, the efforts made to achieve equal representation of women in bodies such as water committees did not have much incidence on their access to decision-making since these bodies generally represent "water users" and not "decision-makers".

Moreover, these incoherencies result from sectoral approaches adopted by public powers and external aid bodies as opposed to the overall needs of communities, households and individuals. These incoherencies are furthermore accentuated by the communication problems existing between those who address water resources management in a prospective rather than technical

or economic approach, and those who strive to integrate communities and provide them with equitable access to decision-making on resources.

For these reasons, a « global approach » is necessary to address the incoherencies of water resources management and face the contextual changes in which it takes place.

### What is gender integration in integrated water resources management?

The integrated water resources management refers to coordinated development as well as to land and water resources management for economic optimisation and social protection without jeopardising the sustainability of environmental systems. This implies acknowledging that men and women

from all social strata have different requirements and unequal opportunities for the use of the same resource.

This approach aims at allowing governments to incorporate gender and equity practices in legislation, politics and decision-making processes regarding the development and management of water resources and aquatic systems.

### Priorities to be identified.

#### Work on « gender » definitions: clarification and simplification.

The gender concept includes all the deprived segments of the population: the youth, the disabled, the homeless, the unemployed and other marginalized persons. Indeed, gender is not limited to a mere men-women dichotomy due to the fact that these two groups are not homogeneous and that they include (socio-economic, ethnic, ...) inequalities.

However, the men-women inequality remains fundamental and the analysis based on gender is always relevant everywhere in the world.



les processus décisionnels concernant la conception et la gestion de ressources en eau et des systèmes aquatiques

**Priorités à dégager**

**Travailler sur les définitions "genre": clarification et simplification**

Le concept de genre englobe toutes les couches défavorisées : jeunes, handicapés, sans-abri, chômeurs, et autres personnes marginalisées. En effet, le genre ne se limite pas à une simple dichotomie hommes-femmes, du fait que ces deux groupes ne soient pas homogènes, et qu'ils renferment chacun des inégalités (socioéconomiques, ethniques,...). Toutefois l'inégalité hommes-femmes reste fondamentale, et l'analyse selon le genre est toujours pertinente, partout dans le monde. Pour cela, un travail de formation de grande ampleur est indispensable pour une bonne diffusion de l'approche genre.

Pour les responsables politiques et les bailleurs de fonds, la formation leur donnerait la possibilité d'observer et d'exposer les prob-

lèmes qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre du genre, qu'ils adopteraient alors comme concept de développement. Pour les agents de développement (animateur/trices) en contact direct avec les populations : revoir la stratégie de communication et de formation.

Discuter avec les autorités et les responsables masculins des avantages de la participation des femmes à la gestion de l'eau, et des enjeux contenus dans l'approche genre.

**Création d'un environnement favorable au genre**

Il s'agit ici de promouvoir une évolution des mentalités et des pratiques pour impliquer davantage les groupes vulnérables. En effet, trop souvent, la prise en compte du genre reste avant tout un travail de lobbying, qui s'impose aux acteurs en réaction aux situations d'inégalités auxquelles ils sont confrontés. Le manque d'éducation, de formation, et d'information est un problème récurrent, qui empêche les groupes vulnérables d'assumer pleinement de nouvelles responsabilités dans la gestion de l'eau, par manque de compétence et de confiance en soi. Tout processus de changement doit commencer par l'éducation (avec un soutien politique,

économique et juridique) et par une prise de conscience des potentialités ("l'équité entre les genres ne sera jamais offerte comme un cadeau tombé du ciel").

**Intégrer le genre dans la planification**

Cette réflexion doit être menée au niveau central et décentralisé et appuyée par le service de l'hydraulique, une ONG, un programme d'organisation conjuguant lutte contre la pauvreté, environnement et développement durable. Il s'agira d'appuyer l'autopromotion des communautés par une intégration de l'approche genre

dans les programmes d'hydraulique ou ayant trait à la protection et la gestion des ressources en eau.

Pour cela, il faudrait discuter ensemble de la contribution que peuvent apporter les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Ceci permet d'aborder tous les aspects de la composante "eau", et d'identifier collectivement les causes du manque d'eau, afin de développer ensemble des solutions réalistes (quantité, qualité, durabilité). Ainsi, l'approche genre permet d'aller au-delà des seules questions d'entretien de pompes ou de puisage de l'eau ;



Les femmes prennent l'eau dans une fontaine publique  
Women taking water from a public borehole

*To achieve this, great scope training work is indispensable for a good dissemination of the gender approach. For political leaders and donors, training will provide the possibility to observe and expose the problems they encounter in the gender implementation so that they would adopt it as a development concept. For development workers (female and male organisers) in direct contact with populations: review the communication and training strategy. Discuss the advantages of women participation in water management with the authorities and the men in charge, as well as matters at stake in the gender approach.*

**Creation of a gender-favourable environment.**

*The objective is to promote an evolution of mentalities and practices for a greater involvement of the vulnerable groups. Indeed, gender consideration remains first and foremost a work of lobbying, which imposes itself to stakeholders in*

*reaction to inequality situation they are facing. The lack of education, training and information is a recurrent problem, which prevents vulnerable groups from fully assuming their new responsibilities in water management. This is due to a lack of competence and self-confidence. Any change should start with education (with a political, economic and legal support) and awareness on potentialities ("gender equity will never be granted as a gift from the sky").*

**Integration of gender in planning**

*This reflection should be conducted at the central and decentralised levels with support from the hydraulics department, an NGO, and a programme combining poverty control, environment and sustainable development. The objective will be to support communities' self-promotion through a gender approach integration in hydraulics programmes or pro-*

*grammes related to water resources protection and management. To this end, discussions should be organised on the contribution of men, women, youth and elders. This will make it possible to address all the aspects of the "water" component and collectively identify the causes of water shortage in order to develop realistic solutions (quantity, quality, sustainability). Thus, the gender approach goes beyond the only issues of pumps maintenance and water drawing.*

**Evaluation in terms of gender**

*The evaluation in terms of gender helps to identify concrete achievements which if disseminated could contribute to favourably promote the consideration of this issue. One of the major difficulties not only stems from the implementation of the gender activities in situ, but also from the evaluation of outcomes in order to make scientific analyses or synthetic documents. It is very difficult to measure the progress made because the indicators are different from one per-*

*son/region to another (example: the 30% rate of women in a management committee could be judged satisfactory in Africa but insufficient in Latin America), and therefore the outcomes are not easily comparable.*

*The "gigantic" number of parameters to be handled at the beginning and to be integrated in the objectives in order to measure the impacts of the projects is sometimes discouraging. These relative results raise the issue of systematisation of a gender methodology.*

**Evolution of policies**

*Governments and politicians still remain very theoretical in their commitment on the "gender and water" issue, contrary to the numerous efforts already made by the United Nations agencies and NGOs. And yet, gender is now acknowledged (in political statements, decentralisation strategic and political documents) as a poverty reduction strategy. Now the point is to make fewer speeches and to take more actions.*

## Evaluation en terme de genre

L'évaluation en terme de genre aide à dégager des résultats concrets, dont la diffusion peut contribuer à faire évoluer favorablement la prise en compte de cette question.

Une des plus grandes difficultés réside non pas dans la mise en œuvre d'une dimension de genre sur le terrain, mais dans l'évaluation des résultats, pour en tirer des analyses scientifiques ou des documents synthétiques. Il est très difficile de mesurer les progrès réalisés, les critères et indicateurs différant d'une personne/région à l'autre (ex : le taux de 30% de femmes dans un comité de gestion pourra être jugé satisfaisant en Afrique, mais insuffisant en Amérique Latine), et les résultats n'étant de ce fait pas facilement comparables.

Le nombre " gigantesque " de paramètres à cerner au départ et à intégrer aux objectifs, pour pouvoir mesurer les impacts à la fin du projet est parfois décourageant. Cette relativité des résultats pose le problème de la systématisation d'une méthodologie genre.

## Evolution des politiques

Les gouvernements et les politiques restent encore aujourd'hui très théoriques dans leur engagement sur la question " genre et eau

", à l'inverse des nombreux efforts déjà fournis par les agences onusiennes et les ONG. Pourtant, le genre est maintenant reconnu (dans les déclarations politiques, documents stratégiques et politiques de décentralisation), comme une stratégie de réduction de la pauvreté, il s'agit donc de moins discourir, pour agir davantage.

## Axe d'intervention et opportunités

A cet effet, l'élaboration d'un document cadre constitue le premier pas afin de présenter l'état actuel des connaissances et des pratiques dans le domaine du genre. Il s'agira aussi de proposer des éléments et outils d'orientation pour la mise en place d'une approche genre pour les partenaires ouest africain travaillant dans le domaine de la GIRE. Ce document constituera non seulement un recueil d'informations sur l'état des connaissances mais visera avant tout à fournir des orientations permettant la planification, l'analyse, la formulation de recommandations et l'application efficace de l'approche genre dans les activités relatives à la GIRE. La production de ce document cadre permettra de faciliter l'im-

plication et l'engagement des divers acteurs au niveau décisionnel.

Il s'agira d'informer, de sensibiliser et de donner des éléments facilitant l'élaboration d'une stratégie qui intègre l'approche genre avec une prise en compte du contexte et de la spécificité de la GIRE.

Aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest a l'opportunité de réaliser ce document cadre avec tous les partenaires engagés au sein du Partenariat régional de l'eau (WAWP). Le WAWP dès sa création a manifesté sa détermination à intégrer la question du genre qui constitue un des principes de la GIRE. Ceci s'est matérialisé avec le choix au sein du comité de pilotage d'une personne ressource pour faciliter la prise en compte des questions genre dans le programme du WAWP.

Une autre opportunité a été offerte par l'Alliance Genre et Eau (GWA) qui a permis de former plus d'une dizaine de ressortissants ouest africains à la question. Ainsi, il s'agira de bâtir un embryon de réseau chargé de réfléchir sur l'intégration du genre dans les politiques GIRE et d'envisager des actions dans la région et à diverses échelles. Ce réseau pourra représenter le GWA au niveau de l'Afrique de l'Ouest avec une structure bien organisée comprenant des représentations

au niveau régionales et nationales. Ces perspectives pour l'Afrique de l'Ouest ne sauraient se concrétiser sans ce cadre de référence qui devrait guider toute action dans ce domaine. C'est pourquoi, l'implication et l'engagement de tous les acteurs qui s'activent au sein du WAWP sont nécessaires pour faire de l'Afrique de l'Ouest le pionnier d'une intégration effective de la question genre à la gestion des ressources en eau.

## Sources

Fatoumata DIALLO: Elaboration d'un document cadre sur le genre au Burkina Faso, 2003

Gaël BORDET:

Le rôle des femmes en Afrique dans la gestion des ressources en eau : le regard de l'OCDE, 2 pages, Paris 2002

Gender and Water alliance : Conférences électroniques, 2004

Par Mme Dagou DIOP NDIAYE  
Wetlands International,

Dakar Sénégal

Email : [dagouwet@sentoo.sn](mailto:dagouwet@sentoo.sn)

## Thrusts and opportunities

In this respect, the development of a framework document constitutes the first step in to introduce the current state of knowledge and practices in the gender issue. The orientation element and tools for setting up a gender approach are also to be proposed for West African partners working in the IWRM area. This document will be a collection of information on the state of knowledge, but will also provide orientations heading to planning, analysis, formulation of recommendations and effective application of the gender approach in IWRM related activities.

This framework document will facilitate the involvement and commitment of the various stakeholders at the decision-making level.

One of the objectives is also to inform, raise awareness and provide elements, which will facilitate the development of a strategy that integrates gender

approach taking into consideration the IWRM context and specificity.

Today, West Africa has the opportunity to produce this framework document with all the partners involved in the West African Water Partnership (WAWP). Since its creation, the WAWP has shown its determination to integrate the gender issue which is one of the IWRM principles. This was evidenced by the choice of a resource person within the Steering Committee in order to facilitate the consideration of gender issues in the WAWP programme.

The Gender and Water Alliance (GWA) offered another opportunity, to train more than ten nationals from West Africa in this area. Thus, the objective will be to build an embryo of network designed to reflect on gender integration in IWRM policies and to envisage actions in the region at various scales. This network could represent the GWA in West Africa with a well-organised structure comprising regional and national representations.

These prospects for West Africa will

not be made a reality without this reference framework, which should guide any action in this domain. That is why the involvement and commitment of all the stakeholders who are active in the WAWP, are needed to make West Africa the pioneer of an effective integration of gender issues in water resources management.

## Sources

Fatoumata DIALLO: Elaboration d'un document cadre sur le genre au Burkina Faso, 2003

Gaël BORDET: Le rôle des femmes en Afrique dans la gestion des ressources en eau : le regard de l'OCDE, 2 pages, Paris 2002

Gender and Water Alliance: electronic Conferences, 2004

Wetlands International,  
Dakar Sénégal

Email : [dagouwet@sentoo.sn](mailto:dagouwet@sentoo.sn)



Corvée d'eau  
Water chore

## Déclaration des femmes Africaines à Niamey

Nous, participantes à la Réunion des Femmes, tenue les 29, 30 novembre et 1er décembre 2003 à Niamey, Niger, en prélude à la Conférence Panafricaine de Mise en Œuvre des Initiatives et le Partenariat dans le Domaine de l'Eau à Addis Abeba du 8 au 13 décembre 2003;

Ayant procédé à l'examen critique des crises et défis de l'eau en Afrique en particulier la situation des femmes caractérisée notamment par l'insuffisance:

- a) De participation des femmes dans les processus de politique générale et de prise des décisions dans la gestion des ressources en eau;
- b) De transparence dans la gestion des ressources en eau;
- c) D'équité dans la prise des décisions relatives à l'eau et la non prise en compte des compétences des femmes;
- d) De cohérence des politiques et des mesures appropriées qui devraient être prises en compte sur les questions relatives à l'eau;
- e) D'intégration des approches de la gouvernance et de la gestion de l'eau prenant en compte les besoins des femmes africaines;
- f) D'éthique dans l'accès à une

eau potable et à un assainissement adéquat comme un droit humain fondamental,

- g) De solidarité dans l'accès à l'eau et à l'assainissement à des prix abordables à la majorité pauvre (en particulier les femmes).

Considérant qu'une telle situation constitue:

D'une part, une injustice à l'égard des femmes, lesquelles sont privées par là-même de moyens pratiques indispensables à l'accès à l'eau potable et à l'amélioration des conditions d'hygiène en particulier et de vie en général,

D'autre part, une perte considérable de ressources humaines en raison du rôle essentiel que les femmes africaines jouent dans la société en particulier dans la gestion des ressources en eau,

Constatant que:

- a) L'eau est généralement mal contrôlée et mal gérée,

**Lors du SIDAU au bord  
du fleuve Niger  
During the Water Fair on the borders  
of river Niger (Bamako)**

- b) L'eau potable est trop souvent subventionnée pour trop peu de gens, tout en étant un luxe pour les pauvres;
- c) L'eau est utilisée de manière trop inefficace pour produire assez de nourriture;
- d) Le développement qui dégrade les écosystèmes aquatiques ne doit pas être appelé développement durable;
- e) L'eau est un bien commun mal géré parce que la prise de décision est trop exclusive;

- f) Les ressources en eau partagées l'ont souvent été sans équité ni sagesse entre les communautés et les pays,

Notant que:

- a) La réponse à la question "Qui décide?" ... "certainement pas la majorité pauvre", lorsqu'il s'agit de décider de la répartition de l'eau ou de la priorité à donner à l'eau dans les plans nationaux de développement, ou de choisir entre des programmes concurrents dans les budgets limités des organismes nationaux de gestion de l'eau;
- b) De nouvelles approches de la gouvernance de l'eau et de nou-



## NIAMEY DECLARATION OF AFRICAN WOMEN

We, the participants in the Women's Meeting held from 29 November to 1 December in Niamey, Niger, in preparation for the Pan-African Implementation and Partnership Conference on Water to be held in Addis Ababa from 8 to 13 December 2003;

Having critically examined the crises and challenges relating to water in Africa and, in particular, the situation of women who are affected by:

- (a) Insufficient involvement of women in general policy formulation and decision-making processes in the area of water resource management;
- (b) Insufficient transparency in water resource management;
- (c) Insufficient fairness in decision-making in relation to water, and indifference towards women's skills;
- (d) Insufficient coherence in policies and measures which should be taken

into account in respect of water-related issues;

- (e) The lack of an integrated approach to governance and water resource management, taking into account the needs of African women;
- (f) The lack of fairness in access to potable water and proper sanitation as a basic human right; and
- (g) The lack of solidarity in access to water and sanitation at prices affordable to the poor majority, in particular women.

Considering that this situation constitutes an injustice against women, who are thus deprived of the practical means of access to potable water and improved conditions of hygiene in particular and of life in general; and leads to a substantial loss in human resources in view of the vital role played by African women in society

and particularly in water resource management;

Observing that:

- (a) Water is generally mismanaged and badly controlled;
- (b) All too often, potable water is subsidized for very few people, while remaining a luxury for the poor;
- (c) Water use is too inefficient to produce enough food;
- (d) Development which degrades water ecosystems must not be referred to as sustainable development;
- (e) Water is a common property which is mismanaged because decision making is too exclusive;
- (f) The sharing of water resources has often not been based on equity or understanding among communities and countries;

Noting that:

(a) The answer to the question "who decides?" is "certainly not the poor majority", when it comes to water distribution or the priority to be given to water in national development plans, or making choices among competing programmes within the limited budgets of national water resource management institutions;

(b) New approaches to water governance, and the building of new partnerships towards effective implementation, are clearly required;

We call for the creation of a society which will give women equal rights, responsibilities and opportunities in all areas, but more particularly in the management of water resources under conditions which will make it possible to:

- (a) Sensitise, train and educate women on water development issues;
- (b) Meet the basic needs of access to sufficient potable water and proper sanitation;

veaux partenariats pour une application efficace sont de toute évidence indispensables;

Appelons à l'avènement d'une société assurant aux femmes l'égalité des droits des responsabilités et des chances dans tous les domaines, mais plus particulièrement dans celui de la gestion des ressources en eau dans des conditions qui permettent de:

- a) Sensibiliser, former et éduquer la femme dans les problèmes liés à l'eau;
- b) Répondre aux besoins fondamentaux d'accès à une eau potable suffisante et à un assainissement adéquat;
- c) Renforcer la sécurité alimentaire par une mobilisation et une utilisation plus efficace et rationnelle de l'eau; d) Protéger les écosystèmes;
- e) Gérer les risques contre les inondations, les sécheresses, la pollution et d'autres risques liés à l'eau;
- f) Gérer l'eau d'une manière qui reflète ses valeurs économiques, sociales, environnementales et culturelles dans toutes ses utilisations, en évoluant vers des systèmes de tarification correspondant au coût de sa fourniture; g) Assurer une bonne gouvernance de l'eau;
- h) Partager les ressources en eau et promouvoir une coopération pacifique;

## LANÇONS UN APPEL SOLENNEL :

**Aux gouvernements des Etats Africains :**

1) De se focaliser sur les préoccupations des femmes africaines et sur les deux objectifs spécifiques pour l'eau potable et l'assainissement fixés dans la Déclaration du Millénaire adoptée en 2000 et dans le Plan d'Application du Sommet Mondial sur le Développement Durable de 2002 à savoir:

- réduire de moitié d'ici 2015 la proportion des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable ou n'ayant pas les moyens de s'en procurer
- réduire de moitié d'ici 2015 la proportion des personnes n'ayant pas accès à des moyens d'assainissement ou d'hygiène;

2) D'adopter des Plans Nationaux et des stratégies pour qu'au moins 50 % des femmes africaines puisse avoir accès à l'approvisionnement amélioré en eau et à un assainissement adéquat d'ici 2015;

3) De favoriser la Coopération Sud-Sud dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'eau;

## A AMCOW

4) De créer dans ses organes l'Assemblée des Femmes Africaines afin de promouvoir une étroite implication des femmes dans le dialogue politique régional et la coopération sur l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat, et d'assister AMCOW dans, la préparation et la réalisation des Plans Nationaux des Objectifs du Millénaire pour le Développement et des Conclusions du Sommet Mondial sur le Développement Durable.

5) De s'assurer que le Fonds Africain de l'Eau puisse accorder une priorité au financement des projets sur l'eau et l'assainissement ayant une forte incidence sur l'amélioration des conditions des femmes africaines.

## A la Banque Africaine de Développement

6) De s'assurer que l'initiative nouvellement lancée sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural accorde dans les projets qui lui sont soumis pour financement, une attention particulière sur la situation des femmes.

## A UN-HABITAT

7) D'inclure dans la 2<sup>ème</sup> phase du projet « l'Eau dans les Villes Africaines » une attention particulière prenant en compte les aspects relatifs aux femmes africaines dans les villes, les bas quartiers et les zones rurales.

## A l'Union Européenne

8) De veiller à ce que la mise en œuvre en Afrique des projets de son Initiative sur l'Eau accorde une importance particulière à la responsabilisation des populations, en particulier des femmes, grâce au processus participatif de la Gestion Intégrée de la Ressource en Eau;

A la Communauté Internationale et aux Partenaires au Développement

9) D'accorder dans leurs programmes de coopération avec les pays africains, une large priorité à la formation des femmes et de les associer aux processus de réflexion, d'élaboration, de mise en œuvre et de gestion des projets.

**Fait à Niamey,  
le 1<sup>er</sup> décembre 2003  
La Conférence**

(c) Strengthen food security through a more efficient and rational mobilization and use of water;

(d) Protect ecosystems;

(e) Manage the risks of flooding, drought, pollution and other water related risks;

(f) Manage water in a manner which reflects its economic, social, environmental and cultural value in all its uses, by moving towards pricing systems which reflect the cost of its supply;

(g) Ensure good water governance;

(h) Share water resources and promote peaceful cooperation.

## WE SOLEMNLY

## APPEAL:

**To the Governments of the African States:**

(1) To focus, taking into account the concerns of African women, on the two specific goals for potable water and sanitation contained in the Millennium

Declaration adopted in 2000 and in the Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development of 2002, namely:

- to halve, by the year 2015, the proportion of people who are unable to reach or to afford safe potable water
- to halve, by the year 2015, the proportion of people who do not have access to basic sanitation.

(2) To adopt national plans and strategies so that at least 50 per cent of African women can have access to improved water supplies and adequate sanitation by 2015; and

(3) To promote South-South cooperation in the implementation of water policy.

**To the African Ministerial Council on Water (AMCOW):**

(4) To establish the Assembly of African Women among its agencies, in order to promote close involvement by women in regional policy dialogue and

cooperation on access to potable water and to adequate sanitation, and in order to assist AMCOW in preparing and implementing national plans for the realization of the Millennium Development Goals and of the outcome of the World Summit on Sustainable Development.

(5) To ensure that the African Water Fund can give priority to the financing of water and sanitation projects which have a major impact on improving the living conditions of African women

**To the African Development Bank:**

(6) To ensure that the newly-launched initiative on water supply and sanitation in rural areas should give particular attention, in projects submitted to it for financing, to the situation of women.

**To UN-HABITAT:**

(7) To incorporate in the second phase of the Water for African Cities project a particular focus taking into account

issues relating to African women in urban areas, poor neighbourhoods and rural areas.

**To the European Union:**

(8) To ensure that the implementation in Africa of projects under its Water Initiative should attach particular importance to empowering the population, especially women, through the participatory process of Integrated Water Resource Management;

**To the International Community and Development Partners:**

(9) To attach high priority, in their cooperation programmes with African countries, to the training of women and to involve them in project preparation, design, implementation and management processes.

**The Conference  
Niamey, 1 December 2003**



## L'Alliance Genre et Eau (GWA) Etablir les bases pour un plan d'action africain

Par Maria Arce Moreira,  
Secrétaire Exécutive GWA\*

La «Vision Mondiale de l'Eau» a déclaré que chaque femme, homme, enfant doit avoir accès à une eau, un assainissement et une alimentation sains et appropriés tout en ayant la responsabilité de garantir l'entretien de l'écosystème. Les gouvernements ont été exhortés à impliquer les groupes d'intérêt à tous les niveaux de prise de décision et de responsabilité politique et d'établir et de renforcer les mécanismes aux niveaux national régional et international pour faciliter la participation de tous les intervenants. Reconnaître que les femmes et les hommes ont des exigences différentes, et très souvent des opportunités inégales pour les usages domestiques et de production de l'eau et des bassins hydrographiques, pourrait optimiser les interventions en matière de développement. Les femmes et les personnes pauvres ont généralement moins d'opportunités de participer au développement et à la gestion et d'en profiter. Dans tous les contextes, les

ressources humaines et les capacités institutionnelles doivent être mobilisées plus effectivement pour atteindre un partage plus logique et équitable des fardeaux, bénéfices et responsabilités entre femmes et hommes.

La Gender and Water Alliance (GWA) a été créée lors du 2<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau (2000) quand on s'est rendu compte que le secteur de l'eau avait été jusque là techniquement orienté. Cette approche technique n'a pas intégré les différents rapports et rôles sociaux des femmes et des hommes, des communautés pauvres et riches, des cultures et groupes minoritaires et majoritaires dans l'examen des différents usages de l'eau pour les besoins domestiques, de production et écologiques des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En vue d'incorporer une approche de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour la fourniture de services durables d'eau et d'as-

sainissement, il serait nécessaire de mettre un accent particulier sur le genre, la justice sociale et les droits humains.

L'Afrique et l'Asie sont connues pour être les régions du monde qui s'urbanisent très rapidement. Cette croissance rapide met une pression considérable sur les services publics. Les Nations Unies estiment qu'au taux actuel la four-

niture d'eau potable à tous ne peut pas être envisagée avant 2050 en Afrique. Cependant la population urbaine de l'Afrique va presque quadrupler de 138 millions en 1999 à 500 000 000 d'ici 2020. Considérant que la plupart des zones urbaines croissantes se trouvent dans des régions à tension hydrique ou manquant d'eau et qu'il y a des conditions évi-

17



Tous sont parties prenantes à l'eau / Evrybody is concerned by Water

### The Gender and Water Alliance Setting the ground for an african plan of action

By Maria Arce Moreira,  
Executive Secretary GWA\*

regional, and international levels to facilitate participation by all stakeholders.

The recognition that women and men have different requirements, and very often, unequal opportunities, for domestic and productive uses of water and catchments areas could optimise development interventions. Women and poor people generally have fewer opportunities to share in and benefit from development and management. In all contexts human resources and institutional capacities need to be mobilised more effectively to achieve a more logical and equitable sharing of burdens, benefits, and responsibilities between women and men.

The Gender and Water Alliance (GWA)

was created at the 2<sup>nd</sup> World Water Forum (2000) on the realisation that the water sector had been until then mainly technically driven. This technical approach did not incorporate the different social relationships and roles of women and men, poor and rich communities, and minority and majority groups and cultures in the consideration of different uses of water for domestic, productive or ecological purposes for water provision and sanitation services. In order to incorporate an integrated water resources management (IWRM) approach for the provision of sustainable water and sanitation services, a special emphasis and focus on gender, social justice and human rights would be required.

It is a well-known fact that Africa and Asia are the most rapidly urbanizing regions in the world. This rapid growth is putting considerable pressure on public services. The United Nations estimates that the current rate, providing safe water to all cannot be anticipated before 2050 in Africa. However, Africa's urban population will nearly quadruple from 138 million in 1990 to 500 million by 2020. Considering that most of the growing urban areas are located in water stress or water scarce regions, and there are clear competing requirements of the industrial, commercial and domestic sectors, water management is a complex challenge. On the other hand, rural water demands and uses bring along other specific features that make the integrated water resources management in Africa a very delicate and complex matter.



Maria Arce Moreira

The "World Water Vision" declared that every woman, man, and child must have access to safe and adequate water, sanitation, and food, while also bearing responsibility for ensuring maintenance of the ecosystem. Governments were urged to involve interest groups in all levels of decision- and policy-making and to establish and strengthen mechanisms at national,

secteurs industriels, commerciaux et domestiques, la gestion de l'eau est un défi complexe. D'autre part, les demandes et usages ruraux de l'eau apportent d'autres caractéristiques qui font de la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique une question complexe et délicate.

La rentabilité et les impacts positifs de l'approche genre dans le secteur de l'eau et la nécessité d'intégrer le genre dans la GIRE ont été amplement validés et démontrés à travers le monde. Alors que les initiatives d'intégration du genre avancent à divers niveaux, il y a encore d'importants défis à venir pour habiliter les femmes pour un développement durable. Lors de sa création et sa première phase de développement, la GWA s'est engagée à la sensibilisation pour la reconnaissance de l'importance et la nécessité d'intégrer le genre dans le secteur de l'eau à des niveaux essentiellement internationaux. Les activités qui ont été mises en œuvre dans cette phase comprenaient entre autres le plaidoyer, le renforcement de capacité, la formation, l'information et les échanges de connaissances.

Le processus de reconnaissance et la mise en œuvre actuelle de l'intégration du genre dans le secteur de l'eau suivent différentes voies et confrontés à divers défis spécifiques à la région. En Afrique, où

environ 25% de nos membres sont basés, l'Alliance a commencé avec un processus de décentralisation en mi-2003. L'objectif de cet exercice de régionalisation est de renforcer les capacités d'intégration du genre au sein d'une organisation reconnue afin d'influencer sa pratique et atteindre par ce canal ses partenaires. Un point focal régional est basé à l'Institut International de Gestion de l'Eau - IWMI - en Afrique du Sud pour effectuer des activités de recherche et de renforcement des capacités.

En plus, le processus de suivi à la phase initiale de l'Alliance prend en compte les approches suivantes pour accroître le processus de régionalisation et l'étendre à un plus grand nombre d'acteurs de la région.

### Renforcement des capacités, conscientisation et habilitation

La GWA a organisé trois ateliers de renforcement des capacités en Afrique, l'année dernière. Deux ateliers de formation des formateurs sur l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau pour l'Afrique francophone et anglophone ont été abrités respectivement par le CREPA au Burkina Faso et par le

NCWSTI en Afrique du Sud. En plus, un atelier régional pour améliorer les capacités de plaidoyer pour l'intégration du genre a aussi eu lieu en Afrique du Sud pour tout le continent. Les pays africains lusophones ont participé à un atelier de formation organisé au Brésil pour les lusophones. Ces efforts de renforcement des capacités ont résulté en initiatives nationales dont beaucoup seront mises en œuvre au cours de cette année. Les nouvelles activités de renforcement des capacités seront concentrées sur le renforcement des capacités et la sensibilisation du personnel dans les institutions du secteur de l'eau en insistant sur le fait que :

- l'intégration du genre concerne à la fois les hommes et les femmes. Les activités spécifiques aux femmes qui favorisent la participation et l'habilitation des femmes sont importantes, mais des efforts seront faits pour maintenir les hommes engagés et sensibles aux initiatives genre.
- Les processus participatifs sont une première étape dans la mise en œuvre d'une approche sensible au genre. Néanmoins, la participation devrait prendre en compte les questions de race, d'ethnie, de statut économique, d'âge et de religion pour garantir l'exhaustivité et aller au delà

de toute limite que cela pourrait avoir sur le processus.

- Divers besoins de formation et de renforcement des capacités des intervenants devraient nécessiter la définition de paquets de formation qui répondent de manière appropriée à ces requêtes.
- Les efforts de formation et de renforcement des capacités devraient être clairement insérés dans un effort de prise de décision ou de changement de politique du pays.

### Développement et partage de connaissances

Les résultats présentés par le premier rapport annuel sur le Genre et le Développement de l'Eau a montré, de façon claire, que dans le monde entier il n'y a que quelques politiques qui incluent le genre dans le secteur de l'eau. Il est largement reconnu que les politiques sensibles au genre sont un moyen effectif pour servir de médiateur dans les conflits sur les questions d'eau. Le processus initié par le premier rapport annuel sera poursuivi tout en présentant la manière dont la mise en œuvre des initiatives sensibles au genre

*The cost effectiveness and positive impacts of a gender approach in the water sector and the need for mainstreaming gender in IWRM have been amply validated and demonstrated around the world. While initiatives in gender mainstreaming are in progress at different levels, there are still major challenges ahead to empower women for sustainable development. During its inception and first phase of development, the GWA concentrated on raising awareness and building recognition on the importance and need for gender mainstreaming in the water sector at mainly international levels. The activities that were implemented in that phase combined a mixture of advocacy, capacity building and training, and information and knowledge sharing interventions.*

*The process of recognition and actual implementation of gender mainstreaming in the water sector is following different paths and is facing a diversity of challenges specific to the regions. In Africa, where around 25% of our membership is based, the Alliance started with a process of decentralisation in*

*the middle of 2003. The objective of this regionalisation exercise is to strengthen the capacities for gender mainstreaming within a recognised organisation in order to influence its practise and through this reach its partners. A regional focal point is based within the International Water Management Institute -IWMI- in South Africa to carry out research and capacity building activities. Additionally, the follow-up process to the initial phase of the Alliance is considering the following approaches to further the regionalisation process and to involve a wider spectrum of stakeholders in the region:*

### Capacity building, awareness raising and empowerment

*GWA has implemented three capacity building workshops in Africa last year. Two training workshops for trainers on gender mainstreaming in integrated water resources management for Francophone and Anglophone Africa were*

*implemented by CREPA in Burkina Faso and NCWSTI in South Africa respectively. Additionally one regional workshop to improve advocacy capacities to lobby for gender mainstreaming also took place in South Africa for the whole continent. The African Portuguese speaking countries participated in a training workshop organised in Brazil for Portuguese speakers. These capacity building efforts resulted in national initiatives, many of which will be implemented during this year. The new capacity building activities will be focused on building capacities and continue raising awareness of staff in water sector institutions emphasising that:*

- Gender mainstreaming is about both men and women. Women-specific activities that promote women's participation and empowerment are critical, but efforts will also be made to keep men engaged in and part of gender-sensitive initiatives.
- Participatory processes are a first step in implementing a gender-sensitive approach. Nevertheless, participation should consider issues of

*race, ethnicity, economic status, age, and religion to ensure inclusiveness and overcome any limitation that these features may present to the process.*

- Diverse training and capacity building needs from the stakeholders would require the definition of training packages that respond adequately to these requests.
- The training and capacity building efforts should clearly be inserted in a policy making or policy change effort of the country.

### Knowledge development and sharing

*The outcomes presented by the first Gender and Water Development annual report showed clearly that worldwide there are only a few gender inclusive policies in the water sector. It is widely recognized that gender-sensitive policies are an effective way to mediate conflicts in water issues. The process initiated by the first annual report will continue seeking to portray*

dans le secteur de l'eau s'est effectuée et en identifiant les opportunités et limites rencontrées dans le processus.

Considérant le défi à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la GWA estime nécessaire de promouvoir l'analyse du genre et les indicateurs sensibles au genre comme outils d'accompagnement de base qui doivent être intégrés dans la mise en œuvre de toute initiative de GIRE.

La mise en œuvre des activités relatives au développement et au partage des connaissances permettra l'identification d'éléments clé de réussite et d'échec dans la pratique de l'intégration du genre des membres et autres partenaires de l'Alliance, et permettra en même temps l'élaboration de nouvelles stratégies pour améliorer cette pratique.

### Partenariats orientés par les résultats

En travaillant ensemble, les réseaux mondiaux des organisations essayant de mettre le lien « eau- genre- pauvreté-développement durable » en pratique, peuvent atteindre un impact pertinent. Pour cette raison, la GWA cherche à renforcer les partenariats orientés par les résultats avec les

réseaux actifs dans la région. Les relations existantes avec le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) et les organisations de réseau international de renforcement des capacités (CAPNet) seront particulièrement améliorées en Afrique pour appuyer le processus d'intégration du genre dans l'élaboration des plans nationaux de GIRE et les autres processus complémentaires.

### Plaidoyer

Les efforts de plaidoyer vont mettre un accent sur la bonne pratique d'intégration du genre dans les fora nationaux, régionaux et internationaux afin de favoriser les changements de politique nécessaires et l'examen d'approches alternatives qui pourraient faciliter le processus d'une GIRE sensible au genre.

LA GWA estime que les Initiatives Budgétaires Sensibles au Genre (GRBIs) devraient être introduites dans le secteur de l'eau puisqu'elles permettront aux gouvernements, bailleurs de fonds, agences multilatérales et organisations de la société civile d'être responsables de leurs engagements vis-à-vis de l'équité du genre, l'éradication de la pau-

vreté, le développement durable et la gouvernance basée sur les droits.

Tout aussi important, les gouvernements locaux, les services publics et les syndicats du secteur public devraient considérer la femme comme un partenaire égal et élaborer des projets pour la mise en œuvre de services d'assainissement et d'eau écologiquement durables, équitables et abordables.

Enfin, les efforts pour promouvoir la mise en œuvre de scanographies du genre dans différentes institutions du secteur de l'eau en Afrique visera à analyser les limites internes auxquelles font face les institutions pour mettre en œuvre l'intégration du genre dans leurs interventions et à travers cela, identifier les activités spéci-

**La « Gender and Water Alliance » est un réseau mondial d'individus et d'organisations qui s'efforcent de réaliser l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau. Environ 300 organisations et individus venant du monde entier sont membres de la GWA. Quatre-vingt pour cent des membres viennent de différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.**

fiques qui pourraient aider à surmonter ces limites.

**Pour plus d'informations sur les activités de la GWA, veuillez contacter:**  
**GWA Secretariat**  
**E-mail: arce@irc.nl**  
**(: + 31-15-2192943**  
**Fax: + 31-15-2190955**  
**P O BOX: 2869**  
**2601 CW Delft, the Netherlands**

*\* Maria Arce Moreira (Bolivie) est la Secrétaire Exécutive de la GWA. Ingénieur des travaux publics, spécialisée en gestion de l'environnement urbain, elle a beaucoup travaillé avec les ONG et les organisations de la société civile en Bolivie et dans différents pays en Afrique, essentiellement sur les installations humaines, l'environnement et les interventions en matière de participation communautaire.*

**RUNNING WATER,  
 UN OUTIL DE COMMUNICATION  
 POUR LA GESTION DURABLE  
 DES RESSOURCES EN EAU**

**LISEZ ET FAITES LIRE  
 RUNNING WATER,  
 VOTRE REVUE DE  
 LA GESTION INTEGREE  
 DES RESSOURCES EN EAU**

*how the implementation of gender responsive initiatives in the water sector has taken place and identify which opportunities and limitations were encountered in the process.*

*Considering the challenge to achieve the Millennium Development Goals (MDGs) GWA considers necessary to promote gender analysis and gender-sensitive indicators as basic supportive tools that must be integrated in the implementation of any IWRM initiative. The implementation of activities in relation to knowledge development and sharing will allow the identification of key elements of success and failure in the gender mainstreaming practice of Alliance members and others partners, and at the same time will nurture the development of new strategies to improve this practice.*

### Results oriented partnerships

*When working together global networks of organizations trying to place the water-gender-poverty-sustainable*

*development nexus into practice can attain relevant impact. For this reason, GWA seeks to strengthen results-oriented partnerships with important networks active in the region. The existing relationship with the Global Water Partnership (GWP) and the International network of capacity building organisations (Cap-net) will be particularly enhanced in Africa to support the process of gender mainstreaming in the development of national IWRM plans and other necessary complementary processes.*

### Advocacy

*The advocacy efforts are intended to target on good practice of gender mainstreaming in national, regional and international fora as to promote necessary policy changes and the consideration of alternative approaches that could facilitate the process of gender responsive IWRM.*

*GWA believes that Gender Responsive Budget Initiatives (GRBIs) should be introduced in the water sector, as these will enable governments, donors,*

*multi-lateral agencies and civil society organizations to be accountable to their commitments to gender equity, poverty eradication, sustainable development and rights-based governance. Equally important, local governments, utilities, and public sector unions should consider women as equal partners and develop projects for the implementation of ecologically sustainable, equitable, and affordable water and sanitation services.*

*Finally, efforts to promote the implementation of gender scans in different water institutions in Africa will aim at analysing the internal limitations that institutions face to implement gender*

*mainstreaming in their interventions and through that identify specific activities that could help overcome these limitations.*

**For more information on the activities of the GWA, please contact**  
**GWA Secretariat**  
**E-mail: arce@irc.nl**  
**Tel: +31-15-2192943**  
**Fax: +31-15-2190955**  
**P.O.Box 2869**  
**2601CW Delft, the Netherlands**

**The Gender and Water Alliance is a global network of individuals and organisations striving to achieve gender mainstreaming in integrated water resources management. GWA's total membership stands at around 300 organisations and individuals from around the world. Eighty percent of the membership comes from a diversity of countries in Asia, Africa and Latin America.**

*\*Maria Arce Moreira (Bolivia) is the Executive Secretary of the GWA. Civil engineer with specialisation on urban environmental management, she has worked extensively with NGOs and civil society organisations in Bolivia and various countries in Africa mainly on human settlements, environment and community participation interventions.*

## Femme et Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique de l'ouest

JOSEPHINE OUEDRAOGO, Directrice Générale du Centre africain pour le Genre et le Développement, Commission Economique pour l'Afrique (CEA)

20

**Running Water s'est adressé à Madame Ouédraogo née Guissou qui a travaillé à la fois dans le secteur public et privé. Elle a été ministre du Burkina (son Pays) Chargée de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale. Elle a été coordonatrice du Projet Femme et Santé en Afrique Subsaharienne. Elle a accepté de répondre à nos questions.**

*Propos recueillis par Francis DABIRE*

*Madame Ouédraogo, vous êtes la Directrice du Centre Africain pour le Genre et le Développement de la CEA. En tant que telle pouvez-vous nous dire en quelques mots quelle est la mission de ce Centre ?*

Le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) est l'une des huit divisions que comporte la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). La mission du CAGED se définit par conséquent dans le cadre de la mission de la CEA, parce que le CAGED n'est pas une structure autonome. Le Centre africain pour le genre et le développement a été créé au lendemain de la première Conférence mondiale sur les femmes tenue à Mexico en 1975, à la demande des gouvernements africains, pour les aider à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris d'œuvrer pour la promotion de la femme. Il était connu sous l'appellation « Centre africain pour les Femmes ». C'est

donc l'assemblée générale des Nations-Unies qui a autorisé la création du CAGED au sein de la CEA. Notre mission consiste donc à apporter un appui technique aux gouvernements pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies visant la promotion effective des

femmes. Nous devons aussi faire le suivi et l'évaluation périodique des progrès accomplis en Afrique dans le statut des femmes. Nous avons également pour mission de produire des outils méthodologiques et d'élaborer des démarches stratégiques dans le but de renforcer les capacités



## WOMEN AND INTEGRATED WATER RESOURCES MANAGEMENT IN WEST AFRICA

JOSEPHINE OUEDRAOGO, Director General of the African Centre for Gender and Development, Economic Commission for Africa (ECA)

**Running Water has asked Mrs Ouédraogo born Guissou who worked both for public and private sector. She is former Minister of Burkina (her home country), in charge of family expansion and National Solidarity. She coordinated the Women and Health project in Sub saharan Africa. She accepted to answer to our questions.**

*Interview by Francis DABIRE*

*.Mrs Ouédraogo, you are the Director General of the African Centre for Gender and Development of the ECA. Could you tell us in a few words the mission of this centre?*

The African Centre for Gender and Development (ACGD) is one of the eight divisions of the United Nations Economic Commission for Africa (ECA). The ACGD mission can consequently be defined within the framework of the ECA mission, as the ACGD is not an autonomous body. The African Centre for Gender and Development was created just after the first World Conference Women held in Mexico in 1975 at the request of African governments in order to support the implementation of the commitments

they took to work for women promotion. It was known as the "African Centre for Women". It is therefore the General Assembly of the United Nations that authorised the creation of the ACGD within ECA. Therefore, our mission consists in providing technical support to governments for the development and implementation of policies and strategies aiming at women effective promotion. We are also to follow up and assessment periodically the progress made in Africa in the area of women status. Our mission is also to produce methodological tools and develop strategic steps in order to strengthen the capacities of governments and enable them to abide by their commitments regarding the reduction of gender inequalities. Thus,

we are not donors like UNIFEM, UNDP, UNFPA, etc.

*When speaking of development, Water is a key issue. Water resources are becoming scarce. While their quality is deteriorating in some regions like West Africa. The reflections initiated during these last few years at the global level on sustainability of these resources management led to the adoption of the Integrated Water Resources Management (IWRM) concept. The World Summit on Sustainable Development held in Johannesburg committed governments to develop national IWRM plans by 2005 to be in line with the Millennium Development Goals. Could you tell us Madam, the vision of the ACGD on this issue? Have you developed a strategy in this*

des états à mieux remplir leurs engagements en ce qui concerne la réduction des inégalités entre les sexes. Nous ne sommes donc pas un bailleur de fonds, comme le sont l'UNIFEM, le PNUD, le FNUAP, etc.

**Parlant de développement, la question de l'eau occupe une position centrale. Les ressources en eau se raréfient en même temps que leur qualité dans certaines régions comme en Afrique de l'Ouest se détériore. Les réflexions engagées ces dernières années au niveau mondial sur la durabilité de la gestion de ces ressources ont conduit à l'adoption du concept de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Le Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg a même engagé les Etats à élaborer des plans nationaux de GIRE d'ici 2005 pour être en phase avec les Objectifs de Développement du Millénaire. Dites-nous, Madame la Directrice, quelle est la vision du CAGED sur cette problématique. Avez-vous développé une stratégie en la matière et quelles sont les activités du Centre à l'endroit de l'Afrique de l'Ouest?**

Le CAGED n'intervient pas directement dans les domaines spécifiques comme la gestion des ressources en eau ou la participation des femmes dans la gestion

des ressources en eau. Notre mandat en la matière serait plutôt de rappeler aux gouvernements et aux autres acteurs intervenants dans le secteur de l'eau, que les femmes doivent être impliquées dans la réflexion, l'élaboration, la gestion et la décision de toute question relative aux ressources hydrauliques. Si nous considérons par exemple, le problème de l'approvisionnement et de la gestion de l'eau à usage domestique, ce sont les femmes qui en assument seules la responsabilité dans la majorité des communautés rurales et peri-urbaines des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Parce que ce sont les femmes qui font directement face aux contraintes liées à l'approvisionnement en eau domestique, les gouvernements n'en font pas réellement un problème prioritaire, parce que les gouvernements sont constitués d'hommes en grande majorité. Si les femmes participaient aux décisions tant au niveau local qu'au niveau gouvernemental sur les actions à mener pour résoudre définitivement les problèmes d'accès à l'eau potable, je crois que ce problème serait pratiquement résolu.

L'Adoption de Plans nationaux de GIRE est une bonne chose. Malheureusement les Etats ont adopté ou élaboré autant de plans nationaux qu'il existe de secteurs (Santé, Eau, Agriculture,

VIH/SIDA, etc.). Le problème est que les gouvernements ne se sentent pas vraiment « forcés » de mettre en œuvre ces plans, et ils évoquent constamment des raisons financières ou programmatiques. Ce qui bloque les changements sur notre continent, c'est que la société civile africaine n'est pas suffisamment forte, ou ne se donne pas suffisamment la force d'accuser les gouvernements à respecter leurs engagements. Les parlements ne jouent pas vraiment leur rôle de mécanisme de reddition. Les femmes, qui généralement sont plus déterminées que les hommes, sont absentes des structures de pouvoir.

Pour s'assurer que les plans nationaux de GIRE seront effectivement mis en œuvre il faudrait qu'il y ait des mécanismes à travers lesquels la société civile demande périodiquement des comptes aux responsables nationaux chargés de la GIRE.

**L'Afrique de l'Ouest s'est engagée depuis plusieurs années dans un processus global allant dans le sens de l'intégration de la GIRE dans les politiques de développement. Ainsi la Conférence Ouest Africaine sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (COA/GIRE) dont la dernière réunion de suivi s'est tenue à Ouagadougou en octobre**

**2003 a conduit les Etats de la CEDEAO à l'adoption du Plan d'Action Régional de Gestion des Ressources en Eau en Afrique de l'Ouest (PAR/GIRE/AO) et à la création d'une Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE/CEDEAO). Quelles contributions peut-on attendre du CAGED pour le développement de la GIRE dans la sous-région ouest africaine?**

La CEA a 5 bureaux sous-régionaux : un dans chaque sous-région. Le bureau sous-régional chargé de l'Afrique de l'Ouest est basé à Niamey. Je suis certaine que ce bureau a été impliqué dans ce processus qui a conduit à l'adoption du Plan d'action régional de gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Si jamais le bureau sous-régional de la CEA n'a pas été impliqué, il faudrait les saisir à ce sujet.

**Vous savez Madame que l'un des principes fondamentaux de la GIRE est la reconnaissance du rôle central que jouent les femmes dans l'approvisionnement, la gestion et la protection de l'eau. Pouvez-vous expliquer aux lecteurs de RUNNING WATER quelle est la vision du Centre sur la dimension « genre dans la GIRE » ? Quelle est la stratégie de mise en œuvre que le CAGED préconise ?**

**area and what are the activities of the Centre towards West Africa?**

The ACGD does not directly intervene in specific fields such as water resources management or women participation in water resources management. Our mandate is rather to remind governments and other stakeholders intervening in the water sector, that women should be involved in the reflection, development, management and decision process on any issue related to water resources. If we consider for example the issue of water supply and water management for domestic purposes, women are the only ones to assume responsibilities in most rural and semi urban communities in the Sahel and west African countries. Because women are directly facing the constraints to domestic water supply, governments do not actually consider this as a priority issue. The reason is that the great majority of government members are men. If women could participate in decision-making both at local and government levels on the actions to be undertaken to address

once and for all the issues of access to potable water, I believe that this problem would be practically solved.

The adoption of IWRM national plans is a good thing. Unfortunately, the national plans adopted by governments are as numerous as the existing sectors (health, water, agriculture, HIV/AIDS, etc). The problem is that governments do not really feel "forced" to implement these plans and they constantly put forward financial or programmatic reasons. What blocks changes on our continent is the fact that African civil society is not strong enough or does not give itself sufficient strength to force governments to respect their commitments. Parliaments do not actually play their role in the accountability mechanism. Women who are generally more determined than men are absent from power structures.

To ensure that IWRM national plans are actually implemented, it is necessary to have mechanisms through which the civil society periodically asks for accounts to those in charge of

IWRM at the national level.

For several years now, West Africa has been involved in a global process in line with IWRM integration within development policies. Thus, the West African Conference on Integrated Water Resources Management (WAC/IWRM) which last follow up meeting was held in Ouagadougou in October 2003 led ECOWAS members to adopt the Regional Action Plan for Integrated Water Resources Management in West Africa (RAP/IWRM/WA) and to create a Water Resources Coordinating Unit (WRCU/ECOWAS). What contributions can be expected from the ACGD in the IWRM development in the West African sub region?

ECA has 5 sub regional offices :one in each sub region. The sub regional office for West Africa is based in Niamey. I am sure that this office was involved in this process, which led to the adoption of the regional action Plan on water resources management in West Africa. If ever the ECA sub

regional office was not involved, it should be approached to this end.

Madam, as you may know, one of the IWRM basic principles is the recognition of the central role played by women in water supply, management and protection. Could you explain to the readers of RUNNING WATER the vision of the Centre on the "gender in IWRM" dimension? What is the strategy of implementation recommended by the ACGD?

I think I have indirectly answered this in your second question. However, I would add that during the ten-year assessment of the implementation of the Beijing Platform for Africa scheduled to take place in November 2004, we plan to invite sectoral ministries. Ministries in charge of water resources will be invited to say what they have actually done in their sector to take women into account in water resources management as recommended by the Beijing Platform of action.

What types of relationships could exist

Je crois avoir répondu indirectement à cette question dans ma réponse à la question 2.

Je voudrais cependant ajouter que lors de l'évaluation décennale de la mise en œuvre de la Plate-forme de Beijing pour l'Afrique, prévue en novembre 2004, nous prévoyons d'inviter les ministères sectoriels. Les ministères chargés des ressources en eau seront invités à dire ce qu'ils ont effectivement fait dans leur secteur pour prendre en compte les femmes dans la gestion des ressources en eau, tel qu'il a été recommandé dans la Plate-forme d'action de Beijing.

**Quels types de collaboration peut entretenir le CAGED et un organisme comme le Partenariat Ouest Africain de l'eau (WAWP) ou même un organe de communication comme Running Water en vue de la promotion des activités liées au genre en matière de gestion intégrée des ressources en eau?**

Etant donné la structure décentralisée de la CEA, à travers ses cinq bureaux sous-régionaux, je recommande fortement que le WAWP se mette en relation avec le bureau sous-régional de la CEA basé à Niamey afin d'échanger sur des modalités de collaboration. En utilisant cette approche notre bureau de Niamey pourra éventuellement demander l'inter-

vention du CAGED en ce qui concerne notre collaboration dans le cadre de la promotion des activités liées au genre en matière de gestion intégrée des ressources en eau.

Ceci dit, je pense que le CAGED/CEA pourrait intervenir surtout sur le plan politique, en facilitant un dialogue entre les principaux acteurs : organisations de femmes, services spécialisés travaillant dans le domaine de l'eau, des parlementaires, des organisations de coopération dans le domaine des ressources en eau, des législateurs, des responsables au sein des ministères chargés du développement rural, des services travaillant sur la décentralisation, des collectivités locales, etc.

Ce dialogue, qui peut être organisé dans le cadre d'une rencontre sous-régionale ou nationale, pourrait permettre d'examiner les contraintes et les exigences liées à la mise en œuvre de la GIRE en prenant en compte la participation des femmes. Le CAGED/CEA peut proposer des stratégies et des méthodes pour faciliter la prise en compte des questions de genre à tous les niveaux.

**Madame la Directrice, quelle(s) expérience(s) personnelle(s) aimeriez-vous partager avec les acteurs de l'eau en Afrique de l'Ouest?**

*...LES MINISTÈRES CHARGÉS DES RESSOURCES EN EAU SERONT INVITÉS À DIRE CE QU'ILS ONT EFFECTIVEMENT FAIT DANS LEUR SECTEUR POUR PRENDRE EN COMPTE LES FEMMES DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU....*



## Deux expériences

### - L'accès à l'eau dans la cour de mon père:

Pendant mon enfance, l'eau pour les besoins domestiques de la maison paternelle provenait de deux puits creusés dans la cour, qui était très vaste. L'eau était accessible à un mètre du bord du puits. Puis, les deux puits ont tari, et nous devions aller chercher l'eau dans un puits public disponible dans le quartier. Ensuite, le puits public a tari, et il fallait, soit acheter l'eau vendue

*between the ACGD and a body like the West African Water Partnership (WAWP) or even a media such as Running Water in order to promote gender related activities in the field of integrated water resources management?*

*Given the decentralised structure of the ECA through its five sub regional offices, I strongly recommend that the WAWP approach the ECA sub regional office based in Niamey to share views on the cooperation modalities. By using this approach, our Niamey office could possibly request the ACGD intervention regarding our cooperation as part of the promotion of gender related activities in the field of integrated water resources management.*

*This being said, I think the ACGD/ECA could intervene particularly at the political level by facilitating dialogue between the key stakeholders: women organisations, specialised services working in the water sector, parliamentarians, organisations cooperating in the water sector, lawmakers, offi-*

*cial of ministries in charge of rural development, services working on decentralisation, local communities, etc.*

*This dialogue, which could be organised within a sub regional or national meeting, would make it possible to consider the constraints and requirements related to the IWRM implementation taking into account women's participation. The ACGD/ECA could propose strategies and methods aiming at facilitating the consideration of gender issues at all levels.*

**Madam, what personal experience(s) would you like to share with the water sector stakeholders in West Africa?**

### Two experiences

#### - The access to water in my father's compound:

*In my childhood, the water for domestic purposes in my father's house was drawn from two wells dug in the compound, which was very large. Water*

*could be accessed at a depth of one metre. Then the two wells dried up and we had to fetch water from a public well in the quarter. Then again, the public well dried up and we had to either buy water in barrels or subscribe to ONEA (the National Water and Sanitation Company, a state-owned water supply company in Burkina Faso). My father's compound was large and there were many households. I remember my mother's reaction when it became necessary to subscribe to ONEA: "who is going to pay the bill?" she asked. In her traditional logic which stipulates that it is the woman who is in charge of supplying the family with water, she wanted to know if she was the one who would pay the ONEA bill...*

*This rather simple question was bearing in itself the gender dimension of problems related to water supply. As long as it is the duty of women and young girls of the compound to fetch water from the well or the pond for the whole family, water seems to be "free" because it is the time and energy of the water-bearers, which constitute the*

*"price" of water. A price, which is "invisible" and free for the head of the family. But when it comes to paying in cash for the subscription and bills of ONEA, it becomes suddenly obvious that it is the head of the family, namely the man who should bear the expense. This is not a problem for a "normal" family with a wage earning father. Imagine the situation of 70 to 80% of Burkinabè households where the heads of the family are either widows or wives of migrants, or urban unemployed or farmers who therefore cannot have access to ONEA subscription. For these 70 to 80% households, women and young girls continue to physically pay for the price of the water needed for the daily consumption of the household. They do it by spending part of their time, which could have been devoted to education, an income generating activity or simply to rest.*

#### - Farmers discuss their concerns regarding the solution to the water issue

par barrique, ou bien s'abonner à l'ONEA (Office National de l'Eau et l'Assainissement, société d'Etat de distribution d'eau au Burkina Faso, NDRL). La cour paternelle était vaste et abritait plusieurs ménages. Je me souviens de la réaction de ma mère, lorsqu'il a fallu accepter l'abonnement à l'ONEA : « Qui va payer la facture ? » a-t-elle demandé. Dans sa logique traditionnelle qui stipule que c'est la femme qui est chargée de l'approvisionnement en eau de la famille, elle voulait savoir si c'est elle qui devrait payer la facture de l'ONEA...

Cette question pourtant simple, portait en elle-même la dimension genre des problèmes d'approvisionnement en eau. Tant que ce sont les femmes et les fillettes de la cour qui vont chercher l'eau aux puits ou au marigot pour la famille, l'eau semble être « gratuite », parce que c'est le temps et l'énergie de ces porteuses d'eau, qui constituent le « prix » de

l'eau. Un prix invisible et « gratuit » pour le chef de famille. Mais lorsqu'il s'agit de payer en espèces l'abonnement et les factures de l'ONEA, du coup, il devient évident que c'est le chef de famille, en l'occurrence l'homme, qui devra effectuer la dépense. Cela ne pose pas de problème pour une famille « normale » ou le père a un emploi salarié. Imaginez la situation des 70 à 80% des ménages burkinabé dont les chefs sont, soit des femmes veuves ou épouses de migrants, soit des chômeurs urbains, soit des agriculteurs, ne pouvant donc pas avoir accès à l'abonnement de l'ONEA. Pour ces 70 à 80 % des ménages, ce sont les femmes et les fillettes qui continuent à payer physiquement le prix de l'eau nécessaire au fonctionnement quotidien du ménage. Elles le font au prix d'un temps qui aurait pu être consacré à l'instruction, à une activité rémunératrice, ou simplement au repos.

**- Des paysans parlent de leurs préoccupations concernant la solution aux problèmes de l'eau:**

Je me souviens avec précision des discussions qui ont été menées lors de la Première Rencontre Paysanne du Burkina Faso, tenue à Dédougou en 1994. C'était une rencontre parfaitement autonome, initiée par des organisations paysannes du Burkina. Ces organisations paysannes, avec l'appui technique du Bureau d'études ARC, dont j'étais la gérante, ont réussi à mobiliser environ 500 paysans venant de tous les départements du pays. L'esprit de la rencontre était de se concerter librement entre paysans/paysannes, sur des questions qui leur tiennent à cœur et qu'ils ne peuvent jamais évoquer profondément dans le cadre de rencontres organisées par les services étatiques, par les ONGs, ou par leurs partenaires au développement.

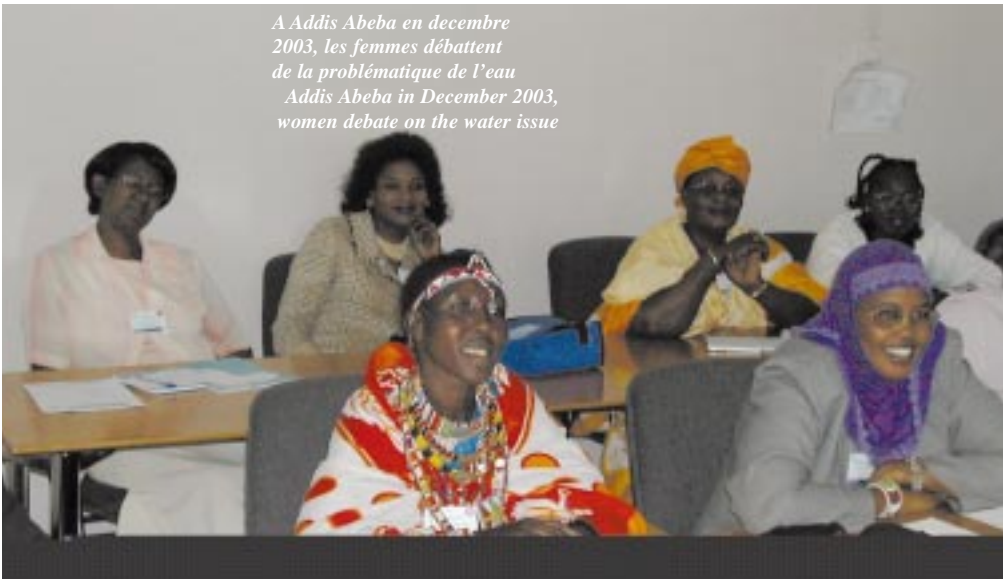
Une des questions qui leur tenait à cœur était bien sûr celle de l'eau : l'eau pour les besoins alimentaires, l'eau pour le bétail, et l'eau pour la production agricole. Les questions qu'ils se posaient étaient les suivantes:

Pourquoi ce sont des « étrangers » qui s'occupent directement des problèmes de l'eau dans beaucoup de leurs villages et pas les pouvoirs publics ?

Pourquoi personne ne vient leur demander leur avis sur ce qu'il faut faire pour que la mare de Dori ne tarisse pas chaque année ? Pourquoi on ne leur demande pas de participer à la définition des priorités d'investissements dans leurs départements ? Bien sûr, on dira toujours que les organisations paysannes « ont été consultées lors des études, et lors de la préparation des projets », mais est-ce que ceux qui nous consultent veulent vraiment prendre le temps et utiliser le type de dialogue qu'il faut, pour nous permettre de nous exprimer sérieusement?

Bien entendu, ce sont des réflexions qui ont été faites il y a dix ans. Sont-elles encore valables aujourd'hui ? Si, oui, cela signifie que nous avons encore beaucoup de progrès à faire en matière de participation paysanne et communautaire. /.

*A Addis Abeba en décembre 2003, les femmes débattent de la problématique de l'eau  
Addis Abeba in December 2003, women debate on the water issue*



*I remember with accuracy discussions conducted during the first Burkina Faso Farmers' meeting held in Dédougou in 1994. It was a perfectly autonomous meeting initiated by Burkina farmers' organisations. These farmers' organisations with the technical support from the ARC consultancy firm, which I was managing succeeded in mobilising 500 farmers from the whole country. The spirit of the meeting was to hold free consultations between farmers (men and women) on issues which were close to their hearts and that they could not bring up fully within the framework of meetings organised by government services, NGOs or their development partners.*

**“AS LONG AS  
WOMEN AND  
YOUNG GIRLS  
FETCH WATER  
FOR THE WHOLE  
FAMILY, IT SEEMS  
TO BE FREE”**

*One of the issues that was close to their hearts was that of water: water for cooking and drinking, water for cattle, water for agriculture. The following questions were asked:*

*Why « foreigners » rather than public powers are the only ones who directly take care of the water issue in their villages?*

*Why nobody comes to ask their opinion about what to do to avoid the Dori pond drying up every year?*

*Why are they not asked to participate in the definition of their priority investments in their districts? Of course one could always say that farmers' organisations "were consulted during the studies, and during the preparation of*

*projects". But do those consulting us really want to take the time and use the required type of dialogue to enable us to express ourselves fully?*

*Obviously, these reflections were done ten years ago. Are they still relevant today? If yes, it means that we still have a lot of progress to make in terms of farmers' and community-based participation. /.*

**Nous ouvrons à partir de ce numéro de Running Water une nouvelle rubrique intitulé « la GIRE en Afrique de l'Ouest » qui va nous permettre de faire le point sur la situation de la gestion intégrée des ressources en eau pays par pays en Afrique de l'Ouest. Nous allons essayer dans les différents numéros de Running Water de vous présenter l'Etat de la GIRE dans les différents pays de la sous région tel qu'il ressort du rapport produit juste avant la réunion de la COA/GIRE en octobre 2003 à Ouagadougou. Ce rapport a été présenté par Jérôme Thiombiano, à l'époque chef du Programme GIRE du Burkina Faso.**

## BREF RAPPEL HISTORIQUE DU PROCESSUS GIRE DANS LA SOUS-REGION

En rappel, lors de la conférence de RIO, la communauté internationale s'est engagée à gérer autrement les ressources naturelles de la planète. Cette dynamique a pris corps également dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest sous l'impulsion du Burkina avec l'appui technique et financier du Danemark. Ainsi naquit ce qu'il est convenu d'appeler le « processus Gire en Afrique de l'ouest » communément connu sous la dénomination de Conférence Ouest-Africaine sur la GIRE.

Lors de cette Conférence, tenue à Ouagadougou du 3 au 5 mars 1998, les Ministres chargés de l'eau et les Chefs de délégation des 15 pays membres de la CEDEAO et de la

Mauritanie ont adopté la « Déclaration de Ouagadougou » par laquelle ils exhortaient leurs Gouvernements à :

- *Mettre en œuvre dans leurs pays respectifs, un processus de gestion intégrée des ressources en eau, s'appuyant sur un Plan d'Action National de l'Eau ;*
- *Créer un cadre de coopération régionale pour la gestion intégrée des ressources en eau, l'harmonisation des politiques et des législations en matière d'eau et les échanges d'expériences ;*
- *Créer ou redynamiser les cadres de concertation entre pays riverains pour la gestion concertée des eaux des bassins partagés ;*

- *Elaborer des stratégies nationales et régionales pour la mobilisation des ressources financières nécessaires à la gestion intégrée des ressources en eau.*

Le processus a reçu le soutien technique et financier du Royaume de

Danemark et a abouti aux principaux résultats suivants :

- L'adoption du Plan d'Action Régional de GIRE de l'Afrique de l'Ouest (PAR-GIRE/AO) par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en décembre 2000 à Bamako ;
- L'adoption du nouveau cadre institutionnel régional de gestion des ressources en eau par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en décembre 2001 à Dakar.

A la suite de cette importante conférence, le processus GIRE a commencé à prendre corps progressivement dans les différents Etats et se trouve à des stades différents de



L'eau une ressource partagée  
Water a shared resource

**From this issue of Running Water, we open a new column entitled "IWRM in West Africa" which will enable us to assess the situation of integrated water resources management in West Africa country per country. We will try in various issues of "Running Water" to present you the situation of IWRM in the various countries of the sub-region, as it stands from the report produced just before the WAC/IWRM meeting in October 2003 in Ouagadougou. The report was presented by Jerome Thiombiano, who was then the Head of the IWRM Programme in Burkina Faso**

### BRIEF HISTORICAL BACKGROUND OF THE IWRM PROCESS IN THE SUB-REGION

As a reminder, during the RIO Conference, the international community committed itself to manage differently the planet natural resources. This dynamics also took shape in the West Africa sub-region at the instigation of Burkina with Denmark technical and financial support. Thus was born the programme entitled "IWRM process in West

Africa" commonly referred to as the West Africa Conference on IWRM.

During the Conference held in Ouagadougou from 3<sup>rd</sup> to 5<sup>th</sup> March, 1998, the Ministers in charge of water and the representatives from the 15 ECOWAS member countries and Mauritania adopted the "Ouagadougou Declaration" under which their Governments were urged to :

- *Implement in their respective countries, an integrated water resources management process, based on a National Water Action plan ;*

- *Create a regional cooperation framework for integrated water resources management, the harmonization of water policies and legislations as well as experience sharing*
- *Create or revitalize the consultation fora between riparian countries for the joint management of the shared basins waters;*
- *Elaborate national and regional strategies to mobilize the financial resources necessary for the integrated water resources management.*

The process was technically and financially supported by the Kingdom of Denmark and led to the major following results :

- Adoption of the West Africa IWRM Regional Action Plan (RAP-IWRM/WA) by the Conference of the ECOWAS Heads of State and Governments in December 2000, in Bamako;
- Adoption of the new regional institutional framework of water resources management by the Conference of the ECOWAS Heads of State and Government in December 2001, in Dakar.

Following this important conference, the IWRM process started to take shape gradually in the various countries and its state of implementation varies from one country to another.

This process also impelled in the civil society, the creation of specific structures to promote IWRM in the sub-region. The main achievements recorded with the support of the Global Water Partnership (GWP) at this level include:

- The creation of the GWP West-African Technical Advisory Committee (WATAC) in January 1999, which evolved into West-African Water Partnership (WAWP) in March 2002, in Bamako;
- The creation of the Country Water Partnerships in 6 countries of the sub-region (Benin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria and Senegal).
- The elaboration of the **West-African Water Vision** and its action plan presented during the 2<sup>nd</sup> World Water Forum at the Hague in March 2000.

Since the Ouagadougou conference, water resources management approaches considerably evolved at the African



mise en oeuvre d'un pays à un autre.

Ce processus a également impulsé au niveau de la société civile la création de structures spécifiques en vue de promouvoir la GIRE dans la sous-région. Les principaux acquis obtenus avec l'appui du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) à ce niveau sont :

- La création du Comité Technique Consultatif Ouest-Africain du GWP (WATAC) en janvier 1999 qui a évolué en Partenariat Ouest-Africain de l'Eau (WAWP) en mars 2002 à Bamako ;
- La création des partenariats nationaux de l'eau dans 6 pays de la sous-région (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria et Sénégal).
- L'élaboration de la Vision ouest-africaine de l'eau et son plan d'action présentée au 2ème Forum Mondial de l'Eau à la Haye en mars 2000.

Depuis la conférence de Ouagadougou, les idées en matière de gestion des ressources en eau ont considérablement évolué au niveau africain et au niveau mondial et de nombreuses initiatives en la matière ont vu le jour (Objectifs de Développement du Millénaire (MDGs), Objectif 2005, Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), Conseil Africain des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW), Initiative Européenne sur l'Eau, etc.).

and global levels and many initiatives were born on the subject (Millennium Development Goals - MDGs, 2005 Target, New Partnership for Africa's Development (NEPAD), African Ministers' Council on Water (AMCOW), European Water Initiative, etc).

## EVOLUTION OF IWRM PROCESS IN THE STATES

In this issue, we present you the situation in two countries : Benin and Burkina Faso.

### Benin

Currently, the political conditions are conducive for the elaboration of an IWRM action plan in Benin. At the national level, important activities have been engaged by the government. They account for the governmental mobilization and a certain acceleration of the progress towards IWRM. The main actions are essentially :

- A review approach of the water Code

## ETAT D'EVOLUTION DU PROCESSUS GIRE DANS LES ETATS

Dans ce numéro nous vous présentons la situation dans deux pays : le Burkina et le Bénin.

### Bénin

Actuellement les conditions politiques sont favorables à l'élaboration d'un plan d'action GIRE au Bénin. Au niveau national d'importantes activités ont été enclenchées par le gouvernement. Elles rendent compte d'une mobilisation du gouvernement et d'une certaine accélération de la progression vers la GIRE. Il s'agit essentiellement de :

- Une démarche de révision du Code de l'eau pour le rendre plus adéquat aux principes de la GIRE dans un contexte de décentralisation de l'administration territoriale ;
- Une note d'orientation pour le processus de transition vers la GIRE au Bénin actuellement en discussion et qui a reçu d'une part l'accord des principaux ministères impliqués dans la gestion et l'exploitation des ressources en eau et d'autre part l'adhésion des donateurs actuels et potentiels du secteur ;
- La révision de la stratégie du sous-secteur AEP et la préparation des mécanismes de transfert de

to make it more adequate to the IWRM principles in a context of decentralization of territorial administration.

- An orientation note for the transition process towards IWRM in Benin currently in discussion and which was, on one hand approved by the main ministries involved in the management and exploitation of water resources and, on the other hand, supported by the sector current and potential donors;
- The review of the WSS sub-sector strategy and the elaboration of mechanisms for the skill and resources transfer to the communities.

At the decentralized and local levels, the activities of the Benin CWP for the mobilization of its internal network of focal points contribute to a real local reflection on the new challenges and the imperatives of joint water resources management.

However constraints are met in the IWRM implementation in Benin, namely :

- the poor knowledge of Benin water

compétences et de ressources aux communes.

Au niveau décentralisé et local, les activités du PNE – Bénin pour la mobilisation de son réseau interne de points focaux contribuent à une réelle réflexion locale sur les nouveaux défis et impératifs de gestion concertée des ressources en eau.

Il existe cependant quelques contraintes à la mise en œuvre de la GIRE au Bénin. Ce sont :

- le faible niveau de connaissance des ressources en eau du Bénin (eaux de surface et eaux souterraines) ;
- la méconnaissance et/ou le faible niveau de connaissance de la demande en eau des différents secteurs de développement et leur évolution dans le temps ;
- le faible niveau d'intégration de l'eau dans l'économie nationale (l'eau n'est pas encore reconnue comme un bien économique au Bénin) ;
- l'absence d'un système de suivi de la qualité des ressources en eau, notamment autour des centres urbains tel que Cotonou.
- l'absence de structure de coordination des institutions en charge du secteur de l'eau.

Le Gouvernement du Bénin ayant conscience de sa responsabilité dans la gestion des ressources en eau du pays déploie de gros efforts avec l'assistance des partenaires du secteur de l'eau pour la mise en œuvre de la GIRE

resources (surface as well as ground waters) ;

- the ignorance and/or poor knowledge of the water requirements of the various development sectors and their evolution with time ;
- the poor integration of water in the national economy (water is not yet recognized as an economic asset in Benin) ;
- the lack of a follow-up system for the quality of water resources, notably around urban areas such as Cotonou.
- the lack of a coordination structure for the institutions in charge of the water sector.

Aware of its responsibility for the management of the country water resources, the Government of Benin is strongly endeavouring, with the support of the water sector partners to implement IWRM

### Burkina Faso

#### IMPLEMENTATION OF IWRM IN BURKINA FASO

Historically, the IWRM process in Burkina results from the conjunction of

### Burkina Faso

#### ETAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA GIRE AU BURKINA FASO

Historiquement, la naissance du processus GIRE au Burkina résulte de la conjonction de plusieurs facteurs dont les principaux sont :

- l'environnement international, avec notamment les recommandations issues de la Conférence de Rio ;
- la création du Ministère de l'Environnement et de l'Eau en juillet 1995 ;
- le renforcement de la coopération entre le Burkina Faso et le Royaume du Danemark en particulier dans le secteur de l'eau.

Cette période a coïncidé avec celle de la formulation de la nouvelle politique et des stratégies du pays en matière d'eau.

Conscient des enjeux présents et futurs, le Gouvernement du Burkina Faso a jugé nécessaire de passer à de nouvelles formes de gestion de l'eau. L'adoption du document de « politique et stratégie en matière d'eau » en juillet 1998 témoigne de cette volonté politique et a consacré la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) comme base pour garantir les divers besoins de l'économie nationale en eau dans une vision durable.

La conduite du processus GIRE au plan national s'est appuyée sur un projet du même nom « Programme

several factors, which principally include :

- the international environment, with notably the recommendations from the Rio Conference;
- the creation of the Ministry of Environment and Water in July, 1995;
- the strengthening of cooperation between Burkina Faso and the Kingdom of Denmark particularly in the water sector.

This period coincided with the elaboration of the new national water policy and strategies

Conscious of the present and future stakes, the Government of Burkina Faso deemed it necessary to move to new water management schemes. The adoption of the "water policy and strategy" document in July 1998 reflected this political will and consecrated the Integrated Water Resources Management (IWRM) as a basis to guarantee the various national economy water needs in a sustainable vision.

IWRM process was conducted at the national level with the support of a project also entitled "Burkina Faso Integrated Water Resources Management

de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Burkina Faso » qui a démarré en mars 1999.

Le Programme GIRE a été défini avec pour vocation de planifier et d'appuyer le processus de transition vers un nouveau mode de gestion de l'eau dans lequel les principes adoptés par la Nation Burkinabé seront rendus opérationnels.

A cette étape de développement du pays, l'objectif global du programme GIRE est la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau du pays adaptée au contexte national, conforme aux orientations définies par le gouvernement burkinabé, et respectant les principes reconnus au plan international en matière de gestion durable des ressources en eau.

Les deux objectifs immédiats étant de définir (et adopter) les stratégies de transition vers la GIRE, sous forme d'un « Plan d'action de l'eau » et de mettre en place les capacités de base en matière de GIRE nécessaires et suffisantes pour que le Burkina soit en mesure d'appliquer le Plan d'action de l'eau.

L'application du Plan d'action de l'eau se fera de façon échelonnée, sur le long terme, au rythme des capacités internes d'absorption et de mutation, et en fonction des ressources humaines et matérielles disponibles.

En vue d'atteindre ces objectifs, la stratégie adoptée a été d'effectuer parallèlement un « Etat des lieux de la gestion des ressources en eau » sur l'ensemble du pays tout en con-

duisant en grande nature dans le bassin hydrographique le plus sensible du pays (bassin du Nakanbé) un projet pilote dénommé « projet pilote de gestion intégrée des ressources en eau du bassin du Nakanbé ».

Les principales actions ci-dessous énoncées ont été réalisées pour l'atteinte de ces deux objectifs immédiats :

- la conduite du processus d'élaboration du « projet de la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau », ayant permis de disposer d'un cadre législatif et réglementaire conforme aux ambitions actuelles de développement du pays en matière d'eau. La loi d'orientation relative à la gestion de l'eau a été adoptée par l'Assemblée Nationale le 8 février 2001.
- l'élaboration de 11 textes d'application de la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau dont 6 adoptés par le gouvernement;
- l'élaboration d'un document « Etat des lieux de la gestion des ressources en eau du Burkina Faso et de leur cadre de gestion » en mai 2001 dont l'objectif est la mise en évidence et la hiérarchisation de tous les problèmes qui handicapent une gestion rationnelle et efficace des ressources en eau, dans la perspective de l'élaboration d'un plan d'action de gestion intégrée des ressources en eau du pays,
- la mise en œuvre du « projet pilote de gestion intégrée des



ressources en eau du bassin du Nakanbé » ;

- l'élaboration du « Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Burkina Faso » adopté par le gouvernement en mars 2003. Les principales orientations de ce plan sont le recentrage des missions de l'Etat, la définition des missions des autres acteurs, les structures et organes de gestion des bassins hydrographiques, le plan de renforcement des capacités des acteurs, et la stratégie et les modalités de mise en œuvre du plan ;
- la conduite d'actions relatives au renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'eau.
- la tenue de la table ronde de financement du PAGIRE en fin octobre 2003;
- la création et la mise en place du Secrétariat Permanent pour la mise en œuvre du PAGIRE (SP/GIRE) en fin d'année 2003 ;
- la création et la mise en place du Conseil National de l'Eau le 26

décembre 2003 ;

- la mise en place d'un cadre technique de concertation sur les eaux transfrontalières entre les techniciens du domaine de l'eau du Burkina et du Ghana ;
- la contribution significative au développement du processus GIRE/Afrique de l'Ouest depuis mars 1998.

La mise en œuvre du Programme GIRE a ouvert sans contexte un vaste chantier de refondation du secteur de l'eau du Burkina Faso.

Avec l'existence d'un « plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau » et d'un organe de coordination (SP/PAGIRE) les bases existent pour conduire efficacement le processus de gestion durable des ressources en eau du pays. L'avenir de la GIRE au Burkina repose essentiellement sur la mise en œuvre du plan d'action adopté qui couvre la période de 2003-2015.

Programme" starting in March 1999. The IWRM Programme was defined with the objective of planning and supporting the transition process towards a new scheme of water management in which the principles adopted at the national level would be operational.

At this stage of the country's development, the global objective of the IWRM program is to ensure the integrated management of the country water resources adapted to the national context, corresponding to the orientations defined by the government of Burkina, and complying with the principles recognized at the international level for sustainable water resources management.

The two immediate objectives consist in defining (and adopting) the strategies for the transition towards IWRM, in the form of a "Water Action Plan" and in building up the basic capacities required for IWRM, so as to enable Burkina Faso to implement the water Action plan

The water action plan will be applied gradually, in the long term, at the pace of the internal absorption and changes capacities and depending on the available human and material resources

To achieve these objectives, the strategy

adopted was to concurrently "make the assessment of water resources management" in the whole country while carrying out in life-size in the most sensitive hydrological basin of the country (Nakanbé Basin) a pilot project named "pilot project for the Nakanbé basin integrated water resources management".

The main actions implemented to achieve these immediate objectives include :

- Conducting the process of elaboration of the "draft orientation act on water management" which resulted in a legislative and regulatory framework consistent with the country's current water-related development ambitions. The orientation act on water management was adopted by the National Assembly on February 8<sup>th</sup>, 2001.
- elaboration of 11 texts of application of the orientation act on water management with 6 being adopted by the government.
- elaboration of a document "Assessment of water resources management in Burkina Faso and management

framework" in May, 2001 ; the objective of this document was to identify and classify all the problems hampering the rational and effective water resources management, with a view to elaborating an action plan for the integrated management of the country water resources,

- implementation of the "pilot project on the integrated management of the Nakanbé basin water resources".
- elaboration of the "Action Plan for the Integrated Management of Burkina Faso Water resources" adopted by the government in March, 2003. The main orientations of this plan are the redefinition of the missions of the State, the definition of those of other stakeholders, the hydrological basins management structures and bodies, the stakeholders' capacity building plan and the plan implementation strategy and modalities.

Implementation of actions relating to the water sector stakeholders capacity building.

- organization of a round table for IWRM/NAP funding in late October 2003;

- creation and establishment of the Permanent Secretariat for the implementation of the IWRM /NAP (IWRM/PS) in late 2003;
- creation and the establishment of the Country Water Council in December 26<sup>th</sup>, 2003;
- setting up a technical consultation framework on cross-border waters among the Burkina Faso and Ghana water sector technicians ;
- significant contribution to the development of the IWRM/West Africa since March, 1998.

The implementation of the IWRM Programme undoubtedly opened a vast site of reforms in Burkina Faso water sector.

With the existence of an "action plan for integrated water resources management" and of a coordination body (IWRM/PS), the bases to carry out effectively the process of sustainable management of the country water resources are available. The future of IWRM in Burkina relies essentially on the implementation of the adopted action plan which covers the 2003-2015 period.

## Le Sénégal engage son processus

Avec Ibrahima MBODJI  
Dakar (PNE-Sénégal)



PH PNE/S

L'atelier de lancement du plan d'actions de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et la stratégie de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement du Sénégal s'est tenu le mercredi 14 janvier 2004, à Dakar. Les objectifs de l'atelier étaient de présenter aux participants les méthodologies de réalisation des deux processus (financés respectivement par le Canada à travers le GWP et la Banque Mondiale à

*Au Présidium, on note le Ministre Habib Sy, 4<sup>e</sup> à partir de la droite et le représentant du GWP, Daniel Valensuela (2<sup>e</sup> à gauche du Ministre)*

*The Presidium :  
The Minister Habib Sy, 4th from the right and the representative of the GWP, Daniel Valensuela (2nd at the left of the Minister)*

travers le Projet eau à Long Terme) et de recueillir leurs observations et recommandations. Il s'agit pour le Sénégal de s'atteler à l'élaboration, d'un plan d'ac-

tions de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et de mettre en œuvre, d'ici 2015, une stratégie de réduction du nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement.

L'atelier a atteint son objectif principal qui était notamment de parvenir à une approche participative permettant aux participants de prendre connaissance, de discuter et adopter les méthodologies du processus de l'élaboration du plan d'action de GIRE et de la stratégie de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement d'ici 2015. Des suggestions ont été également faites pour améliorer la mise en œuvre du processus d'élaboration du Plan d'action GIRE d'ici fin 2005 ; tout cela pour permettre au

Sénégal de se conformer à ses engagements pris lors des rencontres du Millénaire à New York en 2000 et du Sommet Mondial de Johannesburg en 2002.

Cet atelier de lancement a été organisé par le gouvernement du Sénégal avec le soutien technique et financier du Canada, du GWP (qui gère une partie de l'Initiative Canadienne pour l'Afrique), du PNUD et de la Banque Mondiale. Il a enregistré la participation de plusieurs structures de l'Etat, de l'Assemblée Nationale, des Collectivités Locales, du secteur

privé, de la société civile (ONG, Associations des consommateurs, Groupements féminins), des partenaires au développement, des organisations de gestion de bassins locaux et internationaux et les représentants de la presse nationale et internationale.

Les participants ont par ailleurs examiné et amendé le projet d'arrêté portant création du Comité de Pilotage pour le suivi du plan d'actions GIRE et de la réalisation des OMD en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Le Comité de Pilotage commun aux deux processus complémentaires présage d'une coordination efficace et à saluer.

Le Partenariat National de l'Eau du Sénégal (PNE) crée en novembre 2002 et abrité par la DGPRE est largement impliqué dans ce processus qui, s'il est conduit à bon port, devrait permettre au Sénégal de réaliser un pas important dans la lutte contre la pauvreté. Un atelier de renforcement de capacité a été organisé à l'intention de l'équipe projet en mai dernier. Le coordinateur est Oumar Duagne, conseiller technique du Ministre.

*Synthèse avec le concours de Ibrahima MBODJI (PNE Sénégal)*



PH PNE/S

*Vue des participants à l'atelier de démarrage  
Participants at the launching workshop*

## Senegal starts up its process

With Ibrahima MBODJI  
Dakar (CWP-Senegal)

The workshop launching the Integrated Water Resources Management action plan and the strategy to achieve the Millennium Development Goals in drinking water supply and sanitation was held on Wednesday, January 14<sup>th</sup>, 2004, in Dakar. The objectives of the workshop were to present to the participants the implementation methodologies of both processes (respectively financed by Canada through the GWP and the World Bank through the long-term water Project) and to collect their observations and recommendations. Senegal has to elaborate an action plan for Integrated Water Resources Management and the implementation by 2015, a strategy to reduce the proportion of persons with no access to drinking water and sanitation.

The major objective of the workshop was achieved namely to have a participatory approach enabling the participants to be informed, to discuss and adopt the methodologies of the development process of the IWRM action plan and the strategy to achieve the Millennium Development Goals in the area of drinking water supply and sanitation by 2015. Suggestions were also made to improve the implementation of the elaboration process of the IWRM action plan by late 2005. All these will enable Senegal to comply with the commitments it made during the Millennium meetings in New York in 2000 and the Johannesburg World Summit in 2002.

The workshop was organized by the government of Senegal with technical

and financial support from Canada, the GWP (that manages part of the Canadian Initiative for Africa), the UNDP and the World Bank. Representatives from several government departments, the National Assembly, Local Communities, private sector, civil society (NGOs, Consumer Associations, Women Groupings), development partners, local international basins management organisations and the national and international media attended the workshop.

In addition, participants considered and amended the draft act establishing the Steering Committee (that now set up) for the follow-up of the IWRM action plan and the achievement of the MDGs in drinking water supply and sanitation. The steering committee common to the two complementary processes presages an efficient coordination to be welcomed.

The Senegal Country Water Partnership (CWP) created in November 2002 and hosted by DGPRE is largely involved in this process. If conducted safely and soundly it should enable Senegal to make an important step in

poverty control. A Team Building workshop was held in May to share information with all project team and update everybody. The team will be coordinated by Mr. Oumar Diagne who is technical advisor to the Minister.

*Synthesis with the contribution of Ibrahima MBODJI (CWP Senegal)*

## Renforcement des Capacités pour une Planification Stratégique en Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Nairobi 23-24 mars 2004

### RAPPORT D'ATELIER

Le Plan de Mise en Œuvre de Johannesburg a identifié un objectif spécifique 2005 lié à l'élaboration de plans nationaux de gestion des ressources en eau et d'efficacité de l'eau. La communauté internationale mobilise le soutien à la réalisation de cet objectif et de nombreux pays en Afrique reçoivent actuellement une assistance financière pour faire avancer le processus de planification. Le Partenariat mondial de l'Eau (GWP) avec l'appui de l'ACDI œuvre à travers les Partenariats Nationaux de l'Eau au Mali, au Sénégal, en Zambie, au Malawi et au Kenya à l'élaboration des plans de gestion des ressources en eau. Il y a un besoin évident d'appui associé pour le renforcement de capacités si de tels plans doivent être appropriés, pertinents et applicables.

Ce qui suit constitue les conclusions et résultats de la réunion tenue à Nairobi pour aider à renforcer les capacités en matière de GIRE dans les pays concernés par l'Initiative Canadienne pour l'eau en Afrique. Les cinq pays, le Mali, le Sénégal, la Zambie, le Malawi et le Kenya sont encore à la phase initiale du processus d'élaboration du plan GIRE et c'est le moment approprié pour traiter les besoins émergents de renforcement de capacités et évaluer là où il est bénéfique à partir de la coordination et de l'appui de la région. Cela accélérera le démarrage dans les autres pays visés par le programme du GWP (Cap Vert, Cameroun, Erythrée, Bénin, Swaziland et Mozambique). Le Réseau Ouest Africain de renforcement de capacités en GIRE (WANet) avec l'appui du CAPNet aidera au renforcement des capacités en GIRE en Afrique de l'Ouest.

## CONCLUSIONS ET RÉSULTATS DE LA RÉUNION

La réunion a rassemblé 19 participants de cinq (05) pays africains plus le personnel régional du GWP et les Réseaux CAPNet de renforcement des capacités pour l'élaboration des plans GIRE.

- Les équipes de projets sont bien motivées et c'est bon pour le succès des futurs projets. L'échange entre projets est un important facteur motivant et amène les gens à accélérer et à partager les problèmes.
  - Le projet a besoin d'être intégré dans les activités en cours mais en même temps les fonds et activités du projet ont besoin d'être spécifiquement appliqués aux résultats du projet. Beaucoup doit être fait pour relier le projet aux autres initiatives et aux activités des bailleurs de fonds qui ont lieu dans les pays.
  - Beaucoup d'activités de renforcement des capacités étaient communes aux pays ce qui permet une bonne synergie. Les réseaux régionaux et CAPNet appuieront les activités de renforcement des capacités avec des matériaux et la formation des formateurs.
- Les résultats concrets de la réunion sont:
- Des plans de travail plus détaillés et réalistes pour le renforcement des capacités ont été élaborés pour chaque pays. Ils ont toujours besoin d'être peaufinés mais ils sont plus au point qu'auparavant.
  - L'information a été compilée sur la base de la documentation nationale clé qui devrait être disponible pour les projets et sera partagée entre pays.
  - Les institutions de renforcement des capacités et les individus ayant des compétences pour faire avancer le processus ont été identifiés dans chaque pays.
  - Les réseaux régionaux se sont engagés à travailler avec les pays pour appuyer les besoins de renforcement des capacités.
  - Une plus grande compréhension du projet et une concentration sur le plan GIRE comme résultat.

## Capacity Building for Strategic Planning in Integrated Water Resources Management.

Nairobi 23-24 March 2004

### WORKSHOP REPORT.

The Johannesburg Plan of Implementation identified a specific 2005 target related to the development of national water resources management and water efficiency plans. The international community is mobilising support to the achievement of this goal and several countries in Africa are now receiving financial assistance to carry forward the planning process. The Global Water Partnership with support from CIDA is working through Country Water Partnerships in Mali, Senegal, Zambia, Malawi and Kenya for the development of water resources management plans. There is clearly a need for associated capacity building support if such plans are to be appropriate, relevant and implementable.

The following are the conclusions and outputs of the meeting held in Nairobi in order to help build IWRM capacity in countries concerned by the Canadian Initiative. The five countries, Mali, Senegal, Zambia, Malawi and Kenya, are still at an early stage with the process of developing the IWRM plan and this in an appropriate time to address the emerging capacity building requirements and assess where there is benefit from regional co-ordination and support. This will speed the start up for other countries coming on stream with the GWP programme (Cape Verde, Cameroon, Eritrea, Benin, Swaziland and Mozambique). The West African Network for capacity building in IWRM (WANet) with the support of CAPNet will help in the building of IWRM capacities in West Africa.

## Conclusions and outputs from the meeting

The meeting brought together 19 participants from 5 African countries plus GWP regional staff and Cap-Net capacity building networks to discuss capacity building requirements for IWRM plan development.

- The project teams are well motivated and this is good for the future project success. The sharing between projects is a major motivating factor, brings people up to speed and shares problems.
  - The project needs to be integrated into ongoing country activities but at the same time the project funds and activities need to be applied specifically to the project outputs. More needs to be done to link the project to other initiatives and donor activities taking place in the country.
  - Many of the capacity building activities were common between the countries and so the opportunity for synergy is good. Cap-Net and regional networks shall support capacity building activities with materials and training of trainers.
- Concrete outputs that we have from the meeting are:
- More detailed and realistic work plans for capacity building were developed for each country. They still require further work but are much more focused than previously.
  - Information was compiled on key country resource materials that should be available to the projects and will be shared between countries.
  - Capacity building institutions and individuals, with some of the skills to help the process along, were identified in each country.
  - Commitment was given from the regional networks to work with the countries to support the capacity building needs.
  - Greater understanding of the project and focus on the IWRM plan as an output.

## Initiative Canadienne pour l'eau en Afrique

Comme pour faire suite au Sommet du G8 à Kananaskis (Canada), le Premier Ministre Canadien annonce une initiative canadienne majeure pour assister le développement de l'Afrique dont la gestion de l'eau est une composante majeure. Cette initiative devra permettre aux gouvernements africains, le secteur privé et la société civile des pays bénéficiaires de promouvoir les initiatives africaines novatrices, le développement humain et les infrastructures de base. Cette initiative gérée par l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) est une enveloppe de 50 millions de dollars canadiens sur cinq ans pour améliorer la gestion de l'eau, l'accès à l'eau et à l'assainissement. Une dizaine de millions sont dévolus au projet connu sous le nom de programme de « Partenariats pour le développement de l'eau en Afrique » (PAWD, en Anglais). Ce programme comporte trois composantes majeures qui :

oAppui à l'objectif du SMDD d'élaborer des plans nationaux de Gestion Intégrée des Ressources en Eau

oAppui au développement institu-

tionnel des Partenariats existants, nouveaux et émergents

oAppui à l'intégration de l'eau dans les activités de réduction de la pauvreté.

Ces composantes seront entreprises dans cinq pays africains retenus : **Kenya, Malawi, Mali, Sénégal, et Zambie**. Elles sont étroitement liées entre elles car les activités de l'appui aux partenariats serviront de base aux deux autres composantes. La planification de la GIRE tiendra compte des questions de pauvreté et de l'eau que l'on retrouve dans les Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

### Le PAWD en Afrique de l'Ouest

La mise en œuvre du Programme pour le Développement de l'Eau en Afrique dans le cadre de l'Initiative Canadienne pour l'Afrique est en cours dans la région de l'Afrique de l'ouest. Deux pays sont concernés par ce Programme, le Mali et le Sénégal. Les Ministres en charge de l'eau dans les deux pays respectivement



M. Hamed Diane SEMEGA, Ministre des Mines de l'énergie et de l'eau du Mali et M. Habib SY, Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique du Sénégal ont signé au nom de leur gouvernement respectif avec le Secrétaire Exécutif du GWP, M. Emilio Gabbrielli le protocole d'accord. Par cette signature les Gouvernements du Mali et du Sénégal s'engagent à mettre en œuvre avec l'implication de tous les acteurs du secteur le processus d'élaboration des Plans Nationaux de Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

La mise en œuvre du Programme est beaucoup plus avancée au Sénégal qui après la signature du protocole a requis un consultant qui a produit en décembre 2003

une étude de base au tour de laquelle un atelier de démarrage du processus d'élaboration du plan d'action GIRE (voir article page 27) s'est tenu en janvier. Le Cadre Logique et le Plan de travail sont élaborés et l'équipe projet est mise en place. Il reste maintenant à signer l'accord avec l'Institution hôte. Ce qui sera fait incessamment.

Au Mali, deux consultants réquis viennent de soumettre très bientôt leur rapport qui va servir de document de discussion pour l'atelier de démarrage qui sera convoqué fin juin 2004.

Le Programme pour le Développement de l'Eau en Afrique vise à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire et les objectifs du Sommet Mondial sur le Développement Durable en matière de gestion intégrée des ressources en eau en Afrique tout en facilitant une planification et une mise en œuvre axée sur l'action dans les pays sélectionnés. o



host Institution is still to be signed. This will be done very shortly. A Team Building workshop was held in May to put project team abreast of matters at stake.

In Mali, two consultants have worked and submitted their report which will serve as a discussion document in the launching workshop to be convened in June 2004.

The objective of the Program for Africa Water Development is to contribute to the achievement of the Millennium Development Goals and the targets of the World Summit on Sustainable Development as far as integrated water resources management in Africa is concerned while facilitating planning and implementation based on action in the selected countries.

## Canadian Initiative for Water in Africa

As a follow-up to the G8 Summit in Kananaskis (Canada), the Canadian Prime Minister announced a major Canadian initiative to assist the development of Africa, water management being a major component. This initiative should enable the African governments, the private sector and the civil society of the beneficiary countries to promote innovative African initiatives, human development and basic infrastructures. This initiative steered by the Canadian International Development Agency (CIDA) amount to some 50 million Canadian dollars over five years and should improve water management, access to water and sanitation. Some ten millions are allotted to the project entitled "Partnerships for Africa Water Development" (PAWD). This programme includes three major components, namely :

oSupport to the WSSD Target for National Integrated Water Resources

Management Plans

oSupport to institutional development of existing, new and emerging Partnerships

oSupport to integration of water into poverty reduction activities

These components will be undertaken in five selected African countries: **Kenya, Malawi, Mali, Senegal, and Zambia**. They are closely linked because the support activities to the partnerships will serve as the basis for the two other components. The IWRM planning will take into account poverty and other water issues recorded in the Poverty Reduction Strategic Papers (PRSPs).

### The PAWD in West Africa

The Partnership for Africa Water Development programme within the Canadian Initiative for Africa is in pro-

cess in the West Africa Region.

Two countries are covered by this Program, namely Mali and Senegal. The Ministers in charge of water in both countries, respectively Mr. Hamed Diane SEMEGA, Minister of Mines, Energy and Water of Mali and Mr. Habib SY, Minister of Agriculture and Hydraulics of Senegal signed, on behalf of their respective governments, the MOU with the GWP Executive Secretary, Mr. Emilio Gabbrielli. By this signature the Governments of Mali and Senegal commit themselves to implement with the involvement of all the stakeholders the development process of National for Integrated Water Resources Management Plans

The implementation of the Program is much more advanced in Senegal which, after the signature of the MOU required a consultant who produced a base study in December 2003, resulting in a launching workshop on the development process of the IWRM action plan (see article) held in January. The Logical Framework and the Work plan are elaborated and the project team is established. The agreement with the

*Nous vous proposons en anglais le texte de l'appel des ministres lancé en corée en mars dernier en faveur de la GIRE  
Here is the text of the ministerial appeal in favour of IWRM done in Korea last march.*

## MINISTERIAL APPEAL : TIME TO ACT TO MEET THE 2005 IWRM TARGET

*We, the Ministers of environment and of water, met on March 28, 2004 in Jeju, South Korea during the 8<sup>th</sup> session of the Governing Council/Global Ministerial Environment Forum of the United Nations Environment Programme (UNEP). The main aim of our meeting was to consider how best to accelerate action for achieving the 2005 target on integrated water resources management (IWRM).*

*In 2000 the Millennium Summit adopted the Millennium Declaration calling on all members "to stop the unsustainable exploitation of water resources by developing water management strategies at the regional, national and local levels which promote both equitable access and adequate supplies." The Summit set eight key goals, many of which depend on effective water management strategies.*

*In 2002 at the WSSD, the participating countries agreed to adopt by 2005 national IWRM strategies and water efficiency plans to address the weaknesses in water allocation, protection, supply and distribution. Recent assessments by the United Nations agencies and the Global Water Partnership indicate that there is a need to accelerate progress toward the 2005 IWRM target. The mobilisation of political commitment and international resources, including development assistance and capacity building for the achievement of the target, are vital to the achievement of that goal and need to be urgently increased.*

*In 2003 the UN General Assembly proclaimed 2005 to 2015 as the International Decade for Action on Water for Life to start on World Water Day on March 22, 2005. The decade will begin with the challenge of the 2005 IWRM target and will conclude with the initial targets on water supply and sanitation which require providing by 2015 improved water supply to an additional 1.5 billion people and improved sanitation to an additional 1.9 billion people. Yet that is still only half. The needs of the other half must still be met by 2025.*

*The 2005 IWRM target is a crucial step towards sustainable water management and development and a prerequisite for achieving the 2015 water and sanitation targets. On the IWRM target, H.E. Borge Brende, Minister of Environment of Norway and Chairmain of the 12<sup>th</sup> Session of the Commission on Sustainable Development, stated : "It is already clear that certain countries have not yet even begun to think about a national plan. Often it is those countries that have limited water resources that have the most trouble putting these plans together."*

*We applaud the emerging strategic partnerships aimed at accelerating progress. Several countries, international organisations and donors have taken important steps to help initiate and accelerate action. Earlier this year a core group of international partners agreed to take initiative to form a new alliance to coordinate support to countries in reaching the 2005 IWRM target. Key tasks in that new initiative include:*

- (a) At the national level : To support governments in making relevant legal and institutional reforms and implementing IWRM capacity development programmes and assist in such key areas as assessing critical IWRM issues and developing and disseminating IWRM methodologies ;*
- (b) At the regional level : To enable/establish targeted learning networks for IWRM guidance and capacity development based on lessons learned from field cases in the regions and to facilitate cooperation between the different regions and sub-regions ;*
- (c) At the global level : To enhance the effective assessment of the present status of national IWRM implementation and the systematic monitoring of future progress.*

*As it is now time to act, we welcome the new initiatives and call on the international community, including the United Nations agencies, the global and regional financial institutions, civil society groups, the private sector and networks such as the Global Water Partnership as well as governments and intergovernmental bodies to continue to strengthen their engagement, collaboration, partnerships and alliances for achieving the 2005 IWRM target and 2015 water and sanitation targets.*

Tous nos remerciements à la Banque Africaine pour le développement (BAD) qui a permis la réalisation de ce dossier

## Conférence Panafricaine sur le Partenariat et la mise en œuvre dans le Domaine de la Maîtrise de l'Eau

**Dr Keffing Sissoko**  
CILSS- Ouagadougou

Du 8 au 13 Décembre 2003 s'est tenu à Addis Abeba, la Conférence Panafricaine sur le Partenariat et la mise en œuvre dans le Domaine de la Maîtrise de l'Eau. Cette importante rencontre a regroupé près de cinq cent participants venus de plusieurs pays du continent africain et du reste du monde.

L'eau qui est source de vie est indispensable pour la survie des millions de populations à travers le monde. Puisque non seulement elle rentre dans les besoins de consommation, mais aussi elle conditionne plusieurs autres activités telles que la production agricole. A cause de son importance l'eau est devenu un enjeu crucial pour le présent aussi bien que l'avenir.

Cette conférence a concerné plusieurs sessions thématiques consacrées à la problématique de l'eau dont notamment (1): Eau, Assainissement et besoins humains de base, (2) Eau pour la sécurité alimentaire. (3) Protection des Ecosystèmes et des con-

ditions de vie. (4) Eau et Climat. (5) Financement des infrastructures en eau.. (6) Gestion intégrée des ressources en eau. (7) Valorisation et gestion des ressources en eau. (8) Ensuring water wisdom. (9) Governing water wisely, (10) Genre et gestion des ressources en eau. Au cours de cette conférence panafricaine sur l'eau, il y'a eu aussi la Réunion des Ministres de l'AMCOW (African Ministry Conference On Water).

**L'Afrique : une situation économique caractérisée par la pauvreté des populations**

L'Afrique est dotée d'immenses ressources hydriques et foncières essentielles au développement économique et social du continent (Banque mondiale, 1989). Le rôle crucial de l'eau dans la réalisation des objectifs de développement socio-économique nécessaires est globalement reconnu. Au plan

socio-économique, l'Afrique fait face à une crise caractérisée par une pauvreté endémique et un sous-développement profond. La plupart des pays africains ont enregistré des performances économiques positives aux lendemains des indépendances. Cependant, pour la majeure partie du continent et en particulier l'Afrique au Sud du Sahara, les performances économiques ont été négatives et sont allées s'empirant depuis la crise pétrolière du milieu des années 1970 (Mkandawire, T. et C.C. Soludo, 1999). Au cours des 20 dernières années, les taux de croissance économique de l'Afrique ont été faibles.

La situation était particulièrement désastreuse dans les années 1980. De 1980 à 1994, les taux de croissance moyens du PIB étaient inférieurs aux taux de croissance démographique. Des données récentes montrent cependant que, entre 1996 et 1998, l'économie a connu une certaine embellie avec un taux de croissance de 3,3%, par rapport à 2,9% en 1997 et 4,0% en 1996. Pour la première fois au cours des deux dernières

décennies, les taux de croissance moyens du PIB dépassaient les taux de croissance démographiques. En 2000, la population africaine était estimée à 794 millions et comparé au chiffre de 1995, cela représente une croissance annuelle de 2,4% au cours de ces cinq années.

**Cette situation économique marquée par la pauvreté des populations, ne favorise pas un meilleur accès à l'eau en Afrique. Les constats ont été faits au cours des différents ateliers thématiques. Nous donnerons ici certains aspects essentiels relatifs à quelques thèmes abordés :**

**« L'eau pour la satisfaction des besoins de base en Afrique »**

D'une manière générale, l'on considère que pour la satisfaction de ses besoins de base, l'homme a besoin chaque jour de 20 à 50 litres d'eau non polluée. Toutefois, un enfant né dans un pays développé consomme trente à cinquante fois plus de ressources en eau que son homologue d'un pays en voie de développement. L'accroissement de la population mondiale entraîne une augmentation des besoins en eau douce pour la boisson, l'hygiène et les

**We thank the African development Bank (ADB) whose support permitted this PANAFCOM Report**

## Pan-African Implementation and Partnership Conference on Water

**Dr Keffing Sissoko**  
CILSS- Ouagadougou

well. Due to its importance, water has become a crucial stake both for the present and the future.

This conference had several thematic sessions devoted to water issues including notably (1): Water, Sanitation and essential human needs, (2) Water for food security. (3) Ecosystems Protection and living conditions (4) Water and Climate. (5) Financing Water infrastructures. (6) Integrated water resources Management. (7) Valuing water resources management. (8) Ensuring water wisdom. (9) Governing water wisely, (10) Gender and water resources management.

During this pan African conference on water, the AMCOW (African Ministry Conference On Water) meeting also took place.

**Africa : an economic situation characterised by the poverty of the populations**

Africa is endowed with immense water and land resources essential for the economic and social development of the continent (World Bank, 1989). The crucial role of water in the achievement of these necessary socio-economic development objectives is globally recognized. At the socio-economic level, Africa is facing a crisis characterized by endemic poverty and profound under-development. Most of the African countries recorded positive economic performances soon after independences. However, for the major part of the continent and particularly

Sub Sahara Africa, economic performances were negative and were worsening since the oil crisis in the middle 1970's (Mkandawire, T. and C.C. Soludo, 1999). Over the last 20 years, the economic growth rates in Africa were poor.

The situation was particularly disastrous in the 1980's. From 1980 to 1994, the GDP average growth rates were inferior to the demographic growth rate. Recent data show however that between 1996 and 1998, economy experienced a slight improvement with a growth rate of 3.3%, as compared to 2.9% in 1997 and 4.0% in 1996. For the first time over these last two decades, the GDP was higher than the demographic growth rate. In 2000, the African population was estimated at 794 million and compared to the 1995 figure, this represents an annual growth by 2.4% during the last five years.

This economic situation marked by the poverty of the populations, does not favour better access to water in Africa. This was noticed during the various thematic workshops. We will mention



Dr Keffing Sissoko

From 8 to 13 December 2003 was held in Addis Ababa, the Pan-African Implementation and Partnership Conference on Water. This important meeting gathered about five hundred participants from several countries of the African continent and the rest of the world.

Water which is a source of life is indispensable for the survival of the millions of people all over the world. Not only is it part of the consumption needs, but several other activities, such as agricultural production, depend on it as

tâches ménagères, ainsi que pour l'irrigation agricole. La croissance démographique crée également une charge énorme en terme d'eaux d'égout, de déjections animales et d'eaux usées industrielles qui contaminent les sources souterraines et de surface d'eau à boire. Le plus grand impact de la pollution de l'eau sur la santé humaine se manifeste par l'eau de boisson qui est un important vecteur d'une grande variété de maladies infectieuses.

### « Gestion de l'eau pour la santé en Afrique »

En Afrique, plus de 300 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Plus nombreux sont ceux qui ne bénéficient pas d'un assainissement approprié (PNUD 1996). En Afrique subsaharienne, près de 51% seulement de la population a accès à l'eau potable et 45% à l'assainissement (PNUD 1997).

Les maladies d'origine hydrique, telles que la dysenterie, touchent des milliards de personnes chaque année et cinq à dix millions de cas sont mortels. La mauvaise gestion des excréments ou l'insuffisance de l'eau pour la propreté individuelle entraînent des risques importants d'ascaridiase et autre

helminthiase ou la lèpre. Une gestion inadéquate des alentours des plans d'eau entraîne la schistosomiase ou le paludisme. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) affirme que dans les pays en développement, 70% des maladies sont profondément liées à l'eau polluée et/ou à la mauvaise gestion des excréments. Elle relève également que par an, six millions d'enfants meurent de maladies gastro-intestinales et 500 millions de personnes souffrent d'un trachome dû à l'absence d'une eau propre pour le nettoyage du visage. Chaque année près de 4 milliards de cas de diarrhée entraîne 2,2 millions de décès. Les vers intestinaux affectent près de 10% de la population des pays en développement. Selon certaines estimations, 6 millions de personnes souffrent de cécité causée par le trachome. 200 millions de personnes dans le monde sont atteintes de schistosomiase et 20 millions souffrent de graves séquelles.

En Afrique comme dans tous les pays en voie de développement l'approvisionnement en eau potable et un assainissement approprié sont donc les plus importants éléments d'une vie saine et prospère ; à cet égard, disposer d'une eau saine et assurer l'évacuation appropriée des eaux usées doivent être considérés comme un cycle intégré indispensable.

### «Gestion judicieuse de l'eau»

L'augmentation de la demande de l'eau, en raison de la croissance démographique actuelle et la prise de conscience générale de la diminution des ressources en eau disponibles dans le temps et dans l'espace, résultat de l'insuffisance naturelle de l'humidité ou de l'impact néfaste de l'homme sur les plans d'eau qui se traduit par la pollution, appelle à l'adoption de mesures législatives considérées dans leur totalité comme la base de la gestion de l'eau telles que :

- m une réglementation du système qui intègre des dispositions favorables à l'augmentation des ressources en eau disponibles ;
- m une réglementation des frontières entre le système et les

usagers, couvrant les phases de la planification, de la construction et de l'exploitation des infrastructures hydrauliques nécessaires pour s'assurer de la disponibilité des approvisionnements naturels en quantité suffisante, pour la satisfaction de la demande de l'ensemble des usagers ; et

- m une réglementation des rapports entre usagers aux frontières, particulièrement dans les régions sujettes au stress hydrique.

### «L'eau pour la sécurité alimentaire»

L'eau c'est la vie et sans eau, pas de nourriture. En Afrique, 29 millions de personnes ont un accès



some essential aspects relating to a few themes addressed :

### Water to satisfy Africa basic needs

Generally speaking, it is considered that for the satisfaction of the basic needs, men need 20 to 50 litres of non polluted water per day. However, a child born in a developed country consumes thirty to forty times more water resources than the one born in a developing country. The increase in the world population results in an increase in fresh water needs for drinking, hygiene and domestic duties, as well as agricultural irrigation. The demographic growth also creates an important charge in terms of sewage, animal excreta and industrial liquid waste which contaminate ground sources and surface drinking water. The most important impact of water pollution on human health is shown in drinking water which becomes an important vector of a great variety of infectious diseases.

### Water management for health in Africa

In Africa, more than 300 millions people do not still have access to potable water. Those who do not have relevant sanitation are still more numerous (UNDP 1996). In sub-Saharan Africa, nearly 51% of the population have access to potable water and 45% to sanitation (UNDP 1997). The water-related diseases such as dysentery, affect billions of persons each year, with five to ten million mortal cases. Excrements mismanagement or the water shortage for individual cleanness cause important risks of ascaridiase and other helminthiasis or leprosy. Inadequate management of the water surroundings causes schistosomiasis and malaria. The World Health Organisation (WHO) asserts that in the developing countries, 70% of diseases are deeply linked to polluted water and/or excrement mismanagement. It also notices that each year, six million children die of gastro-intestinal diseases and 500 million persons suffer

from trachoma due to lack of clean water to wash the face. Annually, about 4 billion cases of diarrhoea cause 2.2 millions deaths. Intestinal worms affect about 10% of the population in developing countries. According to some estimates, 6 million persons suffer from blindness caused by trachoma. 200 million persons in the world are affected by schistosomiasis and 20 million suffer from serious after-effects.

In the African countries just like in the developing countries potable water supply and relevant sanitation are the most important elements of a healthy and prosperous life ; to this effect, availability of healthy water and appropriate evacuation of liquid wastes must be considered as an indispensable integrated cycle.

### Judicious water Management

The increase in water demand, due to the current demographic growth and the general awareness of the diminution of available water resources due to

natural insufficiency of humidity or the negative impact of men on water plans which is translated into pollution, call for the adoption of legislative measures which should be globally considered as the base for water management; such measures may include :

- o regulation of the system which integrates provisions favourable to an increase in the available water resources ;
- o regulation of the frontiers between the system and the users, covering the planning phases, the construction and exploitation of hydraulic infrastructures necessary to ensure the availability of natural supplies in adequate quantity, to meet the demand of all the users ; and
- o regulation of the relationship between the users at the frontiers, particularly in the regions subjected to water deficit.

### Water for food security

Water is life and without water, no food. In Africa, 29 million people have limited access to food. Solidarity is





La PANAFCOM, c'était aussi l'animation  
PANAFCOM was well animated

limité à la nourriture. Il y'a aussi un besoin de solidarité pour éviter les tensions liées à l'eau dans certaines régions.

L'atelier thématique sur cette question importante « *l'eau pour la sécurité alimentaire* » a été organisé et animé par la FAO. Il a enregistré la participation d'éminents spécialistes dans le domaine du développement agricole. Les problèmes essentiels de l'agriculture africaine ont été soulignés à savoir : que l'une des raisons majeures qui ont fait que l'Afrique n'a pas encore réalisé sa révolution verte est le fait qu'une majorité de producteurs n'ont pas encore adopté les techniques agricoles à base d'irrigation. Parmi les problèmes répertoriés il y'a aussi la malnutrition, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les contraintes environnementales, la stagnation de la production per capita, l'impact des variations cli-

matiques, la diminution des investissements en agriculture et dans l'irrigation en particulier, de très faibles investissements dans l'irrigation. En Afrique Subsaharienne en particulier on assiste à une forte croissance démographique et dans le même temps à une baisse de la production et de la productivité agricole et un accroissement de la demande ainsi que des importations alimentaires.

Les débats au cours de cet important atelier ont souligné entre autres : le rôle dominant de l'agriculture pluviale en Afrique, qui possède en outre un grand potentiel de terres irrigables (près de 40 millions d'ha). Il faut donc une complémentarité entre les deux types d'agriculture (pluviale et irriguée) en exploitant de façon synergique les avantages de l'une et l'autre agriculture. Pour ren-

forcer la sécurité alimentaire il faut aussi adopter et renforcer l'approche « *Gestion intégrée des Ressources en eau* » (GIRE).

« *Plaidoyer pour l'agriculture irriguée* »

Des recommandations ont été formulées en vue d'augmenter les investissements consacrés à une meilleure disponibilité de l'eau pour la sécurité alimentaire. Il s'agit de :

- (1) Rechercher les opportunités pour promouvoir les nouvelles technologies dans le domaine de l'agriculture irriguée ;
- (2) Adopter des approches innovatrices pour promouvoir les investissements dans le domaine de l'agriculture irriguée telles que l'implication des secteurs public, parapublic et privé ainsi qu'une forte implication des femmes ;
- (3) Créer des conditions favorisant l'investissement et augmentant le taux de rentabilité des investissements ayant comme groupes cibles les populations pauvres plus spécifiquement les femmes ;
- (4) Promouvoir l'agriculture irriguée dans un contexte de gestion intégrée des ressources en eau. Ces recommandations ont été soumises à la Réunion des Ministres africains de l'eau (AMCOW) pour approbation.

En conclusions, les participants à cet atelier thématique ont fortement soutenu un renforcement important du programme de développement de l'agriculture du NEPAD. Ils ont fortement recommandé une grande attention sur la promotion des investissements pour développer et promouvoir l'utilisation de l'eau pour la production agricole. Ils ont fortement recommandé de créer des opportunités pour atteindre une bonne croissance économique et lutter contre la pauvreté à travers l'agriculture irriguée et de ne plus marginaliser l'utilisation de l'eau pour l'agriculture.

Cette conférence panafricaine était donc consacrée aux deux faces d'une même médaille à savoir la problématique de l'eau pour satisfaire les besoins de base des populations, mais aussi l'eau pour garantir suffisamment de nourriture pour les populations. Espérons que de telles rencontres pourront permettre de conscientiser les décideurs et les différents acteurs impliqués pour une meilleure application des recommandations afin de sortir les populations africaines de cet important dilemme que constitue « *la disponibilité de l'eau pour la survie* » o

also required in order to avoid water-related tensions in some regions. The thematic workshop on this important issue « *water for food security* » was organised and animated by FAO. It was attended by eminent agricultural development specialists. The main problems faced by the African agriculture were underlined namely : that one of the major reasons preventing Africa from realising its green revolution is the fact that the majority of the producers have not adopted the agricultural techniques based on irrigation. The problems identified also include malnutrition, food insecurity, poverty, environmental constraints, stagnation of per capita production, impact of climatic variations, diminution of investments in agriculture and irrigation, particularly, very poor investments in irrigation. Sub-Saharan Africa in particular is facing strong demographic growth and concurrently decrease in production and agricultural productivity, leading to an increase in demand, hence an increase in food importations. The on-going discussions on this important workshop identified namely:

the dominant role of rain-fed agriculture in Africa, which also has an important potential of irrigable lands (about 40 millions ha). Complementarity is then required between the two types (rain-fed and irrigated) of agriculture through the synergic exploiting the advantages both types. In order to strengthen food security the « *Integrated Water resources Management* » (IWRM) approach must also be adopted and strengthened.

Advocacy in favour of irrigated agriculture

Recommendations were made in a view to increasing investments in favour of better availability of water for food security. They include : (1) Search for the opportunities to promote the new technologies in irrigated agriculture ; (2) Adopt innovative approaches in order to promote investments in the area of irrigated agriculture such as the involvement of the public, Para public and private sectors as well as a strong involvement of

women ; (3) Create the conditions favouring investment and increasing investments yield rate with the poor populations more specifically women as target groups ; (4) Promote irrigated agriculture in a context of integrated water resources management. These recommendations were submitted to the Africans Water Ministers Meeting (AMCOW) for approval.

As a conclusion, the participants to this thematic workshop strongly supported an important strengthening of the agriculture development programme and NEPAD. They strongly recommended great attention to the promotion of investments in order to develop and promote the use of water for agricultural production. They also recommended the creation of opportunities to achieve good economic growth and combat poverty through irrigated agriculture and to no longer marginalize the use of water for agriculture. This Pan-African Conference was then devoted to the faces of the same coin : water problems to meet the populations basic need, and water to ensure suffi-

cient food for the populations. Let's hope that such meetings will raise awareness of decision-makers and the various stakeholders involved for better application of the recommendations so as to draw the African populations out of this important issue that is « *availability of water for survival* » o



Your Integrated  
Water Resources  
Management  
Newsletter

## Communiqué des Ministres sur la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau Publié le 12 décembre 2003

*La Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau (PANAFCON) s'est tenue à Addis Abeba, Ethiopie, du 8 au 12 décembre 2003. La Conférence a également donné lieu à des séances parallèles consacrées à la mise en œuvre de l'Agenda 21, de l'Agenda Habitat et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg, pour préparer la 12e session du Comité du développement durable (CDD) prévue à New-York en avril 2004.*

La PANAFCON était placée sous l'égide du Conseil des Ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), qui a de son côté tenu sa 4<sup>e</sup> Session ordinaire le 10 décembre 2003 à Addis Abeba.

### Objectif

La PANAFCON visait à évaluer les résultats obtenus dans le secteur de l'eau en Afrique aux niveaux national, sous-régional et régional, et à mettre en place un programme d'action afin de se pencher sur les Objectifs de développement du Millénaire (ODM), les conclusions du SMDD en matière d'eau et d'assainissement, ainsi que l'Agenda Habitat. Il s'est également agi de créer et de renforcer des partenariats.

### Organisation de la Conférence

La Conférence a été organisée en plusieurs parties comprenant: la plénière, les séances ministérielles, des groupes de travail

thématiques parallèles et des forums rassemblant différents partenaires, avec en complément, des expositions sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains.

La PANAFCON a reçu des messages de bonne volonté du Premier Ministre d'Ethiopie, Son Excellence Meles Zenawi, de Son Altesse royale le Prince d'Orange, de Son Excellence Borge Brende, Ministre de l'environnement de Norvège et Président du CDD 12, ainsi que des dirigeants de divers organismes des Nations Unies.



*Le Praesidium de la plénière  
The Praesidium of the plenary*

## Ministerial Communique on the Pan African Implementation and Partnership Conference on Water - 12 December 2003 in Addis Ababa

*The PANAFRICAN Conference on Implementation and Partnership on Water was held in Addis*

*Ababa, Ethiopia from 8-12 December 2003. In addition there were parallel sessions dedicated to the review of Africa's regional implementation of Agenda 21, the Habitat Agenda and the Johannesburg Plan of Implementation (J.P.O.I) in preparation for the 12th session of the Commission on Sustainable Development (CSD) to be held in New-York in April 2004.*

*The Conference was held under the auspices of the African Ministers' Council on Water (AMCOW), which also held its 4th Ordinary Session on the 10th December 2003, in Addis Abba.*

### Objective

*The objective of PANAFCON was to appraise the performance of the water sector in Africa at the national, sub-regional and regional levels and to*

*develop a programme for action towards addressing the Millennium Development Goals (MDG's), the WSSD targets on water and sanitation and the HABITAT Agenda. The meeting also sought to build and consolidate partnerships.*

### Organization of the Conference

*The Conference was organized in seg-*

*ments, which included plenary, ministerial sessions, parallel thematic working groups and multi-stakeholder forums, complemented by exhibitions on water, sanitation and human settlement themes.*

*The Conference received goodwill messages from the Prime Minister of Ethiopia, His Excellency Meles Zenawi, His Royal Highness the Prince of Orange, His Excellency Borge Brende, Norway's Environment Minister and Chairman CSD-12, as well as the heads of various UN agencies.*

### Highlights

*Key recommendations emerging from the following thematic sessions were presented and discussed in Plenary. :-*

- Meeting basic needs water, sanitation and human settlements
- Water for food security
- Protecting ecosystems and livelihoods
- Managing risks : water and climate
- Financing water infrastructure
- Integrated Water Resource Manage-

*ment/Shared water resources*

- Valuing and allocating water
- Ensuring water wisdom
- Governing water wisely
- Managing rapid urbanization
- Financing slum upgrading programmes and projects
- Decentralization and strengthening the role of local authorities
- Africa's contribution to CSD-12 on the cluster of water, sanitation and human settlements.

*The outcomes of the sessions were reviewed and endorsed by the Ministers. Having reviewed the status of implementation, the Ministers endorsed the portfolio of programmes and projects, noting that these were subject to refinement and completion. In addition, the portfolio was discussed with various partners for support and funding. In this regard, the following partnership initiatives were launched:-*

- African Water Facility
- Rural Water Supply and Sanitation Initiative
- Africa/EU Water Initiative
- Phase II of the Water for African Cities
- G8 Action Plan on Water for Africa

**Points saillants**

Les séances thématiques suivantes ont permis de faire d'importantes recommandations qui ont été présentées et examinées en plénière:

- Satisfaire les besoins fondamentaux en eau, assainissement et établissements humains
- Eau et sécurité alimentaire
- Protection des écosystèmes et des moyens de subsistance
- Gestion des risques en matière d'eau et de climat
- Financement des infrastructures hydrauliques
- Gestion intégrée des ressources en eau/ressources en eau partagées
- Prise en compte de la valeur de l'eau et répartition des ressources en eau
- Utilisation rationnelle de l'eau
- Gestion avisée de l'eau
- Contribution de l'Afrique au CDD 12 sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains

Les conclusions des séances ont été examinées et approuvées par les Ministres. Après avoir évalué le degré de mise en œuvre, les Ministres ont confirmé le dossier de programmes et projets, tout en soulignant que ceux-ci pouvaient être améliorés et complétés. En outre, ce dossier a été discuté avec

différents partenaires en vue du soutien et du financement nécessaires. A cet égard, les initiatives suivantes, prises dans le cadre du partenariat, ont été lancées:

- Le Fonds africain de l'eau
- L'initiative d'approvisionnement des zones rurales en eau et services d'assainissement
- L'initiative eau Afrique/UE
- La Deuxième phase de l'eau pour les villes africaines
- Le Plan d'action du G8 sur l'eau pour l'Afrique

**La voie à suivre**

Les Ministres ont réaffirmé leur engagement à entreprendre des actions concrètes afin de relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée en termes d'eau, d'assainissement et d'établissements humains, en vue du développement durable.

Ils ont souligné le rôle central du Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) en tant que cadre pour atteindre cet objectif.

Prenant en considération l'importance des partenariats, les Ministres ont recommandé la promotion et le renforcement des partenariats au sein de l'Afrique, entre l'Afrique et la communauté internationale, ainsi qu'avec les autres parties prenantes.

*The Ministers reaffirmed their commitment to taking concrete action to meet Africa's challenges on Water, Sanitation and Human Settlements with a view to achieving sustainable development. They underscored the pivotal role of the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) as the framework for achieving this objective.*

*Recognizing the importance of partnerships, the Ministers called for enhancement and strengthening of partnerships within Africa, between Africa and the international community, and with other stakeholders.*

*Cognizant of the critical need for additional resources, the Ministers underscored the need for the mobilization of adequate resources both internally and externally for the execution of programmes and projects on water, sanitation and human settlements.*

**Way Forward**

*The Ministers resolved to give priority attention to water, sanitation, and human settlements as the entry point for the set of actions required to*

*achieve the Millennium Development Goals, the goals and targets of WSSD, as well as the Habitat Agenda.*

*The Ministers endorsed the outcome of the African Regional Implementation Forum for presentation as Africa's contribution to the 12th session of the UN Commission on Sustainable Development (CSD-12), which will take place in New York in April 2004.*

*The Ministers agreed to present the recommendations of the Pan African Implementation Conference on Water, Sanitation and Human Settlements to the Extraordinary Summit of the African Union in February 2004, in Tripoli, Libya.*

*The Ministers expressed their appreciation and gratitude to the Government and people of Ethiopia for their hospitality, as well as to the United Nations Economic Commission for Africa, the United Nations Environment Programme, the UN Habitat and other sponsors for organizing the Conference.*

Etant donné la nécessité de disposer de ressources supplémentaires, les Ministres ont souligné le caractère impératif de la mobilisation de ressources appropriées, aussi bien à l'intérieur du continent qu'à l'extérieur, en vue de l'exécution des programmes et projets sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains.

Les Ministres ont résolu d'accorder la priorité à l'eau, à l'assainissement et aux établissements humains en tant que point de départ des actions requises pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire et mettre en œuvre les conclusions du SMDD et celles de l'Agenda Habitat.

Les Ministres ont approuvé les résultats du Forum régional africain de mise en œuvre pour qu'ils soient présentés comme

contribution de l'Afrique à la 12<sup>e</sup> Session du Comité de développement durable (CDD 12), qui se tiendra à New York en avril 2004.

Les Ministres ont convenu de soumettre les présentes recommandations de la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains au Sommet extraordinaire de l'Union africaine prévu à Tripoli, Libye, en février 2004.

Les Ministres ont exprimé leur satisfaction et leur gratitude au Gouvernement et au peuple d'Ethiopie, pour leur hospitalité, ainsi qu'à la Commission économique pour l'Afrique, au Programme des Nations Unies pour l'environnement, à UN Habitat et aux autres partenaires pour l'organisation de cette conférence. o

**To All organisations, Associations and Institutions working in the water sector and willing to be advertise on their activities**

**Running Water is offering you this opportunity.**

**Just contact the editor at :**

**+226 50 36 62 12**

**Fax : +226 50 36 62 08**

**e-mail: watac@fasonet.bf**



**Running Water, a communication tool for a sustainable management of water resources.**

**Read *Running Water* and bring it your Intergrated Water Resources Managment newsletter**

*Conformément à l'atelier organisé le 26 octobre 2003 à Ouagadougou sur le Rôle des acteurs de la Société Civile dans la mise en oeuvre des politiques de l'eau en Afrique en prélude à la Conférence des Ministres Africains chargés de l'Eau (AMCOW) tenue du 27 octobre au 02 novembre 2003, Green Cross Burkina Faso et certaines autres Organisations de la Société Civile devaient veiller à la mise en oeuvre des conclusions de Ouagadougou.*

*En conséquence, Green Cross Burkina Faso a participé au Pré-forum des OSC et à la Conférence Panafricaine de Mise en Œuvre et de Partenariat sur l'Eau tenus à Addis Abeba, en Ethiopie du 06 au 13 décembre 2003. Au cours de ce Forum des OSC, l'ANEW - Réseau Africains des OSC sur l'Eau- dont la mission est de veiller à une implication active et effective dans l'élaboration et l'application des politiques de l'eau en Afrique, a été officiellement lancé.*

*Déclaration des organisations de la société civile (OSC) à la Conférence des Ministres africains chargés de l'Eau (AMCOM) / Forum regional de mise en oeuvre*

**FORUM DES OSC AU COURS DE LA CONFERENCE PANAFRICAINNE DE MISE EN ŒUVRE ET DE PARTENARIAT SUR L'EAU (PANAFCON)**

**06 - 13 décembre 2003, Addis-Abeba - Ethiopie**

**PREAMBULE**

Nous, membres de la Société Civile Africaine, réunis au cours de la Conférence Panafricaine de Mise en Œuvre et de Partenariat sur l'Eau (Panafcon) tenue du 06 au 13 décembre 2003 à Addis-Abeba, Ethiopie, réaffirmons nos engagements à réaliser les ODM et les objectifs du JPOI sur l'eau en Afrique.

Appréciant la direction de l'AMCOW, le soutien du Forum Régional de Mise en Œuvre à travers le système des Nations Unies, et des partenaires au développement pour la participa-

tion de la société civile à cette conférence;

Reconnaissant que l'eau pour un développement durable est la responsabilité première de nos Gouvernements;

Reconnaissant les engagements des Chefs d'Etats et de Gouvernements au Sommet du Millénaire et au SMDD, et leur reconnaissance du rôle prépondérant des OSC si nous devons satisfaire aux objectifs internationaux de développement;

Reconnaissant que bien que l'eau soit une nécessité de base et un droit humain fondamental, nous n'avons pas fait de progrès suffi-

sant pour atteindre les objectifs spécifiques liés à l'eau établis dans les ODM;

Exprimons par la présente les préoccupations suivantes :

Que :

1. Le développement des ressources en eau en Afrique n'a pas été durable ni même orienté vers et approprié par la communauté;

2. L'impact des conflits dans l'utilisation et l'accès aux ressources en eau affectent très considérablement le bien-être socio-économique et les conditions de vie des populations en Afrique, font la pression sur l'environnement y compris les ressources en eau partagées;

3. Les politiques ont échoué à traiter de manière appropriée les besoins d'accès des communautés à l'approvisionnement durable en eau;

4. Il y a des groupes minoritaires qui sont marginalisés et mis sur la touche des processus des ODM et de l'AMCOW;

5. Il y a des régions entières, à cause des conflits ou de la non reconnaissance, qui sont également laissées en dehors des processus des ODM et de l'AMCOW;

6. Des zones sensibles et fragiles en Afrique, telles les zones arides de même que les populations de ces zones (y compris les éleveurs) ont été marginalisées comme conséquence de développement défavorable et inégal des ressources en eau;

7. La gestion et l'utilisation des ressources en eau n'a pas correctement pris en compte le rôle central que jouent les femmes et les jeunes;

8. La gestion et l'évaluation des ressources en eau n'ont pas correctement pris en compte la contribution du système de connaissances locales et renforcement des capacités des intervenants;

9. La déforestation et la dégradation des bassins hydrographiques ont continué sans contrôle correct;

10. Les objectifs internationalement convenus sur l'eau ne peuvent pas être atteints avec les mécanismes financiers existants

*Pursuant to the workshop organised on October 26th, 2003 in Ouagadougou on the Role of Civil Society Organisations stakeholders in the application of water policies in Africa prior to the African Ministerial Conference On Water (AMCOW) held from 27 October to 02 November 2003, Green Cross Burkina Faso and some other Civil Society Organisations had to see to the implementation of the Ouagadougou outcomes.*

*Accordingly, Green Cross Burkina Faso attended the Pre-forum of CSOs and the Pan African Implementation and Partnership Conference on Water held Addis-Ababa, Ethiopia from 6 - 13 December 2003. During this CSOs Forum ANEW was officially launched (African CSOs Network on Water) which mission is to see to effective and active involvement in the development and application of water policies in Africa.*

**Civil Society Organisations (CSOs) Statement to the African Ministerial Conference On Water (AMCOW) / Regional Implementation Forum**

**CSOs FORUM DURING THE PAN-AFRICAN IMPLEMENTATION AND PARTNERSHIP CONFERENCE ON WATER (PANAFCON)**  
6 - 13 December 2003, Addis-Ababa, Ethiopia

**PREAMBLE**

We members of African Civil Society, having met during the Pan African Implementation and Partnership Con-

ference on Water (Panafcon), held from 6 to 12 December 2003 in Addis Ababa, Ethiopia, reaffirm our commitments to achieving the MDGs and the JPOI targets on water in Africa;

*Appreciating the leadership of AMCOW, the support of Regional Implementation Forum through the United Nations system, and development partners to the civil society's participation in this conference ;*

*Recognising that water for sustainable development is a prime responsibility of our Governments ;*

*Recognising the commitments of the Heads of States and Governments, at the Millennium and WSSD summits, and their acknowledgement of the valuable role of CSOs if we are to meet the international development targets ;*

*Recognising that although water is a basic need and a fundamental human right, we have not made adequate progress towards reaching the specific water related targets set in the MDGs ;*

*Hereby express the following concerns:*

*That:*

*1- The development of water resources in Africa has not been sustainable as well as community owned and driven;*  
*2- The impact of conflicts in the use and access to water resources affect*

*very significantly the socio-economic well being and livelihoods of people in Africa, exert pressure on the environment, including shared water resources ;*

*3- Policies have failed to adequately address the needs access of the communities in sustainable water supply ;*

*4- There are minority groups who are marginalized and sidelined from the MDG's and the AMCOW processes ;*

*5- There are whole regions, due to conflict or no recognition, also left outside the MDG's and AMCOW processes ;*

*6- Sensitive and fragile zones in Africa, such as dry lands as well as the peoples in these zones (including pastoralists) have been marginalised as a result of unfavourable and uneven water resources development;*

*7- The management and use of water resources have not adequately addressed the central role that women and youth play;*

*8- The management and valuation of water resources have not adequately taken into consideration the contribution of indigenous knowledge system, and capacity building of stakeholders;*

Conformément à ce qui précède, nous exhortons tous les Gouvernements africains et leurs partenaires au développement à s'engager davantage face aux défis posés par les ODM et les engagements pour la mise en œuvre du plan de Johannesburg et de:

1. Reconnaître et promouvoir la Paix comme condition préalable pour le développement durable, y compris le développement des ressources en eau; Apprécier davantage le rôle vital des ressources en eau dans la réalisation de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la santé des populations;
3. Protéger les cours d'eaux par la protection, entre autres, des forêts ;
4. Mieux gérer la connaissance y compris à travers l'intégration de la connaissance locale dans le processus de prise de décision moderne;
5. Reconnaître le rôle de la science et de la technologie dans la gestion des ressources en eau;
6. Changer le rôle des femmes dans la gestion des ressources en eau en leur permettant de s'assumer de manière appropriée;
7. Créer et mettre à la disposition des utilisateurs des bases de données fiables sur les ressources en eau pour la prise

- de décision, aux niveaux national, sous régional et régional;
8. Intégrer et harmoniser les politiques nationales sur l'eau et mettre en place des cadres réglementaires pour régir l'utilisation de l'eau et aborder les problèmes d'approvisionnement en eau non durable;
  9. Mettre en place des équipements sous-régionaux en matière de ressources en eau qui peuvent être utilisés pour aider à la gestion intégrée des ressources en eau nationales;
  10. Introduire des innovations pour promouvoir la responsabilité sociale et les bonnes pratiques dans la production / l'entreprise de même qu'établir des mécanismes de mise en vigueur (mécanismes du pollueur paie);
  11. Renforcer systématiquement les capacités y compris la formation dans des domaines tel que le programme de formation et de technologie en GIRE;
  12. Il est nécessaire d'inclure et de reconnaître les droits des populations vivant dans les zones marginalisées ( zones arides, régions affectées par les conflits, régions non reconnues, etc.) et des groupes minoritaires, leur autorité sur les ressources critiques pour les moyens d'existence, la reconnaissance de leurs particularités et la nécessité de leur habilitation;
  13. Reconnaître les droits des minorités à l'eau et garantir leur implication dans les processus de



Cotonou (Benin)

- prise de décision conformément aux conclusions de Ouagadougou;
14. Mettre en place les infrastructures nécessaires et adéquates pour la gestion et l'accès à l'eau;
15. Renforcer la coordination et la coopération pour la mobilisation des ressources internes et leur utilisation sage, de même que faire un effort accru pour allouer plus de budget aux ressources en eau, et exhorter les gouvernements des pays développés à honorer tous leurs engagements (y compris financiers) sans conditionnalité aucune;
16. S'attacher aux différents accords internationaux auxquels nos Gouvernements sont parties; et
17. Promouvoir une gouvernance urbaine améliorée à travers la planification de l'utilisation des terres et les mécanismes pour traiter les habitats spontanés de manière à faciliter les améliora-

tions de l'approvisionnement de la ville en eau en quantité et en qualité.

Nous invitons le Forum Régional de Mise en Œuvre à rendre formelle la participation des OSC au processus régional et à assurer un suivi correct des engagements sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains de même qu'à rendre publics les budget et plans de travail, à travers un dialogue entre plusieurs intervenants aux niveaux régional et sous-régional pour servir d'interface et l'engagement avec la Société Civile, pour une meilleure mise en œuvre des ODM et des objectifs du SMDD.

Nous invitons aussi les Gouvernements Africains et les autres partenaires à reconnaître le rôle que la société civile peut jouer dans l'éveil des consciences, le

- 9- Deforestation and degradation of water catchments areas have been going on without adequate checks;
- 10- The internationally agreed targets on water cannot be reached with the existing financing mechanisms.

In pursuance of the above, we urge all African Governments and their partners in development to further commit themselves to the challenges posed by the MDGs and the JPOI and to:

- 1- Recognise and promote Peace as a pre-requisite for sustainable development, including water resources development;
- 2- Appreciate more the vital role of water resources in attaining food security, alleviating poverty and enhancing peoples health;
- 3- Protect watersheds by, among others, the protection of forests;
- 4- Better manage knowledge, including through the mainstreaming of indigenous knowledge in the modern decision making process;
- 5- Acknowledge the role of science and technology in water resources manage-

- ment;
- 6- Exchange the role of women in water resources management by adequately empowering them;
- 7- Establishing and making available to users for purposes of decision making reliable water resources data base at national, sub-regional and regional levels;
- 8- Integrate and harmonise national policies on water and set up regulatory frameworks to govern water use and address the problems of unsustainable water supply;
- 9- Put in place sub-regional water resources facilities that can be used to assist in the integrated management of national water resources;
- 10- Introduce innovative to promote corporate social responsibility and good practices in production/business, as well as establish enforcement mechanisms (polluter pays mechanisms);
- 11- Build capacity across the board including training in such areas as training and technology program in IWRM;
- 12- There is need for inclusion and recognition of rights of people living in

- marginalised areas (dry lands, conflicts affected areas, areas without recognition, etc) and minority groups, their control over resources critical for the livelihood, recognition of their peculiarities and need for their empowerment ;
- 13- Give recognition to the rights that minorities have to water and ensure their involvement in decision-making processes in pursuance of the Ouagadougou outcome;
- 14- Put in place the necessary and appropriate infrastructure for water management and access;
- 15- Strengthen coordination and cooperation for the mobilisation of both internal resources and the wise use of such resources as well as make increased effort to allocate more budget for water resources and urge developed country government to honour their financial and other commitments without any conditionality;
- 16- Domesticating the various international agreements to which our Governments are parties ; and
- 17- Promote enhanced urban governance through land use planning and

mechanisms to deal with informal urban settlements in a manner that will facilitate improvements in the quantity and quality of urban water supply.

We call upon the Regional Implementation Forum to formalise CSOs participation in the regional process and ensure proper follow-up of commitments on water, sanitation and human settlement as well as make public the budget and work plans, through multi-stakeholders dialogue at the regional and sub-regional level for interfacing and engagement with Civil Society, for further implementation of the MDGs and WSSD targets.

We also call upon African governments and other partners to recognise the role that civil society can play in awareness raising, capacity building and in implementation and scaling-up of water resources programmes at all levels, financial and technically.

On our part, we commit ourselves to participate in Africa's water resources management, including:

renforcement des capacités et dans la mise en œuvre et l'augmentation des programmes sur les ressources en eau à tous les niveaux financièrement et techniquement.

Pour notre part, nous nous engageons à participer à la gestion des ressources en eau de l'Afrique, y compris à ce qui suit:

1. Conception de projet et gestion des risques;
2. Renforcement des capacités;
3. Promotion de la GIRE à tous les niveaux et secteurs en prenant toujours en compte les pratiques traditionnelles de gestion de l'eau;
4. Conscientisation communautaire et renforcement de l'échange d'informations;
5. Résolution des conflits à tous les niveaux; et
6. Gestion de la sécheresse.

En conclusion, nous réitérons et renforçons notre engagement aux principes de partenariat de même qu'à l'examen minutieux ouvert, la transparence et la responsabilité.

**Publiée à Addis Abeba le 08 décembre 2003.**

- 1- Project design and risk management ;
- 2- Capacity building;
- 3- Promotion of IWRM at all levels and sectors taking into account all the time traditional water management practices;
- 4- Building community awareness and strengthening information exchange ;
- 5- Conflict resolution at all levels ; and
- 6- Drought management.

In conclusion, we reiterate and reinforce our commitment to the principles of partnership as well as to open scrutiny, transparency and accountability.

**Issued in Addis-Ababa on December 08<sup>th</sup>, 2003**

### *Participants au Forum des OSC avant et pendant l'AMCOW / Conférence Régionale Africaine de Mise en Œuvre:*

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Green Cross Burkina Faso</li> <li>Kenya NGO Forum on WSSD (Kenya)</li> <li>Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements (CREUMHS – Kenya)</li> <li>Eau vive (Niger)</li> <li>Organisation de Défense de l'Environnement au Burundi (ODEB-Burundi)</li> <li>Women's land and Water Rights in Southern Africa (regional)</li> <li>African Reference Group on Water (ARGOW – Eastern and Southern Africa)</li> <li>African Reference Group on Water (ARGOW – Western and Central Africa)</li> <li>Green Earth Organization (Ghana)</li> <li>Centre for Environment and Community Development in Africa (CECD - Nigeria)</li> <li>African Civil Society Network on Water (ANEW)</li> <li>Network for Environment and Sustainable Development in Africa (NESDA)</li> <li>Collectif Pro-Femmes (Rwanda)</li> <li>SADC Youth Movement (regional)</li> <li>Southern Sudan Community Development AID (SSCDA – Southern Sudan)</li> <li>Green cross (Burkina Faso)</li> <li>Kalahari Conservation Society (KCS – Botswana)</li> <li>MNC Cameroon</li> <li>Earth Care Africa (regional)</li> <li>Arid Lands Resources Management Project (Kenya)</li> <li>Arab Office for youth and Environment (AOYE) – Egypt</li> <li>Arab Network for environment and Development (RAED) – Egypt</li> <li>Sustainable Development and Environment Network of Kenya (SENKE – Kenya)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Forum of African Civil Society Organisation for Sustainable Development (FACS – regional)<sup>o</sup></li> <li>Johannesburg + 10 Institute (Kenya)</li> <li>ENDA TM (Dakar)</li> <li>Environmental Policy and Legislation (Ethiopia)</li> <li>Alliance Nationale pour la Nature (ANN- Congo Brazzaville)</li> <li>Association tchadienne pour la Défense des droits des consommateurs (ADC – Tchad)</li> <li>Africa 21<sup>st</sup> Century Development Organisation (Kenya)</li> <li>Young Volunteers for Environment (Togo)</li> <li>Global Water Partnership (GWP – Eastern Africa)</li> <li>Kenya Water Partnership KWP</li> <li>Foundation for Environmental Development and Education in Nigeria (FEDEN – Nigeria)</li> <li>Resource Integration Development Foundation (RIDF – Nigeria)</li> <li>Centre Régional pour l'eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA)</li> <li>Coopération Féminine pour la Protection de l'Environnement - Mali (CO.FE.P.E.)</li> <li>Collectif Interafricain des Habitants (CIAH – Cameroun)</li> <li>Coalition des ONG et des OCB du Cameroun œuvrant dans le domaine des Etablissements Humains (CONGEH)</li> <li>Développement Communautaire et Assainissement du Milieu – Bénin (DCAM – BETHESDA)</li> <li>Association pour la protection et la défense des droits des femmes (APDF- Mali)</li> <li>East African Wildlife Society in Kenya</li> <li>Mundri Relief Development Association – South Sudan (MRDA)</li> <li>Gender Water Alliance (West Africa)</li> </ul> |
|--|--|

### *Participants to the CSOs Forum prior to and during the AMCOW / Africa Regional Implementation Conference:*

- |   |  |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Green Cross Burkina Faso</li> <li>2- Kenya NGO Forum on WSSD (Kenya)</li> <li>3- Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements (CREUMHS – Kenya)</li> <li>4- Eau vive (Niger)</li> <li>5- Organisation de Défense de l'Environnement au Burundi (ODEB-Burundi)</li> <li>6- Women's land and Water Rights in Southern Africa (regional)</li> <li>7- African Reference Group on Water (ARGOW – Eastern and Southern Africa)</li> <li>8- African Reference Group on Water (ARGOW – Western and Central Africa)</li> <li>9- Green Earth Organization (Ghana)</li> <li>10- Centre for Environment and Community Development in Africa (CECD - Nigeria)</li> <li>11- African Civil Society Network on Water (ANEW)</li> <li>12- Network for Environment and Sustainable Development in Africa (NESDA)</li> <li>13- Collectif Pro-Femmes (Rwanda)</li> <li>14- SADC Youth Movement (regional)</li> <li>15- Southern Sudan Community Development AID (SSCDA – Southern Sudan)</li> <li>16- Green cross (Burkina Faso)</li> <li>17- Kalahari Conservation Society (KCS – Botswana)</li> <li>18- MNC Cameroon</li> <li>19- Earth Care Africa (regional)</li> <li>20- Arid Lands Resources Management Project (Kenya)</li> <li>21- Arab Office for youth and Environment (AOYE) – Egypt</li> <li>22- Arab Network for environment and Development (RAED) – Egypt</li> <li>23- Sustainable Development and Environment Network of Kenya (SENKE – Kenya)</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>24- Forum of African Civil Society Organisation for Sustainable Development (FACS – regional)<sup>o</sup></li> <li>25- Johannesburg + 10 Institute (Kenya)</li> <li>26- ENDA TM (Dakar)</li> <li>27- Environmental Policy and Legislation (Ethiopia)</li> <li>28- Alliance Nationale pour la Nature (ANN- Congo Brazzaville)</li> <li>29- Association tchadienne pour la Défense des droits des consommateurs (ADC – Tchad)</li> <li>30- Africa 21<sup>st</sup> Century Development Organisation (Kenya)</li> <li>31- Young Volunteers for Environment (Togo)</li> <li>32- Global Water Partnership (GWP – Eastern Africa)</li> <li>33- Kenya Water Partnership KWP</li> <li>34- Foundation for Environmental Development and Education in Nigeria (FEDEN – Nigeria)</li> <li>35- Resource Integration Development Foundation (RIDF – Nigeria)</li> <li>36- Centre Régional pour l'eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA)</li> <li>37- Coopération Féminine pour la Protection de l'Environnement - Mali (CO.FE.P.E.)</li> <li>38- Collectif Interafricain des Habitants (CIAH – Cameroun)</li> <li>39- Coalition des ONG et des OCB du Cameroun œuvrant dans le domaine des Etablissements Humains (CONGEH)</li> <li>40- Développement Communautaire et Assainissement du Milieu – Bénin (DCAM – BETHESDA)</li> <li>41- Association pour la protection et la défense des droits des femmes (APDF- Mali)</li> <li>42- East African Wildlife Society in Kenya</li> <li>43- Mundri Relief Development Association – South Sudan (MRDA)</li> <li>44- Gender Water Alliance (West Africa)</li> </ol> |
|---|--|